ISSN 1163 – 1422

Violences sexuées et appropriation de l'espace public

Université Paris 7-Denis Diderot Site Montréal
103 rue de Tolbiac 75013 Paris
14 juin 2003

Les propos, est-il nécessaire de le rappeler, n'engagent que leurs auteures.

Coordination	**Michèle Ferrand, Dominique Fougeyrollas et Brigitte Lhomond**
Lectures et relectures	**Nicole Décuré, , Arlette Pambrun**
Mise en page et photos	**Nicole Décuré**

Sommaire

1ère partie

Marylène Lieber
De l'usage politique des rapports sociaux de sexe: le cas des violences sexistes dans l'espace public 7

Florence Maillochon
Les violences envers les femmes dans les espaces publics. Résultats de l'enquête ENVEFF 19

Brigitte Lhomond, Marie-Josèphe Saurel-Cubizolles
Orientation sexuelle, violences contre les femmes et santé. Résultats de l'enquête nationale sur les violences envers les femmes en France 33

Débat 65

2ème partie

Dominique Poggi
Violences sexuÉes et appropriation des espaces publics 85

Hélène Orain
"Ni putes ni soumises!": Les rapports sociaux de genre dans la ville 91

Annexe 1: Le livre blanc des femmes des quartiers 101
Annexe 2: L'appel de janvier 2002 107

Marie Fabre & Daniel Roques
Présentation de l'association Mix-cité Toulouse 109

Débat 113

1ère partie

Marylène Lieber
Doctorante en sociologie
Laboratoire Printemps, Université de Versailles-Saint Quentin

De l'usage politique des rapports sociaux de sexe: le cas des violences sexistes dans l'espace public

Mon travail de thèse porte sur l'articulation entre genre et politiques de sécurité en France. La première partie de cette recherche tente de rendre compte de la façon dont les violences envers les femmes sont traitées dans ces politiques, tandis que la seconde partie documente les stratégies des hommes et des femmes dans l'appropriation des espaces publics, en mettant l'accent sur les incidences de la peur sur la mobilité de ces dernières[1]. Aujourd'hui j'aimerais parler de l'usage politique qui est fait des rapports sociaux de sexe en l'illustrant par le cas des violences sexistes dans l'espace public.

Les politiques et les recherches sur la ville en France ou celles concernant les violences n'ont que très rarement abordé la question de la ségrégation sexuée des espaces publics et des violences de genre qui s'y déroulent – le terme de violences de genre réfère aux violences en lien avec l'appartenance de sexe et concerne donc des violences appréhendées dans le cadre des rapports sociaux de sexe; je les appelle également violences sexistes.

Seuls les médias se font l'écho depuis quelque temps des revendications du collectif "Ni putes ni soumises!" qui dénonce les humiliations et les agressions dont les filles et les femmes font l'objet dans les cités et les quartiers dits sensibles. Ils parlent aussi longuement des viols collectifs, qu'ils semblent découvrir, mais cela seulement dans les cas où ils se déroulent dans des caves de ces mêmes "quartiers".

En se basant sur les chiffres de l'enquête ENVEFF[2] (Jaspard *et al*., 2003) et sur 32 entretiens de femmes et d'hommes de 18 à 72 ans (23 femmes et 9 hommes de toutes catégories sociales) effectués à Paris et à Guyancourt (petite ville calme et bourgeoise aux abords de Paris), cette courte présentation tente de réfléchir à la circonscription de ce phénomène: ma question étant "est-ce que la ségrégation sexuée et les violences de genre n'existent réellement que dans certains quartiers populaires à forte population musulmane", comme le laissent penser les médias? Ce faisant, il s'agit pour moi de me demander si la lumière faite sur les violences sexistes qui se déroulent dans les cités ne permet pas aux pouvoirs publics de faire l'économie d'une réflexion plus générale sur ce type de violences. Lorsque l'on sait à quel point les violences faites aux femmes sont occultées (Lieber, 2002; Jaspard

[1] Une partie de cet exposé a été publié dans *Nouvelles questions féministes* (Lieber, 2002 b).
[2] Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France.

et al., 2003), et sans vouloir diminuer l'importance du travail du collectif "Ni putes ni soumises!", ni celle des violences qu'il dénonce, on peut se demander si la large place qui est faite à ses revendications dans les médias ne révèle pas en creux la nécessité d'une réflexion sur l'usage politique des rapports sociaux de sexe. En effet, en mettant l'accent sur la dimension culturelle de ces violences, la dimension transversale propre aux rapports sociaux de sexe passe alors au second plan; seules sont dénoncées les violences sexistes des autres cultures. C'est le cas également en ce qui concerne la question du foulard: on s'indigne qu'on fasse subir une telle norme aux femmes musulmanes mais celles qui dénoncent, le publi-sexisme par exemple, sont considérées comme des harpies par les mêmes médias.

Pour tenter de développer cet argument, je vais tout d'abord présenter les trop rares données dont nous disposons sur les espaces publics et les conclusions qu'on peut en tirer, notamment sur la sous-représentation des violences subies par les femmes dans les espaces publics. Je présenterai ensuite quelques résultats issus de mes entretiens, avant de les comparer avec les discours que l'on entend dans les "quartiers". La similitude entre ceux-ci est assez flagrante. Les résultats de l'enquête ENVEFF, tout comme les témoignages de femmes que j'ai pu récolter pour mon travail de thèse, incitent en effet à penser que les humiliations et les agressions de type sexiste sont fréquentes dans tous les espaces publics et qu'elles ont des incidences sur les pratiques de toutes les femmes. Que dire alors de leur survisibilisation dans les "quartiers"?

L'enquête ENVEFF et les rares données à propos des violences sexistes dans les espaces publics

L'enquête ENVEFF révèle qu'en France, en 1999, une femme sur cinq a été importunée, le plus souvent sexuellement, hors de son domicile[3]. Elle donne également à voir que, toutes catégories confondues, quatre femmes sur dix disent renoncer à sortir seules après une certaine heure, et que parmi les six femmes qui sont sorties au cours du mois précédent, quatre disent ne pas aimer le faire[4]. Malheureusement l'enquête ENVEFF ne donne pas de chiffres pour les hommes,

[3] Les critères retenus sont: être insultée dans la rue, les transports ou les lieux publics; être suivie avec insistance à pied ou en voiture; être la personne devant laquelle quelqu'un exhibe ses organes sexuels ou se déshabille; se faire arracher ou prendre de force un objet de valeur; être menacée ou attaquée avec une arme ou un objet dangereux; se faire gifler, frapper ou subir d'autres brutalités physiques; se faire toucher contre son gré les seins, les fesses, se faire peloter, se faire coincer et embrasser – cette dernière catégorie comprenant aussi bien les attouchements que les rapports forcés. La définition des violences dans l'espace public de l'ENVEFF ne retient pas l'ensemble des interpellations dont les femmes font l'objet dans la rue, comme les sifflements, les baisers envoyés, les regards concupiscents. Néanmoins, les auteures mentionnent que ces attitudes sont révélatrices du fait que l'espace public reste fortement sexué.

[4] Résultats communiqués par Stéphanie Condon, membre de l'équipe ENVEFF.

mais des données de l'INSEE montrent qu'ils disent trois fois moins souvent que les femmes éviter de sortir seuls le soir (Crenner, 1999).

Une petite enquête américaine révèle que les jeunes femmes dans les espaces publics sont deux fois plus souvent abordées par des inconnus que les jeunes hommes. Elle révèle également que, dans la plupart des cas, la raison qui incite cette interaction auprès de jeunes femmes est de caractère ouvertement sexuel (Franck et Paxson, 1989).

Plus généralement, il apparaît que, malgré une homogénéisation des pratiques des hommes et des femmes dans les espaces publics (Coutras, 1996), les normes dominantes concernant les sorties des femmes n'ont que peu changé depuis le 19ème siècle: celles-ci se doivent d'être "prudentes", d'éviter les regards des hommes, de ne pas sortir seules après une certaine heure ou de se faire raccompagner (Gardner, 1995). L'extérieur reste conceptualisé comme un risque potentiel pour elles. La vulnérabilité des femmes est donc présentée comme une évidence, une caractéristique "naturelle", qui traverse les époques. (À noter que toutes les stratégies pour les rendre vulnérables sont occultées. Je pense ici aux travaux de Tabet, sur le non-accès aux armes, par exemple.) Ainsi, lorsqu'elles sont dans l'espace public, elles se doivent de "faire attention". La rue, la nuit sont considérées comme autant d'éléments dangereux pour les femmes, quelles qu'elles soient.

Or, plusieurs travaux ont révélé la dimension idéologique de cette conception. La déléguée régionale aux droits des femmes d'Île de France Catherine Morbois (2000) dénonce l'idée reçue selon laquelle les agressions sexuelles seraient commises le plus souvent dans des lieux déserts, de nuit – lieux que, selon la conception dominante, une jeune femme "convenable" ne devrait pas fréquenter. Les données en sa possession montrent que les agressions se déroulent autant de jour que de nuit et, en outre, que plus de 60% d'entre elles ont lieu au domicile de la victime ou de l'agresseur[5]. Par ailleurs, ces mêmes données indiquent que les agressions dans les lieux publics sont aussi fréquentes dans les lieux réputés sûrs (hôpitaux) que dans les lieux considérés comme dangereux (rue). La peur de l'extérieur véhiculée par les normes dominantes permet en fait de faire perdurer le contrôle social sur les femmes, comme l'avait démontré Jalna Hanmer dans les années 70.

Mais la peur des violences dans les espaces publics peut-elle se comprendre comme une idéologie sans fondement matériel? On pourrait le croire. En effet, la crainte d'être confrontée à une agression peut être formulée comme un paradoxe que plusieurs recherches anglo-saxonnes ont mis en évidence: selon les statistiques policières, les femmes subissent proportionnellement davantage de violences de la

[5] Ces pourcentages sont calculés sur la base de 972 agressions répertoriées par la permanence téléphonique du numéro vert "Viols, femmes, informations".

part d'un proche ou d'une personne connue, et qui plus est à leur domicile, alors qu'elles craignent principalement l'extérieur et l'inconnu (Hanmer et Maynard, 1987; Stanko, 1990). En outre, comme je le disais précédemment, les hommes sont plus souvent victimes de violences dans l'espace public, mais ils sont trois fois moins nombreux que les femmes à déclarer éprouver un sentiment d'insécurité. Ainsi, les femmes craignent d'être victimes d'agressions dont statistiquement elles sont relativement épargnées, par comparaison avec les hommes.

Mais, selon Elisabeth Stanko, une criminologiste anglo-saxonne (1990), cette contradiction n'est qu'apparente. Il faut également prendre en considération que la fréquence des violences est liée à l'usage que les femmes font de l'espace public. Comme le montre l'enquête ENVEFF, les femmes qui sortent seules la nuit sont proportionnellement davantage agressées (Jaspard *et al*., 2003). Le taux d'agression dans l'espace public est structurellement lié à la mobilité des femmes, c'est-à-dire à leur fréquence d'exposition aux dangers. Forcément, on n'est pas agressé/e là où on n'est pas.

Pour une femme, se déplacer seule et fréquenter des espaces collectifs implique donc un risque avéré d'être agressée. Dans ces conditions, on peut estimer que le nombre relativement peu élevé de violences envers les femmes recensé dans l'espace public par les différentes études et statistiques s'explique, en partie, par un phénomène d'auto-restriction que les femmes s'imposent. Elles préfèrent ne pas sortir de chez elles le soir ou mettent en œuvre des stratégies telles que se faire raccompagner ou prendre un taxi. C'est ce qu'avait montré Balkin à la fin des années 1970 (1979). Si certains groupes sont moins victimes d'agressions, c'est parce qu'ils s'exposent moins et qu'ils ajustent leurs comportements à leur sentiment d'insécurité. Selon cet auteur, à exposition égale ces personnes seraient plus touchées. De plus, certaines chercheuses estiment que le fait d'être majoritairement victimes d'hommes connus, voire proches, incite les femmes à éviter d'autant plus les inconnus (Mac Leod, 1991). Ainsi donc, les violences de genre n'ont pas besoin d'être perpétrées directement pour avoir un impact sur les pratiques des femmes vis-à-vis des espaces publics. Comme l'affirment plusieurs criminologues féministes, les femmes, toutes origines sociales confondues, sont exposées de façon permanente à l'éventualité de telles violences et gardent constamment à l'esprit le fait qu'elles risquent d'en subir. Ainsi, elles vont avoir tendance à ajuster leurs pratiques à leur peur et à s'auto-exclure de certains espaces publics à certaines heures.

En ce qui concerne les différences entre femmes, toutes les études montrent que les éléments qui majorent le plus le niveau de crainte sont l'âge (les plus jeunes – avec le corollaire de la disponibilité sexuelle – et les plus veilles – considérées comme vulnérables), le fait d'être mère ou d'avoir déjà subi des violences domestiques. Le fait de subir soi-même une agression ou de connaître une victime

constitue un autre facteur augmentant ce sentiment de peur (Riger et Gordon, 1989; Valentine, 1992). Mais cette crainte n'est pas en relation avec la catégorie sociale. Les différences entre les catégories sociales, quant à elles, sont illustrées par les moyens que les femmes au capital socio-économique supérieur peuvent mettre en œuvre pour se protéger. Elles ont par exemple une voiture personnelle ou prennent le taxi, ce qui leur permet d'être moins exposées que des femmes utilisant les transports publics (Coutras, 1996; Jaspard *et al*., 2003).

La peur s'apprend donc par l'éducation, la lecture de la presse, au travers des médias et des recommandations de la police, qui véhiculent largement l'idée selon laquelle les femmes sont des cibles potentielles. Ainsi, même si le sentiment d'insécurité exprimé par les femmes est fréquemment minimisé sous prétexte qu'elles manquent d'"objectivité", il est nécessaire d'en tenir compte. En effet, il représente, d'une part, une entrave à leur liberté de circulation et à leur autonomie, révélant la facette inégalitaire et sexiste de l'espace public (Hanmer et Saunders, 1984, 1993). D'autre part, il convient de le prendre en considération parce qu'il est le corollaire d'une réalité à laquelle les femmes doivent faire face: les risques avérés qu'elles courent lorsqu'elles déambulent dans l'espace public.

On voit bien, dès lors, que le continuum qui existe entre peur des violences et violences, implique que le nombre de violences physiques relevé par la police ne peut rendre compte de la complexité des réalités que rencontrent les femmes pour s'approprier les espaces publics. Cette invisibilisation implique alors un déni de la réalité des violences faites aux femmes, tant par les pouvoirs publics, que par des chercheurs. D'aucuns veulent ainsi s'en tenir à la notion de violence dans son sens strict, qui fait communément référence à toutes les formes d'agression et de brutalité. Certain/es auteur/es se sont attaché/es à dénoncer l'usage abusif qui en est fait, les amalgames, notamment en ce qui concerne l'enquête ENVEFF qui ferait "du pâté d'alouette et de cheval" (Iacub et Lebras, 2003) et regrouperait "sous une dénomination commune des situations anodines, telles qu'être suivie dans la rue, et des situations extrêmes telles qu'être forcée de subir un rapport sexuel" (idem). S'il est bon de rappeler que les violences faites aux femmes recouvrent des expériences fort disparates et que ces deux cas de figure sont différents, les connaissances sociologiques incitent à ne pas reléguer à de simples fantasmes les effets de ce que ces critiques qualifient de "situations anodines". En effet, comme le rappellent les auteurs de l'enquête ENVEFF, ce ne sont pas les violences portant directement atteinte aux corps que les femmes risquent le plus dans l'espace public, mais un ensemble de brimades (Jaspard *et al*., 2003)[6]. Si elles ne peuvent être considérées

[6] La définition des violences dans l'espace public de l'ENVEFF ne retient pas l'ensemble des interpellations dont les femmes font l'objet dans la rue, comme les sifflements, les baisers envoyés, les regards concupiscents. Néanmoins, les auteures mentionnent que ces attitudes sont révélatrices du fait que l'espace public reste fortement sexué.

comme des violences directes, ces " brimades"[7] n'en sont pas moins anodines. Toutes peuvent être interprétées comme une première étape conduisant à des violences plus graves – notamment sexuelles. Cela rejoint l'idée de Stanko (1990) considérant que les femmes doivent toujours calculer le risque qu'elles courent à occuper l'espace public. Gardner pour sa part a créé le concept de "harcèlement public "(1995) pour rendre compte de tous les désagréments quotidiens caractéristiques des lieux publics[8]. Les femmes peuvent y subir notamment des interpellations ou sifflements (sous couvert de compliments), tout comme des insultes ou des "pelotages". Autant de situations que je qualifierais de *rappels à l'ordre*. Ces pratiques, en apparence quelconques, témoignent de la dimension sexuée et inégale de l'espace public et la renforcent. Si, pour beaucoup de personnes, les commentaires plus ou moins agressifs que les femmes sont amenées à entendre lorsqu'elles sont dans la rue ne sauraient constituer des violences à part entière, il ne faut pas, néanmoins, les considérer comme banals ou sans effet. Il s'agit au minimum de violences symboliques dont les conséquences sont importantes. Elles sont intimement liées à la peur qui incite de nombreuses femmes à élaborer des stratégies d'évitement et à s'auto-exclure, à certaines heures, de certains lieux de l'espace public. Or cette réalité n'apparaît jamais dans les débats sur l'insécurité.

Données qualitatives de terrain et comparaison avec les discours sur les cités

Mes entretiens qualitatifs permettront, je l'espère, de compléter ces données et mieux comprendre ce que cachent les chiffres comme ceux de l'ENVEFF. Pourquoi ces femmes disent-elles avoir peur ou ne pas aimer sortir seules? Qu'en est-il de celles qui n'ont pas peur? Et d'ailleurs de quoi ont-elles peur?

Comme je n'ai pas terminé mon travail d'analyse, je ferai un rapide survol des points saillants qui ressortent de mes entretiens. Il apparaît tout d'abord que les femmes ont peur des hommes inconnus qui se trouvent dans la rue après une

---

[7] ENVEFF révèle que 13,2% des femmes interrogées ont été insultées, 5,2% ont été suivies, 2,9% ont subi des actes d'exhibitionnisme et 1,9% ont été pelotées, durant les douze mois précédant l'enquête.

[8] Elle définit cette notion ainsi: "J'appelle 'harcèlement public' ce type d'abus et embêtements caractéristiques des places publiques qui sont facilités par le type de communication en public [...]. Les femmes [...] expérimentent couramment les insultes à leur encontre, ainsi que le fait d'être touchées ou pincées par des inconnus. Elles peuvent être certaines que personne – celui qui a commis ces actions, pas plus probablement que les officiels – ne pensera que quelque chose de grave est arrivé. C'est pourquoi le 'harcèlement public' est une sorte de déni civique." (1995: 4). En se basant sur les 506 entretiens qu'elle a effectués, Carol Gardner affirme que si certaines femmes peuvent être amenées à utiliser le même type de harcèlement, peu d'entre elles "se sont permis de pratiquer du harcèlement public sexué à l'encontre d'un homme inconnu avec autant de liberté, de permissivité et de légitimité que les hommes, hormis quelques infractions que certaines adolescentes ou jeunes femmes accomplissent lorsqu'elles sont en groupe." (1995: 9).

certaine heure. Cette crainte, que la plupart des femmes disent spontanément éprouver, est présentée comme une évidence. Une infirmière de 38 ans à Guyancourt déclare: "*C'est sûr qu'en tant que femme on risque plus*". Les hommes partagent également ce point de vue. Ainsi, un informaticien de 27 ans déclare, en parlant de sa femme: "*Je n'aime pas totalement, si elle sort seule [...] je ne veux pas l'enfermer, mais je suis plus tranquille si je suis avec elle*".

Mais toutes les femmes ont-elles peur? L'évidence de ce risque amène certaines d'entre elles à affirmer qu'elles n'ont pas peur, mais dans tous les cas, elles ajoutent, comme cette assistante sociale de Paris: "*Bien sûr, je prends les précautions d'usage [...] ne pas traîner, ne regarder personne dans les yeux, ça c'est évident*" ou encore, comme cette architecte de 30 ans qui affirme ne pas avoir peur, mais qui ajoute plus loin: "*Si je dois rentrer trop tard, je reste dormir chez les gens chez qui je suis, mais moi je suis une trouillarde*". Ainsi, les femmes interrogées trouvent d'autres moyens de régler ce qui pourrait leur faire peur. En aucun cas, elles ne présentent la ville à la nuit tombée comme un espace de "*liberté*", ce qu'ont fait sept des neuf hommes interrogés. Si les hommes disent également avoir peur parfois, c'est pour des raisons matérielles et beaucoup plus rarement en raison de leur intégrité physique.

Lorsqu'on met en parallèle ces témoignages et ceux des filles des cités dont les médias se font l'écho, on ne peut qu'être frappé par la similitude des propos des unes et des autres. En effet, si les médias rapportent que les filles des quartiers "*revendiquent le droit de s'habiller comme elles veulent et de porter des jupes*"[9], mes interlocutrices ont pour la plupart mentionné le fait qu'elles n'en portaient pas si elles savaient qu'elles rentraient tard le soir sans être accompagnées. Une jeune femme ajoute même: "*Quand je sors le soir, je fais bien le mec: pantalon, doudoune, capuche. Un petit mec, mais un mec*"[10]. Une autre insiste: "*C'est-à-dire que si je sais que je sors toute seule ou que je rentrerai toute seule ou qu'on passe pas me chercher ou qu'on me raccompagnera pas, je suis [...] pas de jupe, pas de talons hauts parce qu'on peut pas courir! Euh [...] j'évite de prendre un sac à main, tu vois je prends du fric dans ma poche. Ah oui mais c'est la stratégie terrible, terrible! [...] A priori, quand tu es raccompagnée ou qu'on vient te chercher, bon on a plus de chances que ce soit un mec qu'une fille. Donc là tu profites de mettre une jupe, parce que tu sais que tu crains pas. Or, en fait, c'est parce que tu es en compagnie masculine que du coup tu te retrouveras à être en jupe pour [...] Voilà c'est bon, t'es encadrée, tu peux faire la femme quoi, mais quand tu n'es pas... ben tu fais garçon manqué*"[11].

---

[9] Radio France Internationale, 31 janvier 2003.
[10] Femme, 23 ans, étudiante, Paris.
[11] Femme, 25 ans, associatif, Paris.

Il semble donc que, quel que soit le lieu, être une femme et sortir seule reste considéré comme une prise de risque. Comme l'affirme Carol Gardner (1995), lorsqu'elles sont dans la rue, les femmes doivent à la fois agir "*comme des femmes*", en ce sens qu'elles ne peuvent pas flâner mais doivent, au contraire, marcher vite et discrètement, et à la fois limiter ce qui pourrait les faire repérer comme femmes, afin d'éviter les risques d'agression. Une attitude que bon nombre d'entre elles ont intériorisée, puisqu'elles tendent à éviter de porter des habits qui pourraient paraître aguichants, en l'occurrence des jupes.

Un aspect qui m'a frappée dans mes entretiens concerne la figure du danger. Elle est fortement corrélée avec les rapports sociaux de race. Le danger est incarné pour mes interlocutrices par l'homme maghrébin. Ainsi, une jeune parisienne au chômage affirme: "*Moi, j'ai peur des groupes de jeunes beurs*, *ceux qui restent en bas sans rien faire*"; une couturière de 30 ans déclare, en parlant des jeunes issus de l'immigration: "*C'est sûr qu'ici ça craint, ces gamins ne respectent rien*"; l'infirmière de Guyancourt me dit quant à elle, alors que nous parlions de la peur de se promener seule le soir: "*Moi, je n'ai pas peur, parce que je les connais, mon mari est marocain…*". La figure de l'homme dangereux correspond à l'image de danger véhiculée dans les médias et dans les politiques publiques, celle des "jeunes", sous-entendu, les jeunes hommes issus de l'immigration. Des études ont montré que la figure stéréotypique de l'agresseur correspond toujours à celles des hommes des catégories sociales les plus basses ou les migrants (Madriz, 1997). Cette survisibilité soudaine des violences sexistes dans les quartiers contribue certainement à renforcer cette image de l'homme migrant dangereux. Or, les agressions décrites par certaines de mes interlocutrices étaient le fait d'hommes de divers milieux et diverses cultures.

Je n'irai pas plus avant dans l'analyse de mes entretiens, parce que je suis loin de l'avoir terminée. Le seul point qu'il me semble important de souligner est que les jeunes femmes font preuve d'une volonté de sortir. Elles refusent de se laisser piéger, enfermer par la peur. Elles sortent et mettent en œuvre les stratégies (ou plutôt faut-il dire tactiques). Ainsi, une jeune comptable de Guyancourt affirme: "*Je n'aime pas rentrer de la gare seule, je ne suis pas rassurée, c'est pas bien éclairé et il y a des petits groupes de jeunes. Alors l'hiver, quand la nuit est tombée, je marche vite et je regarde droit devant moi*". Une autre jeune femme, étudiante, dit quant à elle: "*Je suis toujours sortie seule, mais je fais gaffe [...] je marche dans la lumière, je fais attention à ma tenue, mets des chaussures qui me permettent de courir*". D'autres ajoutent qu'elles prennent le taxi, etc.

Le grand clivage qu'on peut repérer s'opère avec les mères de famille. Pour celles-ci, tout est réglé en amont. Elles ne sortent pas, parce qu'elles ont les enfants, parce que, de toute façon, elles ne sortent pas! Je ne comprenais pas au départ pourquoi j'avais de la peine à les faire parler de l'extérieur – tout l'entretien

tournait autour des enfants, de la maison. En fait, c'est parce que leurs univers s'arrête là, elles ont déjà suffisamment à faire.

Ainsi, on peut dire que l'appropriation de l'espace public pour les femmes que j'ai rencontrées n'est pas évidente. Elles calculent leurs attitudes et leurs allées et venues, même si elles ne renoncent pas pour autant à leur liberté. Comme le dit une jeune parisienne de 18 ans: "*J'en suis consciente, mais si on prend tout cela en compte, on ne peut plus vivre*".

De l'usage politique des rapports sociaux

Revenons à ma question de départ. Dans les médias, ces violences apparaissent comme le résultat de l'application ou du détournement de la religion musulmane[12]. Cette explication culturelle semble cependant occulter d'autres rapports sociaux, comme par exemple la catégorie sociale. C'est en effet dans les milieux populaires que les différences de genre sont mises en scène de la façon la plus exacerbée (De Singly, 1993; Schwartz, 2002). Sans vouloir nier que la fréquence et l'intensité des insultes et des violences peuvent varier d'un territoire à l'autre – mais souvent les territoires recouvrent aussi des catégories sociales –, ni occulter la prégnance de ces violences dans lesdits quartiers, cette corrélation ne doit cependant pas occulter le fait que, comme l'affirment deux journalistes, auteurs d'un article sur les violences sexuelles, les banlieues "sont loin d'être le creuset de tous ces actes criminels [et que] souvent, 'on' oublie de les mettre sous le feu des projecteurs quand ils se produisent ailleurs". Et citant un interlocuteur, ces journalistes ajoutent qu'"il serait plus judicieux de concentrer l'attention générale sur les violences (dont sexuelles) faites aux femmes et qui touchent toutes les couches de la société" (Mabrouk et Berkani, 2003: 56). La comparaison des discours sur les cités avec les témoignages de parisiennes et de femmes de banlieues considérées comme tranquilles confirme la nécessité de se méfier des explications culturelles concernant les violences sexistes. Elles sont une réalité pour les femmes de toutes origines sociales et impliquent des stratégies d'évitement trop rarement documentées. Les pouvoirs publics ne se soucient guère de ces questions et les médias n'en parlent que très rarement, hors les cas des cités.

Alors que généralement les rapports sociaux de sexe sont occultés, parce que naturalisés, et que dans la hiérarchie des rapports sociaux, ils apparaissent comme secondaires, on assiste ici à un renversement de ce processus. La violence des rapports sociaux de sexe est dénoncée dans certains cas seulement. Le phénomène de survisibilisation dans certaines zones permet de les considérer comme le seul fait de populations d'origine immigrée et d'éviter de faire la lumière sur la transversalité du phénomène. Il permet également de reproduire la ségrégation

[12] M6 (TV), le 2 mars 2003.

entre catégories populaires d'origine immigrée et catégories moyennes blanches. Et de laisser intouchées les attitudes sexistes et les violences de genre des autres catégories sociales (De Singly, 1993; Carver, 2000). On peut citer De Singly dans son article "Les habits neufs de la domination masculine" qui dit: "On peut affirmer que la domination masculine s'est accentuée sous le couvert de la neutralisation. La défaite des hommes machos est une réalité trompeuse. On pourrait dire que la classe des hommes a laissé à l'abandon un territoire pour mieux résister à l'offensive menée par la classe des femmes. [...] Les hommes les mieux dotés en capital scolaire se sont désolidarisés des hommes les plus pauvres". Si on peut se demander si les uns ont vraiment été solidaires des autres une seule fois, il reste évident qu'accentuer la dimension culturelle, autrement dit jouer sur des rapports sociaux de race qui paraissent naturels et sont naturalisés par cette mise en avant d'une masculinité des banlieues qui serait la seule à poser problème, contribue à stigmatiser les attitudes des hommes des catégories sociales les plus basses et laisser intactes celles des hommes des catégories moyennes.

Références citées

BALKIN, STEVEN (1979). Victimization rates, safety and fear of crime. *Social problem* 26: 3.

CARVER, TERREL (2000). Théories politiques féministes et théories postmodernes du genre. BALMER-CAO THANH-HUYEN, VÉRONIQUE MOTTIER & LEA SGIER (dir.). *Genre et politique. Débats et perspectives.* Paris: Gallimard.

COUTRAS, JACQUELINE (1996). *Crise urbaine et espaces sexués*. Paris: Armand Colin/Masson.

CRENNER, EMMANUELLE (1999). Insécurité et préoccupations sécuritaires. *Données sociales, la société française*. Paris: INSEE.

DE SINGLY, FRANÇOIS (1993). Les habits neufs de la domination masculine, *Esprit*196, "Masculin/Féminin".

FRANCK, KAREN A. & LYNN PAXSON (1989). Women and urban public space: research, design and policy issues. ALTMAN IRWIN & ZUBE ERVIN H. *Public Places and Space*. New York: Plenum Press.

GARDNER, CAROL (1995). *Passing by. Gender and Public Harassment*. Berkeley: University of California Press.

HANMER, JALNA & MARY MAYNARD (1987). *Women, Violence and Social Control*. Atlantic Highlands: Humanities Press International.

HANMER, JALNA & SHEILA SAUNDERS (1984). *Well Founded Fear: A Community Study of Violence to Women*. London: Hutchinson.

HANMER, JALNA & SHEILA SAUNDERS (1993). *Women, Violence and Crime Prevention: A West Yorkshire Study*. Aldershot: Avebury.

IACUB, MARCELLA & HERVÉ LEBRAS (2003). Homo Mulieri Lupus? À propos d'une enquête sur les violences envers les femmes. *Les Temps Modernes* 623.

JASPARD, MARYSE, *et al*. (2003). *Les violences envers les femmes en France*. Paris: La Documentation Française.

LIEBER, MARYLÈNE (2002 a). Femmes, violences et espace public: une réflexion sur les politiques de sécurité. *Lien social et politiques*: *Le genre des politiques publiques. Des constats et des actions* 47.

LIEBER, MARYLENE (2002 b). Le sentiment d'insécurité des femmes dans l'espace public: une entrave à la citoyenneté? *Nouvelles questions féministes*, 21: 1.

MADRIZ, ESTHER (1997). *Nothing Bad Happens to Good Girls. Fear of Crime in Women's Lives*. Berkeley: University of California Press.

MABROUK, DORA & LINDA BERKANI (2003). Violences sexuelles dans les banlieues. *Manière de voir: femmes rebelles* 68.

MACLEOD, LINDA (1991). *Vivre à l'abri de la peur.* Document présenté à la Direction Générale des politiques ministérielles. Montréal: Secrétariat d'état du Canada pour la conférence européenne et nord-américaine sur la sécurité et la prévention de la criminalité en milieu urbain.

MORBOIS, CATHERINE (2000). *Une ville sûre pour les femmes*. Paris: Préfecture d'Île-de-France.

RIGER, STEPHANIE & MARGARET T. GORDON (1989). *The Female Fear*. London: The Free Press (Macmillan).

SCHWARTZ, OLIVIER (2002). *Le monde privé des ouvriers*. Paris: PUF.

STANKO, ELIZABETH (1990). *Everyday Violence: How Women and Men Experience Sexual and Physical Danger*. London: HaperCollins.

VALENTINE, GILL (1992). Images of danger: women's sources of information about the spatial distribution of male violence. *Area* 24.

Florence Maillochon
Sociologue, CNRS, Laboratoire d'Analyse Secondaire et des Méthodes Appliquées en Sociologie

Les violences envers les femmes dans les espaces publics Résultats de l'enquête ENVEFF

J'étudie les relations interpersonnelles et notamment les relations sexuelles et amicales, ce qui m'a amenée à aborder les rapports de genre. Dans cette perspective, je participe depuis quelques années à l'analyse statistique de l'enquête ENVEFF.

Puisque Marylène Lieber a décrit précisément les mécanismes de peurs lors de la fréquentation de l'espace public, je vais replacer le problème d'une façon un peu plus large en donnant quelques données de cadrage sur les dangers effectifs encourus par les femmes, à partir de l'enquête ENVEFF, c'est-à-dire de l'Enquête Nationale sur les Violences Envers les Femmes en France. C'est une enquête importante parce qu'elle permet, pour la première fois en France, d'évaluer les différentes formes de violences subies par l'ensemble des femmes. Ces données sont inédites. Les seules statistiques disponibles auparavant provenaient d'une part des données administratives issues des différents ministères, que ce soit la Défense, la Justice ou l'Intérieur, et d'autre part des associations d'aide et d'écoute aux victimes. Or ces statistiques rendent plus compte de l'activité de ces institutions que d'une quelconque mesure du phénomène dans son ensemble. Elles laissent par ailleurs dans l'ombre les violences nombreuses qui n'ont pas fait l'objet d'une plainte. Cette enquête permet donc de recueillir des données fiables et récentes sur un ensemble des violences subies par les femmes en France. Elle permet notamment d'évaluer celles qui se produisent dans l'espace public ce qui n'avait jamais été entrepris précisément auparavant. En outre, les rares enquêtes sur les victimations qui ont été faites, notamment celles de l'INSEE et du CESDIP ne tiennent pas compte des circonstances et des lieux des violences. On peut donc évaluer, dans ce genre d'enquête, des fréquences de coups, blessures et autres atteintes aux personnes, mais sans nécessairement savoir si elles ont eu lieu dans des espaces privés ou publics, ici ou là. L'enquête ENVEFF permet de distinguer les contextes, notamment les espaces publics, dans lesquels elles se sont produites. On pense souvent à la rue quand on pense espace public, mais l'enquête ENVEFF en a une vision plus large. Pour cette étude, il s'agit de tous les lieux, et les non-lieux d'ailleurs, qui constituent nos espaces de vie. Ce sont les magasins, les administrations, les transports en commun, les parkings, les plages, etc.

Ce qui semble important également, c'est de resituer ces espaces publics dans un contexte social et géographique: les espaces publics ne sont pas les mêmes à Paris et dans une petite ville de province; ils ne sont pas les mêmes pour une grande bourgeoise et une chômeuse en grande difficulté économique, par exemple. En essayant donc d'affiner l'analyse de ce qui se passe dans ces différents espaces publics, on peut être amené à repenser un certain nombre d'idées préconçues qui sont largement développées par les médias, comme on l'a vu dans le précédent exposé. On peut notamment être amené à repenser l'idée d'une violence qui serait principalement urbaine. Il faut se méfier des discours qui opposeraient trop radicalement la grande ville conçue comme un espace dangereux, au calme et à la tranquillité des petites villes ou de la campagne. Non seulement, ils simplifient énormément le phénomène, mais ils négligent aussi, voire annulent complètement, sa dimension sexuée. Les femmes et les hommes n'ont pourtant pas la même approche des espaces publics, de ses possibilités et de ses contraintes, de ses rencontres et de ses dangers.

Avant de fournir des données de cadrage sur les violences subies par les femmes dans les espaces publics, je vais présenter sommairement l'enquête ENVEFF.

L'élaboration de cette enquête a commencé en 1997 à partir d'une équipe pluridisciplinaire comprenant: Maryse Jaspard, responsable scientifique du projet, E. Brown, S. Condon, J.-M. Firdion, D. Fougeyrollas-Schwebel, A. Houel, B. Lhomond, F. Maillochon, M.-J. Saurel-Cubizolles, M.-A. Schiltz. C'est une enquête qui visait à fournir des chiffres homogènes sur les violences pour combler les lacunes, en France. Cette étude s'est donnée plusieurs objectifs, dont je vais énoncer les quatre principaux.

Le premier: cerner l'ampleur du phénomène dans ses différentes dimensions. Le principe est d'éviter de faire des amalgames en opérant une déconstruction de cette notion. Dans un souci de délimitation de son objet, l'enquête aborde uniquement les violences interpersonnelles, à l'exclusion des violences institutionnelles ou sociales au sens plus large, même si évidemment les frontières ne sont pas toujours faciles à discerner. Il importait d'avoir une vision très diversifiée des violences afin d'éviter les catégories "fourre-tout "et de donner la possibilité aux femmes de s'exprimer sur différentes atteintes qu'elles pouvaient subir, de se remémorer les différents actes qu'elles avaient pu subir au cours de leur vie. Les violences ont donc été abordées comme un continuum d'actes, sans souci de les classer *a priori*. L'équipe de recherche a souhaité établir un panorama large de toutes les formes de violences et n'aborder leur gravité qu'à travers le regard des femmes et selon l'importance qu'elles leur confèrent. Parmi toutes les violences abordées dans l'enquête ENVEFF, il y a, bien sûr, toutes les violences physiques au

rang desquels les coups, les blessures, que ce soit avec des objets, des armes, etc. Il y a les violences verbales, injures, altercations verbales. Sont également répertoriées les violences psychologiques, que ce soit à l'égard des femmes directement ou à l'égard de leurs proches, le chantage affectif, les brimades de toutes sortes, la volonté de contrôler les femmes dans leurs sorties, dans leurs gestes, dans leur apparence, etc.; les violences économiques, comme le fait de ne pas avoir accès à certains éléments du ménage, au budget, par exemple; et puis tout un ensemble d'actes malveillants, destruction du travail, des objets, des biens, appels téléphoniques malveillants, qu'ils soient anonymes ou non. L'étude de ces différents actes permet d'établir un panorama assez large des violences que les femmes peuvent subir en France.

L'intérêt et aussi l'une des originalités de l'ENVEFF est d'aborder ces formes de violences dans différents espaces. L'enquête ne se contente pas d'évaluer et de mesurer combien de femmes sont concernées par ces violences, mais essaie aussi de cadrer et de contextualiser ces violences, c'est-à-dire de savoir dans quel cadre et dans quel espace de vie elles se sont produites. L'équipe de recherche a sérié plusieurs types de contextes qu'il semble important de distinguer: les lieux publics, c'est ce dont je parlerai un peu plus loin; le monde du travail, des études ou de la formation; l'espace du couple ou des ex-relations conjugales; la famille, les proches et amis; et puis aussi le monde des services, c'est-à-dire les espaces de consultation chez des médecins, chez des juristes, etc. ainsi que les différents lieux d'échange avec des professionnels.

L'enquête ENVEFF cherche donc à évaluer finement les différentes formes de violences subies par les femmes dans ces espaces au cours des douze derniers mois. Pourquoi une telle référence temporelle? Parce que c'est une période à la fois courte et longue. Suffisamment longue pour permettre de mesurer les prévalences des différents actes, et suffisamment courte pour que les femmes puissent se remémorer avec précision les circonstances et le contexte de ces agressions lorsqu'elles étaient amenées à les décrire plus précisément dans la suite du questionnaire.

Les violences survenues dans les six espaces que j'ai décrits précédemment ont été abordées au cours des douze derniers mois. Les agressions physiques ont aussi été étudiées au cours de la vie, ou plus exactement de 18 ans jusqu'à l'âge de l'enquête. Et puis une partie des questions porte sur la violence subie au cours de la vie en général, et notamment les violences sexuelles dont beaucoup se sont produites au cours de l'enfance.

Il est important de pouvoir donner des chiffres inédits et fiables des violences subies par les femmes ce qui est l'objectif premier de l'enquête. Il est également important de décrire les circonstances de ces différentes violences, ce qui constitue le second objectif de l'étude. Il s'agit, d'une part, de décrire le profil des victimes

du point de vue du contexte familial, social, culturel et économique dans lequel elle se situe et, d'autre part, des auteurs des différents actes violents.

Le troisième objectif de l'enquête ENVEFF est d'étudier les réactions des femmes, ainsi que les éventuels recours qu'elles peuvent mettre en œuvre lors d'une agression, en consultant les membres de leur entourage ou en ayant recours à la justice ou à d'autres services d'aide aux victimes.

Et puis, dernier objectif: analyser les conséquences de ces violences sur les femmes, aussi bien au niveau de leur santé, qu'elle soit physique ou mentale; essayer de voir quels changements pouvaient se produire aussi bien dans leur vie familiale que sociale ainsi que dans leur usage de l'espace privé et public.

L'enquête a été réalisée au cours de l'année 2000 après deux pré-tests qui ont permis d'affiner le questionnaire et la méthodologie. Le questionnaire durait environ 45 minutes et a été passé auprès de 6 970 femmes, âgées de 20 à 59 ans et résidant en France métropolitaine et dans des foyers hors institutions. L'enquête a été réalisée par téléphone, grâce à un système qu'on appelle CATI (pour Collecte Assistée par Téléphone et Informatique) qui a de grands intérêts, notamment pour garder la confidentialité des témoignages dans la mesure où il repose sur une complète dissociation du numéro de téléphone composé et des réponses apportées par la femme ainsi contactée. Ce système assure vraiment la conservation de l'anonymat et par ailleurs une rapidité et une efficacité importante dans la passation du questionnaire en permettant de ne poser que les questions nécessaires à l'interrogation de chaque femme, en fonction de leur situation particulière. Il permet aussi un suivi constant des enquêtrices, puisque ce ne sont que des enquêtrices qui ont passé le questionnaire.

De nombreuses publications ont déjà été réalisées à partir de cette enquête, mais l'ouvrage présentant l'ensemble des résultats devrait sortir prochainement à La Documentation Française[1].

Je vais maintenant revenir à l'espace public en parlant des différentes violences qu'on peut y subir, telles qu'elles ont été répertoriées dans l'enquête ENVEFF. Comme je l'avais dit précédemment, le souci de l'ENVEFF est de sérier un certain nombre de violences afin d'éviter tout amalgame, même si certains détracteurs nous reprochent le contraire, mais ce n'est pas notre propos. On a toujours pris soin d'énoncer les différents actes et faits et gestes subis par les femmes, au premier rang desquels les insultes, comme le montre le *tableau 1*.

---

[1] Jaspard M., Brown E., Condon S., Fougeyrollas-Schwebel D., Houel A., Lhomond B., Maillochon F., Saurel-Cubizolles MJ., Schiltz MA., 2003, *Les violences envers les femmes. Une enquête nationale.* Paris: La Documentation Française.

Tableau 1

Taux des différentes formes de violences dans l'espace public au cours des douze derniers mois

P1	Avez-vous été insultée dans la rue, les transports ou les lieux publics?	**13,2**
P2	Quelqu'un vous a-t-il suivie avec insistance à pied, en voiture?	**5,2**
P3	Est-il arrivé que quelqu'un exhibe devant vous ses organes sexuels ou se déshabille?	**2,9**
P7	Quelqu'un a-t-il contre votre gré, touché vos seins, vos fesses, vous a "pelotée", vous a coincée pour vous embrasser, dans la rue, les transports ou un autre endroit public?	**1,9**
P4	Vous a-t-on pris de force ou arraché votre sac, votre portefeuille, des bijoux, etc. dans la rue, les transports ou un autre endroit public?	**0,7**
P5	Vous a-t-on giflée, frappée, a-t-on exercé d'autres brutalités physiques contre vous?	**0,6**
P6	Vous a-t-on menacée ou attaquée avec une arme ou un objet dangereux (couteau, bâton, lacrymogène, bouteille, revolver), a-t-on tenté de vous tuer, de vous étrangler?	**0,6**
P8	Est-ce que quelqu'un vous a forcée à subir ou à faire des attouchements sexuels, a essayé ou est parvenu à avoir avec vous un rapport sexuel contre votre gré?	**0,1**

Champ: Ensemble des femmes.

Les insultes sont les violences les plus fréquentes dans l'espace public. Au cours des douze derniers mois, 13,2% des femmes ont subi au moins une fois, et souvent plus, puisque la plupart des femmes ont subi au moins deux fois ce genre d'atteintes. Les insultes et les injures ont une place assez particulière dans l'espace public puisque ce sont les plus fréquentes et les plus répétées et, d'autre part, qu'elles ont été commises, bien que majoritairement par des hommes, par

une proportion non négligeable de femmes. Ce sont les violences qui, dans les interactions difficiles des espaces publics, sont les plus mixtes.

Parmi les violences les plus fréquentes dans l'espace public vient ensuite le fait d'être suivie avec insistance à pied ou en voiture: 5,2% des femmes ont été victimes de ce type d'atteinte avec toute la menace, bien sûr, que cela fait peser sur elles. Comme le disait Marylène Lieber, à propos des détracteurs de l'ENVEFF, on peut toujours supposer que ce n'est pas grave. Pourtant, elles ont été indiquées, par les femmes interrogées et non par nous, comme quelque chose qui les importunait.

Il y a ensuite un certain nombre d'atteintes sexuelles, parmi lesquelles l'exhibitionnisme. Environ 3% des femmes ont subi la vue des parties génitales d'un homme ou des images qu'elles ne souhaitaient pas voir. Deux pour cent des femmes ont subi une forme ou une autre de pelotage en douze mois. J'insiste sur le fait que tous ces chiffres portent sur des situations qui se sont produites une fois au moins, c'est-à-dire que certaines femmes ont dû les subir à plusieurs reprises au cours des douze derniers mois.

Ensuite, les vols avec agression concernent 0,7% des femmes, les coups et autres brutalités sans mobile apparent en concernent 0,6%; les menaces avec des armes, tenter de vous étrangler, tenter de vous tuer, etc. concernent 0,6% des femmes; enfin, les agressions sexuelles à proprement parler, attouchements, tentatives de viol ou viols concernent une femme pour mille environ. La proportion peut apparaître faible, mais elle porte sur douze mois seulement. À l'échelle d'une vie, la probabilité de subir ce type d'agression est beaucoup plus importante.

Si l'on fait la somme de toutes ces agressions, il apparaît que 18,8% des femmes ont subi au moins une violence dans l'espace public. Autrement dit, une femme sur cinq a subi soit une insulte, soit une agression plus directe et plus physique, éventuellement plusieurs types d'agressions et à plusieurs reprises: 18,8% constitue donc, de ce point de vue, un minimum.

Les actes de violence à l'égard des femmes dans l'espace public sont surtout le fait d'hommes, comme le montre le *tableau 2*. Les femmes sont majoritairement agressées par des hommes, à part dans le cas des insultes et puis, dans une certaine mesure, dans le cas des brutalités physiques ou des menaces avec armes, même si les hommes y demeurent majoritaires. Il s'agit dans la plupart des cas d'inconnus, ce qui reprend le stéréotype de la peur de l'extérieur et de l'inconnu ou des inconnus.

Tableau 2
Caractéristiques des auteurs des violences subies par les femmes dans l'espace public au cours des 12 derniers mois

Nature des violences	***% hommes*** ***(seuls ou en groupe)***	***% inconnus***
Insultes	74,6	77,9
Être suivie	98,0	83,5
Exhibitionnisme	98,9	80,8
Pelotage	96,8	77,8
Vols	88,3	79,9
Brutalités physiques	79,9	60,9
Menace ou attaques avec arme	85,7	63,0

Champ:
Femmes ayant subi des violences dans l'espace public au cours des douze derniers mois.

Ceci dit, je vais aussi profiter de ce tableau pour dénoncer un certain nombre de lieux communs, d'images préconçues, qui sont, comme l'exposait notamment Marylène Lieber, un certain nombre de recommandations faites aux femmes, qui enrichissent, agrémentent et augmentent leurs peurs de fréquenter l'espace public. Le sens commun attise la peur sur la rue, la nuit et les inconnus. L'enquête ENVEFF permet au contraire de mettre en perspective ces préjugés et ces idées toutes faites. C'est notamment le cas à propos des inconnus qui devraient être les auteurs principaux des agressions dans l'espace public. Si les violences subies dans l'espace public sont principalement leur fait, il faut aussi voir le deuxième aspect du phénomène. Si les brutalités physiques, les menaces ou les attaques armées par exemple sont commises dans 60% des cas par des inconnus, cela veut dire aussi que 40% sont le fait de personnes connues. L'espace public n'est donc pas seulement le lieu d'agressions anonymes mais aussi le lieu de règlements de comptes, éventuellement avec des connaissances, voire des proches.

Autre stéréotype sur les agressions à remettre en question à propos des lieux et des contextes des agressions. Elles ne se produisent pas dans des espaces "dangereux "que les femmes devraient éviter et où elles n'ont rien à faire: 75% des agressions ont lieu, au contraire, dans des endroits qu'elles fréquentent régulièrement, qui font partie de leurs habitudes, de leur quotidien. En effet, les trois quarts des agressions ont lieu dans la rue, dans les voitures, dans les

transports en commun. À eux seuls, ces trois espaces recouvrent la majorité des agressions ce qui signifie également que les lieux de loisir que ce soit les boîtes, les restaurants, les bars, etc., ne sont pas les lieux publics où les femmes se font le plus agresser.

Autre lieu commun à infirmer. Ce n'est pas nécessairement la nuit que les agressions sont les plus fréquentes puisque 67% ont lieu au contraire dans la journée ou tôt le matin. Enfin, ce n'est pas dans les lieux déserts que les agressions sont les plus fréquentes puisque 65% ont lieu au contraire dans des lieux fréquentés par d'autres personnes. En outre, le fait d'être accompagnée ne constitue pas une protection absolue puisqu'il y a quand même 28% des agressions énoncées par les femmes dans les espaces publics qui ont lieu alors qu'elles étaient en compagnie, éventuellement d'un homme. L'image du danger associé à une ruelle sombre et déserte doit donc être sérieusement remise en question. Les agressions dans l'espace public sont diverses et variées et n'interviennent pas forcément dans les circonstances stéréotypiques qui alimentent la peur des femmes et limitent leur mobilité, mais au contraire dans leur quotidien et dans leur fréquentation habituelle des lieux publics.

Nous allons maintenant chercher à entrer dans le détail des conditions de différents types de violences surgissant dans les espaces publics: un ensemble d'atteintes à caractère sexuel, qu'on appellera par la suite, pour simplifier, "harcèlement sexuel" d'une part, et les "agressions physiques" d'autre part.

Dans cette étude, le "harcèlement sexuel" désigne un ensemble d'actes tels que se faire insulter par un ou plusieurs hommes, de façon répétitive, avoir été suivie, s'être fait peloter dans l'espace public ou avoir subi un exhibitionniste. Au cours des douze derniers mois, 15,5% des femmes ont subi l'une ou l'autre de ces atteintes. Ce genre de violences touche particulièrement les jeunes femmes, les plus diplômées, ce que met en évidence le tableau 3. Elles atteignent également celles qui sortent le plus souvent. Comme le disait Marylène Lieber précédemment: plus on sort, plus on s'expose. Les données de l'ENVEFF permettent de valider cette liaison, mais aussi d'aller plus loin dans l'analyse. À niveau de sortie contrôlé, comme on peut le voir dans le *tableau 5*, parmi les femmes qui sortent le moins par exemple, les jeunes et les plus diplômées conservent un taux de violence plus élevé que les autres. Ce n'est pas seulement parce que les jeunes sortent plus qu'elles sont plus souvent agressées de façon sexuelle. Au-delà de leurs pratiques de sortie, les jeunes femmes sont plus souvent harcelées que les autres.

Tableau 3

Taux de *harcèlement sexuel* dans l'espace public, au cours des 12 derniers mois, suivant les caractéristiques individuelles des femmes

(se faire insulter par un ou plusieurs hommes – être suivie – pelotage – exhibitionnisme)

Âge	
- Moins de 25 ans	32,9
- 25-35	18,1
- 35-45	12,6
- Plus de 45 ans	9,4
État civil	
- Célibataire	24,6
- Mariée	10,0
- Séparée/divorcée/veuve	15,4
Type de ménage	
- Couple cohabitant	11,6
- Couple non cohabitant	28,9
- Pas en couple	22,4
Catégorie socioprofessionnelle	
- Agricultrices exploitantes	4,8
- Artisanes, commerçantes, chefs d'entreprise	11,2
- Cadres et professions intellectuelles supérieures	21,9
- Professions intermédiaires	16,4
- Employées	26,2
- Ouvrières	8,9
- Chômeuses	16,0
- Étudiantes	35,6
- Retraitées et autres inactives	10,5
Niveau de diplôme	
- Aucun	11,8
- Primaire	9,6
- Secondaire	16,5
- Supérieur	22,8
Sortie seule la nuit au cours du mois?	
- Non	9,7
- Au moins une fois	19,3
- (dont au moins pour 5 raisons différentes)	30,3
Ensemble	15,5

Champ: Ensemble des femmes.

Pour revenir sur la discussion à propos d'une "insécurité "urbaine, il faut noter que les grandes agglomérations, et Paris notamment, sont plus exposées aux formes de harcèlement sexuel que les petites communes rurales. À Paris, 27% des femmes ont subi au moins une fois ce type de violence contre 10% dans les petites villes. L'écart entre grandes et petites communes se maintient lorsqu'on contrôle les effets des autres caractéristiques des femmes, la répartition et la structure sociale de Paris et des petites communes n'étant évidemment pas la même. Toutes choses égales par ailleurs, Paris conserve quand même le triste score de deux fois et demie plus de violences et d'atteintes sexuelles que les communes rurales (voir *tableau 5*), ce qui montre que ce genre d'atteintes sexistes ne nourrit en quelque sorte de l'anonymat des grandes villes, alors que ce n'est pas le cas pour les autres agressions physiques, comme nous allons le voir maintenant.

Notre définition des "agressions physiques "comprend les vols, les coups, les menaces avec armes, et concerne 1,7% des femmes touchées au cours des douze derniers mois. Ces agressions, plus rares que les atteintes sexuelles, concernent surtout les personnes dans une situation de relative vulnérabilité sociale, les personnes qui ont un niveau de diplôme peu élevé, celles qui sont au chômage (voir le *tableau 4*).

Tableau 4

Taux d'*agressions physiques* dans l'espace public, au cours des 12 derniers mois, suivant les caractéristiques individuelles des femmes (vols – coups – menaces avec arme)

Âge	
- Moins de 25 ans	2,7
- 25-35	1,6
- 35-45	1,2
- Plus de 45 ans	1,7
État civil	
- Célibataire	2,4
- Mariée	1,1
- Séparée/divorcée/veuve	2,2
Type de ménage	
- Couple cohabitant	1,2
- Couple non cohabitant	2,3
- Pas en couple	2,9

Catégorie socioprofessionnelle	
- Agriculteurs exploitants	0,0
- Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	2,6
- Cadres et professions intellectuelles supérieures	0,9
- Professions intermédiaires	1,3
- Employés	1,4
- Ouvriers	0,6
- Chômeurs	4,1
- Étudiants	2,5
- Retraités et autres inactifs	1,1
Niveau de diplôme	
- Aucun	2,5
- Primaire	1,8
- Secondaire	1,3
- Supérieur	1,6
Sortie seule la nuit au cours du mois?	
- Non	1,5
- Au moins une fois	1,8
- (dont au moins pour 5 raisons différentes)	7,1
Ensemble	1,7

Champ: Ensemble des femmes.

Finalement, lorsqu'on contrôle la différence de structure sociale, le taux d'agression physique n'est pas significativement plus important dans les grandes villes que dans les petites villes. En revanche, on voit que le taux d'agressions physiques, telles qu'elles sont décrites ici, varie en fonction du type d'habitat; en particulier, il est plus important pour les femmes qui vivent dans des immeubles ou des cités que pour les femmes qui vivent dans des maisons individuelles. Ces données démontrent bien les différences socio-spatiales face au risque de violences, tout en nuançant l'image d'un danger urbain qui s'opposerait à une tranquillité plus rurale.

Tableau 5

Risques relatifs des femmes victimes de violences dans l'espace public dans les 12 derniers mois suivant leurs caractéristiques (régressions logistiques)

	Harcèlement sexuel *(odds ratio)*	***Agressions physiques*** *(odds ratio)*
Âge		
- Moins de 25 ans	2,6 ***	1,1 ns
- 25-35	1,6 ***	0,9 s
- 35-45	1,4 ***	0, ns
- Plus de 45 ans	1	1
État civil		
- Célibataire	1,2 ns	1,3 ns
- Autre (mariée, séparée, etc.)	1	1
Cohabitation de couple		
- Oui	0,7 ***	0,6 *
- Non	1	1
Niveau de diplôme		
- Aucun ou primaire	1	1
- Secondaire0	1,1 ns	0,5 ***
- Supérieur	1,5 ***	0,6 *
Taille de l'agglomération		
- Communes rurales	1	1
- Communes de moins de 200 000 habitants	1,5 ***	1,3 ns
- Communes de plus de 200 000 habitants	2,0 ***	2,1 ***
- Paris et région parisienne	2,5 ***	1,5 ns
Type d'habitat		
- Maison individuelle	1	1
- Immeuble	1,1 ns	1,5 **
Sortie seule la nuit au cours du mois		
- Oui	1	1
- Non	1,5 ***	1,1 ns

Champ: Ensemble des femmes.

Deux modèles ont été réalisés séparément, l'un portant sur le "Harcèlement sexuel" (se faire insulter par un ou plusieurs hommes – être suivie – pelotage – exhibitionnisme), l'autre sur les "Agressions physiques" (vols – coups – menaces avec arme)

Test de Wald: *: p<0,05; **: p<0,01; ***: p<0,001

Lecture*: Toutes choses égales par ailleurs, le risque de "harcèlement sexuel" est 3,6 fois plus élevé pour une femme de moins de 25 ans que pour une femme de plus de 45 et 1,4 fois plus élevé pour une femme diplômée du supérieur que pour une femme ayant un diplôme du primaire ou pas de diplôme.*

Les femmes ne sont pas égales au regard des violences suivant qu'elles habitent dans les grandes ou les petites agglomérations d'une part, et leur type d'habitat d'autre part. Dans les grandes zones urbaines, et notamment à Paris et la grande couronne, elles s'exposent à une violence sexiste qui se nourrit d'atteintes sexuelles, qu'il s'agisse de se faire suivre, se faire peloter, etc. Malgré les images de modernité et de liberté qui lui sont couramment associées, celles d'un espace anonyme où tout le monde pourrait vaquer à ses occupations en toute tranquillité, Paris et les grandes métropoles sont en réalité des espaces sexistes qui imposent une forme de ségrégation invisible faite de désagréments et atteintes sexuelles plus ou moins graves alors même que les agressions physiques n'y sont pas relativement plus fréquentes qu'en d'autres lieux.

Au contraire, les agressions physiques relèveraient en quelque sorte plus d'une fracture sociale que d'une fracture géographique. En effet, elles ne sont pas plus fréquentes à Paris que dans les petites communes, mais varient beaucoup suivant le type d'habitat d'une part, et suivant les milieux sociaux d'autre part. Ce sont des violences relativement plus fréquentes parmi les femmes qui présentent certaines difficultés, qu'elles soient d'ordre économique ou social, notamment sous la forme d'un certain isolement. Ce sont en général plutôt les célibataires et les séparées, divorcées et surtout celles qui ne cohabitent pas, même si elles sont en couple.

En conclusion, j'aimerais revenir sur le fait qu'il faut toujours être prudent quand on parle de violences urbaines et extrêmement précis et rigoureux sur les définitions des violences, mais aussi des espaces qu'on étudie. On peut éviter les lieux communs en décomposant le problème, en refusant les amalgames. Ainsi, on peut constater que les violences varient suivant les espaces, mais que les grandes zones urbaines ne sont pas nécessairement les plus violentes au sens où elles exposeraient le plus les femmes à des brutalités physiques. En revanche, elles figurent très certainement parmi les espaces les plus sexistes où les femmes sont plus fréquemment qu'ailleurs importunées sexuellement.

Brigitte Lhomond[1], Marie-Josèphe Saurel-Cubizolles[2]

Orientation sexuelle, violences contre les femmes et santé Résultats de l'enquête nationale sur les violences envers les femmes en France [3]

"*Even when such aspects of [a lesbian's daily] life have been considered, they have been used to show the way her sexuality expresses itself in this non sexual activity. Rarely, for example, has her sexual activity been viewed as something that can be, and is, an expression of other forms of social activity*."[4]
John Gagnon, William Simon, 1973

"Le recours des hommes à la violence ou à la menace contre les femmes sert deux objectifs: l'un est d'exclure les femmes de certains domaines ou de restreindre leur champ d'action, l'autre de les obliger à un certain comportement. Les deux interagissent de telle façon qu'aboutir à l'un des objectifs est aider à l'aboutissement de l'autre."
Jalna Hanmer, 1977

---

[1] Brigitte Lhomond, sociologue CNRS, LASS, Lyon.
[2] Marie-Josèphe Saurel-Cubizolles, épidémiologiste INSERM, Unité 149-IFR69, Villejuif.
[3] Cet article a été publié dans Broqua C., Lert F., Souteyrand Y. (dir.). *Homosexualités au temps du sida. Tensions sociales et identitaires*. Paris: ANRS-CRIPS, 2003, pp. 107-130.
[4] "Même quand de tels aspects de la vie [quotidienne des lesbiennes] ont été pris en compte ils ont été utilisés pour montrer la façon dont leur sexualité s'exprime dans les activités non sexuelles. Rarement, par exemple, cette activité sexuelle a été perçue comme quelque chose qui peut être, et est, une expression d'autres formes d'activité sociale."

Peu d'études quantitatives se sont intéressées aux femmes homosexuelles ou aux femmes qui ont des relations sexuelles avec des femmes, même si le nombre de publications, provenant pour l'essentiel des États-Unis, a augmenté ces dernières années. La plupart de ces études sont fondées sur des échantillons non aléatoires: recrutement auprès d'associations ou de lieux commerciaux, de lectrices de journaux, échantillons boules de neige, ce qui limite la généralisation des résultats. Les études qui permettent de comparer ces femmes avec les hétérosexuelles sont encore moins nombreuses. Des données françaises sur le sujet font défaut. Plusieurs éléments peuvent expliquer cet état de fait. Les questions sur l'attirance et les pratiques sexuelles sont rarement posées, en dehors des enquêtes sur la sexualité. L'épidémie du sida a multiplié le nombre d'enquêtes, et si la problématique de l'homosexualité ou de rapports sexuels avec des partenaires de même sexe est aujourd'hui plus présente, c'est quasi exclusivement pour les hommes, pour des raisons épidémiologiques de risque de transmission du VIH. Quand ces questions sont posées, les échantillons, souvent de petites dimensions, limitent les possibilités d'analyse prenant en compte l'orientation sexuelle. La raison la plus profonde, en ce qui concerne l'homosexualité des femmes, semble bien être le désintérêt des sciences sociales et de l'épidémiologie vis-à-vis de cette question, qu'il se manifeste par la non prise en compte de données disponibles dans les enquêtes ou par l'oubli de questions sur cette dimension, y compris dans des études relevant du champ de la sexualité, de la reproduction ou de la santé en général. Pourtant, plusieurs études étrangères ont montré les risques différentiels pour la santé de ces femmes, ainsi qu'une structuration contrastée de la biographie sexuelle et des modes de vie.

L'objectif de cet article, basé sur l'analyse d'un large échantillon aléatoire, représentatif à l'échelle nationale des femmes adultes, est de montrer comment les dimensions de l'homosexualité considérées dans l'enquête ENVEFF (Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France)[5] sont associées à des parcours biographiques différenciés, en lien avec des expériences de violences et des difficultés de santé plus fréquentes.

[5] L'équipe de recherche ENVEFF: Maryse Jaspard, démographe, responsable de l'enquête, Elizabeth Brown, démographe, Institut de démographie de l'Université Paris I (IDUP); Stéphanie Condon, géographe, Jean-Marie Firdion, statisticien, Institut national d'études démographiques (INED), Annik Houel, psychologue, Université de Lyon II; Dominique Fougeyrollas-Schwebel, Brigitte Lhomond, Florence Maillochon, Marie-Ange Schiltz, sociologues, Centre national de la recherche scientifique (CNRS); Marie-Josèphe Saurel-Cubizolles, épidémiologiste, Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM).

I - Méthode de l'enquête ENVEFF

1. La collecte des données

Les données ont été recueillies de mars à juillet 2000, auprès d'un échantillon représentatif de 6970 femmes âgées de 20 à 59 ans. La collecte a été effectuée selon la méthode Cati (collecte assistée par téléphone et informatique) par un groupe d'enquêtrices professionnelles.

Les "ménages "éligibles étaient ceux, équipés d'un téléphone fixe, y compris sur liste rouge (à partir de la déclinaison automatique de numéros et un tirage au sort ultérieur), comprenant au moins une femme âgée de 20 à 59 ans et parlant assez couramment le français. Parmi les femmes qui auraient dû être interrogées, le taux de refus global est estimé à 18%.

Comparé à la population féminine métropolitaine de même âge décrite par l'enquête Emploi de L'INSEE de 1999, l'échantillon présente de légères distorsions dans sa structure par âge, par catégorie socioprofessionnelle et par statut d'activité, ce qui nous a conduit à l'application de coefficients de redressement.

2. Le questionnaire

L'entretien, d'une durée moyenne de 45 minutes, était mené à partir d'un questionnaire fermé, constitué de trois parties. La première recueillait les données socio-démographiques et contextuelles, des éléments de biographie, dont la sexualité, et des informations sur l'état de santé. La deuxième partie portait sur les violences subies lors des douze derniers mois, dans différents contextes de vie: les espaces publics, le milieu de travail ou d'études, le couple, les relations avec un ex-conjoint, la famille d'origine et le cercle des proches, ainsi que les consultations ou visites à domicile. Des faits étaient présentés, qui décrivaient des violences verbales, psychologiques, physiques et sexuelles, par exemple avoir été insultée ou avoir été giflée ou frappée, sans que les termes de violence ou d'agression soient utilisés. Une troisième partie concernait les violences physiques subies depuis l'âge de 18 ans et les agressions sexuelles subies depuis l'enfance.

3. L'analyse statistique

Le test du Chi-2 a été utilisé pour comparer les caractéristiques des femmes ayant eu des rapports sexuels avec des femmes ou ayant déclaré une attirance pour les femmes, à celles des autres femmes. Si nécessaire, le test de comparaison de moyennes a été appliqué (âge au premier rapport sexuel, par exemple). Les différences ont été considérées non significatives ("ns" dans les tableaux) pour un degré de signification p supérieur à 0,05.

Des modèles de régression logistique ont été mis en œuvre afin d'estimer l'intensité de l'association entre l'orientation sexuelle et divers indicateurs de santé ou de violences, tout en ajustant sur les principales caractéristiques qui

différencient les femmes attirées par les femmes ou ayant eu des rapports homosexuels avec d'autres femmes, et susceptibles d'expliquer les différences observées.

II - Indicateur d'homosexualité: définition et fréquence

Dans l'enquête, deux questions relatives à l'orientation sexuelle ont été posées: l'une sur l'attirance pour d'autres femmes et l'autre sur le fait d'avoir eu des rapports sexuels avec des femmes. L'attirance par les femmes, quel que soit son degré, concerne 4% des répondantes. Majoritairement, cette attirance pour le même sexe va de pair avec une attirance pour les hommes: 67% des femmes attirées par les femmes sont surtout attirées par les hommes, 21% autant par les deux sexes, 8% surtout par les femmes et 4% uniquement par les femmes.

Des rapports homosexuels au cours de la vie sont déclarés par 1% des femmes ayant eu des rapports sexuels et par 0,1% de celles qui ont déclaré des rapports sexuels au cours des douze derniers mois. Parmi les femmes ayant eu des rapports homosexuels, la grande majorité, (93%) ont eu également des rapports avec des hommes. Les relations homosexuelles sont d'autant plus fréquentes que l'attirance pour les femmes est prépondérante : 29% des femmes attirées surtout par des hommes ont eu des rapports homosexuels, contre 17% de celles qui sont attirées autant par les deux sexes, et 64% des femmes attirées surtout par des femmes et enfin 89% des femmes attirées uniquement par des femmes.

Plus des deux tiers (69%) des femmes ayant déclaré une attirance pour les femmes n'ont eu des rapports sexuels qu'avec des hommes. Par ailleurs, 0,1% des femmes uniquement attirées par des hommes ont eu une femme comme partenaire sexuelle au cours de leur vie.

Les proportions d'attirance et de pratiques homosexuelles sont plus faibles que celles de l'enquête sur les comportements sexuels en France (ACSF): 7% des femmes de 18 à 59 ans déclaraient une attirance pour les femmes, 2% des rapports avec des femmes au cours de la vie et 0,3% dans les douze derniers mois (Spira *et al*., 1993). Sans doute, outre la thématique différente des deux enquêtes, la place de la question sur l'attirance dans l'enquête ENVEFF, au début de la partie concernant la vie sexuelle, et précédée d'une introduction précisant la nature "intime "des questions à venir, qui pouvaient "ne pas concerner "la répondante, peut en partie expliquer cette moindre fréquence. Par ailleurs, dans toute enquête, les femmes qui déclarent une attirance ou des pratiques homosexuelles sont celles qui l'assument et sont prêtes à l'affirmer dans un entretien. En ce sens, elles représentent la part la plus "affirmée" des femmes concernées.

Aucune question sur l'auto-identification – se considérer homosexuelle, bisexuelle ou hétérosexuelle – n'a été posée dans l'enquête ENVEFF. Cette question n'est d'ailleurs quasiment jamais posée dans les enquêtes en

population générale en France. Elle semble réservée aux enquêtes sur les homosexuel/les, à qui il serait alors légitime de poser cette question, comme s'ils ou elles étaient les seuls à avoir une orientation sexuelle à définir (par exemple, cette question est posée dans les enquêtes Presse gaie, menées en France depuis 1985). Cette question est plus fréquemment utilisée dans les enquêtes en population générale aux États-Unis (Aaron *et al*., 2001; Bontempo et D'Augelli, 2002; Diamant *et al*., 2000, Garofalo *et al*., 1999; Gruskin *et al*., 2001; Laumann *et al*., 1994). Les liens, mais aussi les divergences entre ces trois dimensions, attirance, pratiques et identité, ont été discutés par Stuart Michaels dans l'analyse de l'enquête sur les comportements sexuels aux Etats Unis (Laumann *et al*., 1994). Dans différentes enquêtes, tant en France que dans les pays anglo-saxons, la majorité des femmes auto-identifiées comme lesbiennes déclarent avoir eu des partenaires hommes au cours de leur vie, voire dans les douze derniers mois, que les enquêtes portent sur des échantillons représentatifs de la population (Laumann *et al*., 1994) ou sur des populations d'homosexuel/les (Bell et Weinberg, 1980; Cavailhes *et al*., 1984; Diamant *et al*., 1999). L'organisation de la vie sexuelle et les changements dans le cycle de vie sont complexes (Gagnon, 1990) et la pression à l'hétérosexualité est forte, surtout pour les femmes (Lhomond, 1991).

L'enquête ENVEFF ne posait pas de question sur l'auto-définition ou identification des répondantes. De plus, comme la grande majorité des femmes ayant eu des rapports homosexuels ont eu une vie essentiellement hétérosexuelle, y compris au cours des douze derniers mois, il serait inadéquat et abusif de qualifier de lesbiennes, d'homosexuelles ou même de bisexuelles, l'ensemble des femmes qui ont eu des rapports avec des femmes. Le faible nombre de femmes vivant une relation de couple avec une femme au moment de l'enquête (n=8), ou ayant eu des relations sexuelles uniquement avec des femmes (n=3) ou encore ayant eu des relations homosexuelles dans l'année écoulée (n=5) ne permet pas de les distinguer comme sous-groupe.

Pour cet article, un indicateur d'orientation sexuelle a été construit à partir des deux questions disponibles. Trois modalités sont distinguées:

- les femmes ayant eu au moins une femme comme partenaire sexuelle au cours de leur vie, quelle que soit leur attirance, qui représentent 1,2% de l'échantillon analysé (n=78);
- les femmes ayant déclaré une attirance pour les femmes et n'ayant eu que des partenaires hommes, soit 2,4% (n=160);
- les femmes attirées uniquement par des hommes et ayant eu uniquement des partenaires hommes, soit 96,4% (n=6172). Ainsi l'échantillon de la présente analyse comprend 6410 femmes ayant eu des rapports sexuels et qui ont donné l'information sur le sexe de leurs partenaires.

III - Éléments socio-démographiques

La distribution de l'âge n'est pas significativement différente entre les trois groupes (*tableau 1*). En revanche, les femmes qui ont eu des rapports homosexuels et, dans une moindre mesure, les femmes attirées par les femmes habitent plus souvent les grandes agglomérations et notamment la région parisienne. Elles sont plus souvent célibataires. Les femmes qui ont eu des rapports avec des femmes vivent plus souvent en couple non cohabitant ou n'ont pas de relation de couple; elles sont aussi beaucoup plus souvent sans enfant que l'ensemble des femmes ayant eu des rapports hétérosexuels, quelle que soit leur attirance. Plus fréquemment, les femmes ayant eu des rapports homosexuels et les femmes attirées par les femmes ont un niveau d'études élevé et exercent une profession de cadre, supérieur ou moyen. Pourtant, leur origine sociale, mesurée par la profession de leur père et de leur mère, n'est pas significativement différente. Leur statut d'emploi n'est pas différent de celui des autres femmes. Ces résultats sont proches de ceux d'enquêtes sur les comportements sexuels, tant en France qu'en Europe et aux États-Unis, en particulier en ce qui concerne les différences selon le lieu de résidence, le niveau d'études et le fait d'être célibataire (Lhomond et Michaels, 2000; Sandfort, 1998; Valanis *et al*., 2000). Cette sur-représentation des femmes qui ont eu des rapports homosexuels dans la catégorie des urbaines les plus diplômées, moins inscrites dans les institutions sociales de l'hétérosexualité (mariage et maternité), peut se comprendre comme un effet d'un environnement moins contraignant qui autoriserait plus facilement les relations homosexuelles. On peut aussi envisager que des pratiques homosexuelles entraîneraient des choix de vie où les pressions sociales et normatives sont moins fortes. Enfin, il est possible que certaines pratiques ou sentiments minoritaires soient plus dicibles quand la position est plus élevée dans l'échelle sociale.

Tableau 1

Caractéristiques sociales et démographiques des femmes selon les pratiques et l'attirance sexuelles

	Femmes qui ont eu des rapports homo-sexuels	Femmes hétéro-sexuelles attirées par les femmes	Femmes hétérosexuelles attirées uniquement par les hommes		
	N=78	*N=160*	*N=6172*	*S1*	*S2*
Âge					
- 20-24 ans	16,0	9,2	10,3		
- 25-34 ans	26,9	28,6	27,7	ns	ns
- 35-44 ans	29,7	26,9	27,9		
- 45-59 ans	27,4	35,3	34,1		
Agglomération					
- Rurale	11,3	22,9	29,3		
- < à 5000 habitants	9,4	0,9	6,2		
- 5000 à 19 999 habitants	9,1	10,4	11,0	p<0,001	p<0,01
- 20000 à 199 999 habitants	11,7	16,6	17,8		
- 200 000 et plus	22,0	25,6	18,9		
- Région parisienne	36,5	23,6	16,8		
Etat civil					
- Célibataire	65,6	41,4	30,4		
- Mariée	22,2	50,7	57,8	p<0,001	p<0,05
- Divorcée/séparée	9,0	5,3	8,5		
- Veuve	3,3	2,6	3,2		
Être en couple actuellement					
- Pas de relation de couple actuelle	34,2	22,3	19,6		
- Couple cohabitant	42,2	65,7	71,9	p<0,001	ns
- Couple non cohabitant	23,6	12,0	8,5		
Sans enfant	55,1	29,9	24,0	p<0,001	ns
Niveau de diplôme					
- Aucun	2,8	7,3	9,6		
- Premier degré	21,6	22,4	32,8	p<0,001	p<0,001
- Deuxième degré	31,8	28,2	30,4		
- Supérieur	43,8	42,2	27,1		
Catégorie socioprofessionnelle					
- Agricultrices	1,0	0,0	1,1		
- Artisanes, commerçantes	0,0	1,4	2,9		
- Cadres supérieures	24,5	10,6	6,8		
- Professions intermédiaires	28,2	23,4	14,9		
- Employées	22,7	28,3	36,1	p<0,001	p<0,01
- Ouvrières	4,2	5,6	9,2		
- Retraitées	0	0,4	1,4		
- Autres inactives	19,4	30,2	27,6		
Statut d'emploi					
- Active occupée	71,9	64,8	62,2		
- Chômage	11,1	7,5	10,0	ns	ns
- Autres inactives	17,1	27,7	27,8		

S1 indique la comparaison statistique entre le groupe des femmes qui ont eu des rapports sexuels avec des femmes et celui des femmes hétérosexuelles attirées uniquement par les hommes, 1ère et 3ème colonnes.
S2 indique la comparaison statistique entre le groupe des femmes hétérosexuelles attirées par les femmes et celui des femmes hétérosexuelles attirées uniquement par les hommes, 2ème et 3ème colonnes.

IV - Éléments de la biographie sexuelle

Les femmes ayant eu des rapports homosexuels et, dans une moindre mesure, celles attirées par les femmes ont débuté leur vie sexuelle plus tôt que les autres femmes (*tableau 2*).

Tableau 2

Eléments de la biographie sexuelle des femmes selon les pratiques et l'attirance sexuelles

	Femmes qui ont eu des rapports homosexuels	**Femmes hétérosexuelles attirées par les femmes**	**Femmes hétérosexuel les attirées uniquement par les hommes**		
	N=78	***N=160***	***N=6172***	***S1***	***S2***
Âge moyen au premier rapport Moyenne (années)	16,8	17,8	18,5	p<0,001	ns
	%	*%*	*%*		
Âge au premier rapport sexuel					
- 14 ans ou moins	8,1	6,2	2,6		
- 15-16 ans	32,2	13,6	14,2		
- 17-18 ans	37,7	37,1	42,3	p<0,001	p<0,05
- 19-24 ans	17,7	41,7	37,9		
- 25 ans ou plus	4,4	1,4	3,2		
Le 1er rapport était…					
- souhaité	79,5	76,4	85,4		
- non souhaité mais accepté	19,1	19,8	13,3	ns	p<0,01
- forcé	1,5	3,8	1,3		
Le 1er partenaire était…					
- le conjoint ou futur conjoint	9,6	31,5	47,2		
- quelqu'un dont vous étiez amoureuse	59,0	49,4	43,4		
- quelqu'un de connu dont vous n'étiez pas amoureuse	24,6	13,3	6,6	p<0,001	<0,001
- quelqu'un juste rencontré	6,8	5,7	2,5		
- autre	0	0	0,4		
Nombre de partenaires vie					
- un	0	25,3	38,1		
- deux ou trois	16,8	17,7	30,0	p<0,001	<0,001
- quatre à dix	46,8	41,2	26,9		
- plus de dix	36,4	15,8	5,0		
Nombre de partenaires 12 mois					
- aucun	13,9	12,1	11,0		
- un	71,7	81,2	86,1		
- deux	9,9	5,0	2,1	p<0,001	p<0,05
- trois ou plus	4,5	1,8	0,7		

S1 indique la comparaison statistique entre le groupe des femmes qui ont eu des rapports sexuels avec des femmes et celui des femmes hétérosexuelles attirées uniquement par les hommes, 1ère et 3ème colonnes.

S2 indique la comparaison statistique entre le groupe des femmes hétérosexuelles attirées par les femmes et celui des femmes hétérosexuelles attirées uniquement par les hommes, 2ème et 3ème colonnes.

L'âge moyen au premier rapport est de 16,8 ans pour celles qui ont eu des rapports homosexuels, 17,8 pour celles qui déclarent une attirance homosexuelle et 18,5 ans pour les autres femmes. Cette relative précocité a déjà été observée auprès des jeunes en France (Lagrange et Lhomond, 1997) ainsi que pour les adultes dans divers pays d'Europe (Sandfort, 1998)[6]. Cette entrée dans la sexualité, qui se fait très majoritairement avec un homme, se fait moins souvent, pour les femmes attirées par les femmes, par un rapport qu'elles souhaitaient. Qu'elles aient eu des rapports homosexuels ou, dans une moindre mesure, qu'elles soient attirées par les femmes, leur premier partenaire est plus souvent un homme dont elles n'étaient pas amoureuses, voire un homme qu'elles venaient juste de rencontrer. Alors que près de la moitié des femmes hétérosexuelles attirées uniquement par des hommes, 47%, ont eu leur premier rapport avec leur conjoint ou futur conjoint, c'est seulement le cas pour 31% des femmes attirées par les femmes et pour 10% de celles ayant eu des rapports homosexuels. Parmi ces dernières, 19% ont eu leur premier rapport sexuel avec une femme.

Le nombre de partenaires au cours de la vie est plus élevé pour les femmes ayant eu des rapports homosexuels, et aussi avec une moindre amplitude pour celles déclarant une attirance pour les femmes: respectivement 36% et 16% d'entre elles ont eu plus de 10 partenaires comparé à 5% des autres femmes. Alors que 38% de ces dernières n'ont eu qu'un seul partenaire, le quart des femmes attirées par les femmes sont dans cette situation. Aucune femme ayant eu des rapports homosexuels n'a eu qu'un/e seul/e partenaire; en effet, les femmes ayant eu uniquement des rapports avec des femmes ont toutes eu plus d'une partenaire et les autres sont nécessairement multi-partenaires, ayant eu des rapports avec au moins un homme et une femme. De même, au cours de l'année écoulée, le pourcentage de femmes ayant eu plus d'un partenaire est plus élevé chez les femmes ayant eu des rapports homosexuels (14%), chez celles qui sont attirées par les femmes (7%), que chez les autres femmes (3%).

De manière générale, la précocité sexuelle est fortement corrélée au nombre de partenaires (Bozon, 1993). Quand on prend en compte l'orientation sexuelle, 16% des femmes hétérosexuelles attirées uniquement par les hommes et ayant eu leur premier rapport avant quinze ans, ont eu plus de 10 partenaires, 3% quand le premier rapport a eu lieu entre 19 et 24 ans, et aucune quand ce premier rapport a eu lieu après 24 ans. En revanche, parmi les femmes qui ont eu des rapports avec des femmes, la part de celles qui ont eu plus de 10 partenaires, un peu plus d'un tiers, varie peu selon l'âge au premier rapport, lorsque celui-ci a eu lieu avant 25 ans. Ce même phénomène se retrouve avec

[6] Theo Sandfort, comparant les résultats d'enquêtes sur la sexualité dans divers pays européens, montre que l'expérience homosexuelle est liée à un âge plus précoce au premier rapport sexuel pour les femmes. Ainsi, dans l'enquête ACSF en France, 5% des femmes ayant eu leur premier rapport avant 17 ans ont eu des rapports homosexuels au lieu de 2% des femmes ayant eu leur premier rapport à 17 ans ou plus tard.

une moindre amplitude pour les femmes attirées par les femmes où la proportion de celles qui ont eu plus de 10 partenaires au cours de leur vie (de l'ordre de 15%) est assez stable, quel que soit l'âge au premier rapport avant 25 ans. Les femmes ayant eu des rapports homosexuels et celles attirées par les femmes ont eu aussi un plus grand nombre de relations de couple de plus de 6 mois.

Les femmes qui ont eu des partenaires des deux sexes au cours de leur vie, c'est-à-dire la très grande majorité des femmes ayant eu des rapports homosexuels, ont eu un nombre plus élevé de partenaires hommes que femmes. Ainsi, alors que la moitié d'entre elles n'ont eu qu'une seule partenaire, les trois- quarts ont eu au moins trois partenaires hommes. La vie sexuelle des femmes ayant eu des rapports avec des femmes est donc principalement hétérosexuelle, avec un multipartenariat masculin fréquent.

On retrouve ces mêmes éléments, plus grand nombre de partenaires au cours de la vie et de l'année écoulée, prépondérance des partenaires hommes pour les femmes ayant eu des partenaires des deux sexes, dans les enquêtes récentes sur la sexualité, tant en France qu'aux États-Unis (Laumann *et al.*, 1994; Lhomond et Michaels, 2000).

V - Contraception, santé sexuelle et reproductive

Les femmes ayant eu des rapports homosexuels sont beaucoup plus nombreuses à n'avoir aucune méthode contraceptive au moment de l'enquête (40%), que les femmes hétérosexuelles attirées ou non par les femmes (19%) (*tableau 3*). C'est surtout la pilule qui est moins utilisée: 26% des femmes ayant eu des rapports homosexuels la prennent, 34% des femmes attirées par les femmes et 42% des autres femmes. La part des utilisatrices du stérilet est légèrement inférieure pour les femmes ayant eu des rapports homosexuels. Le préservatif, comme contraceptif actuel, est plus souvent utilisé par les femmes attirées par les femmes, 17%, au lieu de 9% pour les femmes attirées uniquement par les hommes[7]. L'utilisation des préservatifs comme contraceptif au cours de la vie est également plus fréquente pour les femmes qui déclarent une attirance homosexuelle (72%), ou des rapports homosexuels (66%), que pour les autres femmes (53%).

L'usage du préservatif à un moment quelconque de la relation actuelle comme protection vis-à-vis du VIH est un peu plus fréquent pour les femmes qui ont eu des rapports homosexuels (25%), que pour les deux autres groupes de femmes mais la différence n'est pas significative. La pratique du test de dépistage des anticorps anti-VIH a été plus souvent réalisée par les femmes ayant eu des rapports homosexuels, et plus souvent de façon répétée. Ainsi

[7] Pour l'ensemble des femmes, l'utilisation du préservatif comme contraceptif actuel est d'autant plus fréquente que le nombre de partenaires sexuels au cours des 12 derniers mois augmente: 9% pour les femmes ayant eu un seul partenaire, 18% pour celles qui en ont eu 2, et 25% pour celles qui en ont eu 3 ou plus.

pratiquement un quart d'entre elles (24%) ont effectué trois tests ou plus au lieu de 12% des femmes attirées uniquement par les hommes[8]. Globalement la pratique de ce test n'est pas différente pour les femmes attirées par les femmes et pour les femmes attirées uniquement par les hommes.

Les femmes ayant eu des rapports homosexuels sont nettement moins nombreuses que les autres femmes à avoir été enceintes, elles sont d'ailleurs plus nombreuses à ne pas avoir d'enfant (*tableau 1*). Parmi celles qui l'ont été, elles sont plus nombreuses que les femmes attirées uniquement par les hommes à avoir pratiqué une interruption volontaire de grossesse (IVG): 49% au lieu de 20%. Alors que le pourcentage de femmes ayant été enceintes est voisin, les femmes attirées par les femmes ont également une fréquence plus élevée d'IVG (36%), que les femmes attirées par les hommes.

La fréquence d'infections sexuellement transmissibles au cours de la vie est significativement plus élevée pour les femmes ayant eu des rapports homosexuels (25%), et pour celles attirées par les femmes (14%), que pour les autres femmes (9%). Pour l'ensemble des femmes ces infections sont en très grande majorité des mycoses puis, moins fréquemment, des infections par le virus de l'herpès.

[8] Pour une analyse plus détaillée de la pratique du test et de l'usage du préservatif dans l'enquête ENVEFF, on peut se reporter au rapport de Marie-Ange Schiltz, Maryse Jaspard et l'équipe ENVEFF "Femmes et VIH", ANRS, 2002.

Tableau 3

Contraception, santé sexuelle et reproductive selon les pratiques et l'attirance sexuelles

	Femmes qui ont eu des rapports homosexuels *N=78*	**Femmes hétérosexuelles attirées par les femmes** *N=160*	**Femmes hétérosexuelles attirées uniquement par les hommes** *N=6172*	*S1*	*S2*
Contraception actuelle*					
- Pilule	25,5	34,5	41,8		
- Stérilet	15,2	19,6	17,8		
- Préservatif	10,0	16,7	9,5	p<0,001	ns
- Autre méthode	8,9	10,5	12,2		
- Aucune méthode contraceptive	40,3	18,7	18,7		
Préservatif comme contraception au cours de la vie	66,5	71,9	52,7	p<0,05	p<0,001
Préservatif comme protection contre le VIH dans la relation actuelle**	25,0	18,7	17,2	ns	ns
Pratique du test de dépistage du VIH au cours de la vie					
- Jamais	28,5	45,7	46,4		
- Une fois	30,9	24,1	27,8		
- Deux fois	16,9	12,2	14,1	p<0,01	ns
- Trois fois ou plus	23,7	18,0	11,7		
- Avoir été enceinte au cours de la vie	54,1	82,6	78,9	p<0,001	ns
- Avoir fait une IVG***	49,0	36,4	19,7	p<0,001	p<0,001
- Infection sexuellement transmissible au cours de la vie	24,6	14,3	9,3	p<0,001	p<0,05

* parmi les femmes non ménopausées ayant eu des rapports sexuels au cours des 12 derniers mois

** au moins à un moment de la relation, parmi les femmes ayant eu des rapports sexuels au cours des 12 derniers mois

*** parmi les femmes ayant été enceintes

S1 indique la comparaison statistique entre le groupe des femmes qui ont eu des rapports sexuels avec des femmes et celui des femmes hétérosexuelles attirées uniquement par les hommes, 1ère et 3ème colonnes.

S2 indique la comparaison statistique entre le groupe des femmes attirées par les femmes et celui des femmes hétérosexuelles attirées uniquement par les hommes, 2ème et 3ème colonnes.

Ces éléments qui caractérisent les femmes ayant eu des rapports homosexuels – moindre contraception actuelle, usage plus fréquent du préservatif comme contraceptif au cours de la vie, recours plus fréquent au test de dépistage du VIH, à l'IVG, infections sexuellement transmissibles plus

fréquentes – sont à mettre en rapport avec certaines caractéristiques de leur vie sexuelle, notamment l'âge plus précoce au premier rapport et le plus grand nombre de partenaires hommes. Lorsqu'on ajuste sur l'âge, le niveau d'études, la taille de l'agglomération, la situation de couple, l'âge au premier rapport et le nombre de partenaires, le fait d'avoir effectué un test de dépistage du VIH, ainsi que d'avoir fait une IVG, n'est pas plus fréquent pour les femmes ayant eu des rapports homosexuels. De même, la fréquence de l'usage du préservatif comme contraception au cours de la vie devient identique, que les femmes aient eu des rapports homosexuels ou non. En revanche, la prise en compte de ces caractéristiques ne modifie pas le fait que les femmes ayant eu des rapports homosexuels utilisent moins souvent une méthode contraceptive actuellement et qu'elles ont un risque plus élevé d'avoir eu des infections sexuellement transmissibles. Le risque accru d'infections sexuellement transmissibles pour les femmes attirées par les femmes n'est plus significatif après ajustement sur ces caractéristiques.

VI - Éléments de sociabilité actuelle

Les femmes ayant eu des rapports homosexuels et celles attirées par les femmes ont une sociabilité plus diverse. Elles sont en général plus nombreuses à pratiquer des activités de loisirs en groupe et à sortir seule le soir, quelle qu'en soit la raison (*tableau 4*). La participation à des associations est plus fréquente pour les femmes attirées par des femmes, ce qui n'est pas le cas pour les femmes ayant eu des rapports homosexuels. Les différences observées sont certes liées à leur mode de vie. Lorsqu'on prend en compte simultanément l'âge, le niveau d'études, la taille de l'agglomération, la vie en couple et le fait d'avoir des enfants, les différences observées persistent uniquement en ce qui concerne les sorties seule le soir, en particulier pour aller au cinéma ou au spectacle ainsi que pour aller au restaurant ou dans un bar.

Les femmes qui ont eu des rapports homosexuels, ainsi que celles qui sont attirées par les femmes, parlent plus souvent que les autres de leurs problèmes personnels à des amis ou des connaissances. Le conjoint est l'interlocuteur privilégié pour l'ensemble des femmes mais celles ayant une attirance pour les femmes sont un peu moins nombreuses à le choisir comme confident. En revanche, elles parlent plus souvent avec des professionnels de santé, qu'elles consultent d'ailleurs plus fréquemment quand ils sont spécialisés en santé mentale (voir *tableau 7*).

Tableau 4

Eléments de sociabilité selon les pratiques et l'attirance sexuelles

	Femmes qui ont eu des rapports homosexuels *N=78*	Femmes hétérosexuelles attirées par les femmes *N=160*	Femmes hétérosexuelles attirées uniquement par les hommes *N=6172*	*S1*	*S2*
Pratique d'une activité sportive, de loisir ou culturelle, en groupe					
- Non	49,2	56,7	62,2		
- Une seule	21,9	21,2	25,1	p<0,001	p<0,01
- Plusieurs	28,9	22,1	12,7		
Participation à une association					
- Non	78,1	70,2	81,6		
- Une seule	18,4	22,6	13,6	ns	p<0,01
- Plusieurs	3,5	7,2	4,8		
Sortir seule le soir, au cours du dernier mois					
- Pour rejoindre des amis	62,8	50,8	38,0	p<0,001	p<0,01
- Pour aller au cinéma ou spectacle	38,2	35,7	19,6	p<0,001	p<0,001
- Pour aller dans un bar ou restaurant	29,2	21,6	11,4	p<0,001	p<0,001
- Pour aller à une réunion d'association	26,2	32,3	24,8	ns	p<0,05
- Sans raison particulière	65,6	42,6	32,7	p<0,001	p<0,01
En cas de problèmes personnels, se confier à:					
- Conjoint ou ami/e*	81,6	82,2	88,6	ns	p<0,05
- Personnes de la famille	58,6	63,8	66,5	ns	ns
- Amis	81,5	80,2	63,8	p<0,01	p<0,001
- Religieux	7,9	7,6	7,0	ns	ns
- Professionnel médical ou social	31,8	49,0	26,8	ns	p<0,001
- Autres personnes	14,8	14,9	7,9	p<0,05	p<0,01

* pour les femmes qui ont une relation de couple actuellement

S1 indique la comparaison statistique entre le groupe des femmes qui ont eu des rapports sexuels avec des femmes et celui des femmes hétérosexuelles attirées uniquement par les hommes, 1ère et 3ème colonnes.

S2 indique la comparaison statistique entre le groupe des femmes hétérosexuelles attirées par les femmes et celui des femmes hétérosexuelles attirées uniquement par les hommes, 2ème et 3ème colonnes.

VII - Consommation de tabac, d'alcool et d'autres drogues

Les femmes ayant eu des rapports homosexuels sont beaucoup plus souvent fumeuses que les femmes attirées par les hommes, 50% au lieu de 29% (*tableau 5*). Le pourcentage de fumeuses n'est pas significativement plus élevé parmi les femmes attirées par les femmes (34%), que parmi les femmes attirées par les hommes.

Tableau 5

Consommation de tabac, d'alcool et d'autres substances selon l'attirance et les rapports homosexuels

	Femmes qui ont eu des rapports homosexuels *N=78*	**Femmes attirées par les femmes** *N=160*	**Femmes attirées uniquement par les hommes** *N=6172*	*S1*	*S2*
Consommation de tabac					
- Fumeuses	49,5	33,8	29,2	p<0,001	ns
Alcool dans les 12 mois					
- Boire beaucoup à l'occasion d'une fête	61,0	32,0	19,0	p<0,001	p<0,001
- Boire beaucoup à l'occasion de moments difficiles	13,6	5,3	2,5	p<0,001	p<0,05
- Avoir ressenti le besoin de diminuer la consommation d'alcool	15,7	13,8	3,8	p<0,001	p<0,001
Consommation de cannabis					
- dans les 12 mois	29,0	14,5	3,0	p<0,001	p<0,001
- au cours de la vie	63,6	35,9	10,7	p<0,001	p<0,001
Consommation d'autres drogues*					
- dans les 12 mois	3,1	1,5	0,2	p<0,001	p<0,01
- au cours de la vie	13,2	7,3	1,4	p<0,001	p<0,001

*Questions distinctes pour les substances suivantes: ecstasy, amphétamines, cocaïne, LSD, acide, champignon hallucinogène, médicaments détournés de leur usage (coupe-faim, codéine, etc.), produits à inhaler (éther, colle, solvants), autres substances (crack, héroïne, opium, par exemple).

S1 indique la comparaison statistique entre le groupe des femmes qui ont eu des rapports sexuels avec des femmes et celui des femmes hétérosexuelles attirées uniquement par les hommes, 1ère et 3ème colonnes.

S2 indique la comparaison statistique entre le groupe des femmes attirées par les femmes et celui des femmes hétérosexuelles attirées uniquement par les hommes, 2ème et 3ème colonnes.

Les femmes ayant eu des rapports homosexuels et celles attirées par les femmes sont plus nombreuses à avoir consommé beaucoup d'alcool à l'occasion de fêtes, de moments difficiles – particulièrement pour les femmes ayant eu des rapports homosexuels – ou à avoir ressenti le besoin de diminuer leur consommation au cours des 12 derniers mois. Ces résultats concernant la consommation de tabac et d'alcool ont été observés par plusieurs études, aussi bien auprès des jeunes que chez les adultes (Aaron *et al*., 2001; Bontempo et D'Augelli, 2002; Diamant *et al*., 2000; Gruskin *et al*, 2001; Ryan *et al*., 2001; Valanis *et al*, 2000).

Les femmes ayant eu des rapports homosexuels et celles attirées par les femmes sont aussi beaucoup plus nombreuses à avoir consommé du cannabis ou d'autres drogues, tant au cours de leur vie que durant la dernière année; ces

consommations concernent plus souvent les femmes ayant eu des rapports homosexuels que celles qui ont déclaré une attirance pour les femmes. Parmi les autres drogues, c'est essentiellement pour le LSD, la cocaïne et l'ecstasy, substances le plus souvent citées par les répondantes, qu'on observe les plus grandes différences. Par exemple, 10% des femmes ayant eu des rapports homosexuels ont pris du LSD au cours de leur vie, et 7% de la cocaïne, au lieu de respectivement 0,4% et 0,5% des femmes attirées uniquement par les hommes. Plusieurs études nord-américaines montrent que l'utilisation de marijuana et de cocaïne est plus fréquente pour les femmes homosexuelles que dans la population générale (Bontempo et D'Augelli, 2002; McKirnan et Peterson, 1989).

Si l'usage de drogues, tant de cannabis que d'autres drogues, est plus fréquent chez les plus jeunes, quelle que soit leur orientation sexuelle, il faut noter que chez les femmes ayant eu des rapports homosexuels, avoir fumé du cannabis dans sa vie reste une expérience majoritaire quel que soit l'âge: alors que 94% de ces femmes de 20 à 25 ans en ont consommé, soit la quasi-totalité, elles sont encore une majorité, 53%, chez celles qui ont plus de 45 ans; ces pourcentages sont respectivement de 25% et 3% chez les femmes hétérosexuelles attirées uniquement par les hommes.

VIII - Violences subies au cours de la vie et des 12 derniers mois

Les femmes qui déclarent des rapports homosexuels ou une attirance pour les femmes sont plus nombreuses à avoir eu des conditions d'enfance ou d'adolescence difficiles: elles ont plus souvent subi des sévices ou des coups répétés, respectivement 9% et 11% au lieu de 4% pour les autres femmes. Elles ont aussi, notamment les femmes ayant eu des rapports homosexuels, plus souvent constaté de graves tensions ou un climat de violence entre leurs parents, 40% et 20% au lieu de 15%,. De même, elles ont eu plus souvent un grave conflit avec leurs parents, 24% et 18% au lieu de 8%. D'ailleurs, elles ont quitté plus fréquemment le domicile de leurs parents à la suite d'un conflit, respectivement 22% et 13% au lieu de 6%.

1. Les violences au cours des douze derniers mois

Les femmes qui ont eu des rapports avec des femmes et, dans une moindre mesure, celles qui déclarent une attirance pour les femmes sont plus souvent victimes de violences: ainsi, au cours des 12 derniers mois, 47% des premières et 38% des secondes ont subi des insultes, pour 22% des autres femmes; de même 26% des femmes ayant eu des rapports homosexuels ont subi des atteintes sexuelles (pelotage, être suivie, avoir été confrontée à un exhibitionniste ou avoir subi des avances sexuelles non désirées) pour 9% des femmes hétérosexuelles attirées uniquement par des hommes (*tableau 6*). Quand elles ont eu des rapports homosexuels elles sont plus souvent victimes d'agressions physiques (gifles, coups, brutalités physiques, menace avec arme

ou tentative de meurtre): 22% au lieu de 4% des femmes hétérosexuelles attirées par les hommes. En revanche, les fréquences d'agressions sexuelles (attouchements sexuels, tentatives de viol et viols), bien que légèrement supérieures, ne sont pas significativement différentes.

Si l'on analyse dans quels cadres ces violences sont survenues au cours des 12 derniers mois, les tendances suivantes se dégagent. Dans les espaces publics, alors que la fréquence des agressions physiques n'est pas significativement différente selon l'attirance et les pratiques sexuelles, de 1% à 3%, les atteintes sexuelles (surtout le fait d'être suivie et les pelotages) sont beaucoup plus fréquentes pour les femmes ayant eu des rapports homosexuels (22%), que pour les femmes hétérosexuelles attirées par les hommes (8%). Au travail, 7% des femmes ayant eu des rapports homosexuels ont subi des agressions physiques et 11% des atteintes sexuelles; pour respectivement 1% et 2% des femmes hétérosexuelles attirées uniquement par les hommes. Les différences sont essentiellement observées pour les avances sexuelles non désirées. Dans la famille ou le cercle des amis, où ces agressions concernent moins de 1% des femmes, aucune variation n'est observée selon l'orientation sexuelle. Dans le couple, les agressions physiques sont plus fréquentes pour les femmes ayant eu des rapports homosexuels, 12%, au lieu de 2% des femmes attirées uniquement par les hommes; la fréquence des agressions sexuelles est également plus élevée, 4%, au lieu de 1%. Parmi le petit nombre de femmes en couple avec une femme, aucune ne déclare des agressions physiques ou sexuelles de la part de sa compagne.

Dans le cadre de leur relation de couple actuelle avec un homme, les femmes ayant eu des rapports homosexuels ainsi que celles attirées par les femmes sont plus nombreuses à déclarer qu'elles en sont elles-mêmes venues aux mains lors de disputes (respectivement 6% et 4%) que les autres femmes (1%). De même, elles sont plus nombreuses à déclarer qu'il leur est arrivé de gifler ou frapper un adulte au cours des 12 derniers mois (respectivement 5% et 4%) que les autres femmes (2%). Ces femmes semblent faire preuve d'un comportement un peu plus agressif, soit qu'elles reconnaissent plus facilement leur propre agressivité, soit qu'elles font preuve d'une plus grande capacité à l'agir.

2. Les violences au cours de la vie

La fréquence des violences physiques depuis l'âge de 18 ans est très supérieure chez les femmes qui ont eu des rapports homosexuels: 42% en ont été victimes, ainsi que chez les femmes attirées par les femmes: 31% d'entre elles en ont subi, au lieu de 17% des autres femmes (*tableau 6*). Ce sont essentiellement des coups et brutalités physiques. De manière générale, les auteurs d'agressions physiques sont principalement des hommes: 84% des

victimes de brutalités physiques ont été agressées par un homme, 93% ont subi des tentatives de meurtre, quelle que soit leur orientation sexuelle[9].

Si les femmes ayant eu des rapports homosexuels ou celles attirées par des femmes ont été plus souvent victimes de violences dans presque tous les cadres de vie, c'est surtout dans le couple – où la fréquence est la plus élevée pour toutes les femmes – que les différences sont le plus prononcées. Ainsi, 26% des femmes ayant eu des rapports homosexuels et 19% des femmes attirées par des femmes ont été victimes de la violence physique d'un conjoint au lieu de 9% des autres femmes.

Les agressions sexuelles sur l'ensemble de la vie, toujours commises par des hommes, sont également beaucoup plus fréquentes pour les femmes ayant eu des rapports homosexuels ou une attirance pour les femmes. Le quart d'entre elles, environ, en ont été victimes au lieu de 11% des autres femmes. Les attouchements sexuels, qui ont eu lieu principalement dans l'enfance, ont été imposés plus fréquemment aux femmes qui déclarent une attirance pour les femmes (16% d'entre elles en ont été victimes pour 5% des femmes attirées uniquement par les hommes). Celles qui ont eu des rapports homosexuels et celles qui déclarent une attirance pour les femmes sont, en moyenne, deux fois plus nombreuses à avoir subi des viols et trois fois plus nombreuses à avoir subi des tentatives de viol[10].

[9] Quand les agressions physiques sont commises par une femme, il s'agit de la mère ou belle-mère de la victime dans le plus grand nombre de cas.

[10] On retrouve ce même phénomène dans l'enquête ACSF sur les comportements sexuels en France: 10% des femmes de 18 à 59 ans sexuellement attirées par des femmes, et 12% des femmes ayant eu des relations sexuelles avec des femmes ont subi des rapports sexuels contraints au cours de leur vie pour 4% des autres femmes (Chiffres non publiés, Lhomond et Michaels, données personnelles).

Tableau 6

Violences physiques et sexuelles subies selon les pratiques homosexuelles et l'attirance

	Femmes qui ont eu des rapports homosexuels *N=78*	**Femmes hétérosexuelles attirées par les femmes** *N=160*	**Femmes hétérosexuelles attirées uniquement par les hommes** *N=6172*	***S1***	***S2***
Violences au cours des 12 mois					
- Insultes	47,0	38,2	21,7	p<0,001	p<0,001
- Atteintes d'ordre sexuel*	26,4	14,2	9,3	p<0,001	ns
- Agressions physiques	21,8	6,1	4,0	p<0,001	ns
- Agressions sexuelles	3,3	2,5	1,1	ns	ns
- Agressions physiques ou sexuelles	22,2	8,3	4,7	p<0,001	p<0,05
Violences au cours de la vie (inclus les 12 derniers mois)					
- Agressions physiques depuis 18 ans	41,5	30,8	17,4	p<0,001	p<0,001
- Coups et brutalités physiques	39,9	28,0	14,9	p<0,001	p<0,001
- Tentatives de meurtre	7,7	10,1	5,3	ns	p<0,05
- Agressions sexuelles depuis l'enfance	24,6	27,3	11,1	p<0,001	p<0,001
- Attouchements sexuels	9,4	16,3	5,4	ns	p<0,001
- Tentatives de viol	15,4	14,1	5,8	p<0,001	p<0,001
- Viols	6,9	5,2	2,8	p<0,05	ns
- Agressions sexuelles avant 15 ans	6,3	13,2	4,1	ns	p<0,001
- Agressions sexuelles avant 18 ans	8,8	16,7	6,0	ns	p<0,001
- Agressions sexuelles après 18 ans	15,1	10,6	5,0	p<0,001	p<0,01
- Agressions physiques ou sexuelles	56,4	46,2	23,8	p<0,001	p<0,001

*Les atteintes d'ordre sexuel comprennent le fait d'avoir été suivie, d'avoir été confrontée à un exhibitionniste ou d'avoir subi des "pelotages "ainsi que des avances sexuelles non désirées au travail au cours des 12 derniers mois.
S1 indique la comparaison statistique entre le groupe des femmes qui ont eu des rapports sexuels avec des femmes et celui des femmes hétérosexuelles attirées uniquement par les hommes, 1ère et 3ème colonnes.
S2 indique la comparaison statistique entre le groupe des femmes hétérosexuelles attirées par les femmes et celui des femmes hétérosexuelles attirées uniquement par les hommes, 2ème et 3ème colonnes.

Cette différence dans la fréquence des agressions sexuelles se retrouve dans les divers cadres de vie. Par exemple, 14% des femmes attirées par les femmes ont subi des agressions sexuelles dans les espaces publics au lieu de 5% des femmes hétérosexuelles attirées par les hommes. Parmi les femmes ayant eu

des relations homosexuelles, 9% ont été victimes d'agressions sexuelles de la part d'un conjoint pour 2% des femmes attirées uniquement par les hommes.

Plusieurs auteurs montrent que la fréquence des abus sexuels dans l'enfance est élevée parmi les femmes homosexuelles (Hughes *et al*., 1997; Matthews *et al*., 2002; Roberts et Sorensen, 1999). Nos résultats sont plus nuancés. Si les agressions sexuelles subies dans l'enfance ou l'adolescence sont plus fréquentes pour les femmes attirées par les femmes, la différence n'est pas significative pour les femmes ayant eu des rapports homosexuels. Pour ces dernières, la fréquence des agressions sexuelles après 18 ans est beaucoup plus élevée: 15% au lieu de 5% pour les femmes hétérosexuelles attirées uniquement par les hommes.

Globalement, 22% des femmes ayant eu des rapports homosexuels et 8% des femmes attirées par les femmes ont subi des agressions physiques ou sexuelles au cours des 12 derniers mois au lieu de 5% des autres femmes. La moitié environ des femmes ayant eu des relations avec des femmes ou étant attirées par elles ont subi des agressions physiques ou sexuelles dans leur vie alors que moins d'un quart des femmes hétérosexuelles attirées uniquement par des hommes en ont été victimes.

Certaines caractéristiques socio-démographiques, de biographie sexuelle et de mode de vie liées à l'orientation sexuelle sont associées à des fréquences plus élevées de violences, comme nous l'avons montré par ailleurs (Jaspard *et al*., 2003). La prise en compte simultanée de l'âge, du niveau d'études, du statut matrimonial et de la taille de l'agglomération, puis de l'âge au premier rapport sexuel et du nombre de partenaires, et enfin de l'usage du cannabis ou d'autres drogues explique une partie des différences dans la fréquence des violences entre les femmes ayant eu des rapports homosexuels ou ayant déclaré une attirance pour les femmes et les autres, comme le montre la diminution des *odds ratios*[11] (*tableau 7*). Néanmoins, la différence dans la fréquence des agressions physiques au cours des douze derniers mois reste importante: ainsi le risque de ces violences est multiplié par trois pour les femmes ayant eu des rapports homosexuels tandis qu'il n'est pas significativement accru pour les femmes attirées par les femmes.

[11] L'*odds ratio* est un indicateur statistique permettant de quantifier l'association entre deux variables – par exemple, un indicateur de violence et un indicateur d'homosexualité –. Il donne une mesure comparée du risque: si on fixe à 1 le risque d'agressions physiques au cours des 12 derniers mois pour les femmes qui déclarent n'être attirées que par les hommes, le risque est estimé à 6,8 pour les femmes qui ont eu des rapports avec des femmes. et à 1,6 pour les femmes qui sont attirées par les femmes. Si la borne inférieure de l'intervalle de confiance à 95%, qui figure après *l'odds ratio*, est plus petite que 1, *l'odds ratio* n'est pas significativement différent de 1, valeur attribuée au groupe de référence. Par régression logistique, les *odds ratios* peuvent être ajustés sur d'autres facteurs, ce qui permet de contrôler l'influence éventuelle de ces facteurs et de donner une mesure de "l'effet propre" de la variable étudiée, l'orientation sexuelle en l'occurrence.

En ce qui concerne les agressions physiques depuis l'âge de 18 ans, la différence n'est plus significative pour les femmes ayant eu des rapports homosexuels et reste à la limite de la significativité pour les femmes attirées par les femmes. En ce qui concerne les agressions sexuelles au cours de la vie, l'excès de risque pour les femmes ayant eu des rapports homosexuels apparaît entièrement attribuable aux éléments de leur biographie sexuelle pris en compte. Par contre, ce risque reste plus important pour les femmes attirées par les femmes, même après ajustement; ceci est sans doute lié à la fréquence des agressions sexuelles dans l'enfance dont elles ont été victimes, ce dont les événements ultérieurs de leur biographie ne peuvent rendre compte.

Tableau 7

Associations entre les agressions physiques ou sexuelles et les pratiques et attirance sexuelles: *odds ratios* bruts et ajustés

	Femmes qui ont eu des rapports homosexuels		**Femmes hétérosexuelles attirées par les femmes**		**Femmes hétérosexuelles attirées uniquement par les hommes**
Agressions physiques au cours des 12 derniers mois					
- Bruts	6,8	(3,8-11,9)	1,6	(0,8-3,1)	1
- Ajustement 1	5,6	(3,1-10,0)	1,5	(0,8-3,1)	1
- Ajustement 2	4,0	(2,2-7,3)	1,4	(0,7-2,7)	1
- Ajustement 3	3,5	(1,9-6,6)	1,2	(0,6-2,5)	1
Agressions physiques depuis 18 ans					
- Bruts	3,4	(2,1-5,4)	2,1	(1,5-3,0)	1
- Ajustement 1	2,9	(1,8-4,6)	2,1	(1,4-3,0)	1
- Ajustement 2	1,7	(1,0-2,8)	1,6	(1,1-2,4)	1
- Ajustement 3	1,4	(0,9-2,4)	1,5	(1,0-2,2)	1
Agressions sexuelles au cours de la vie					
- Bruts	2,6	(1,5-4,5)	3,0	(2,1-4,4)	1
- Ajustement 1	2,0	(1,2-3,5)	2,7	(1,8-3,9)	1
- Ajustement 2	1,2	(0,6-2,0)	2,2	(1,5-3,3)	1
- Ajustement 3	0,9	(0,5-1,6)	1,9	(1,3-2,8)	1

L'ajustement 1 inclut l'âge des femmes, leur niveau d'études, leur statut matrimonial et la taille d'agglomération où elles résident.
L'ajustement 2 inclut, outre les variables de l'ajustement 1, l'âge au premier rapport sexuel et le nombre de partenaires au cours de la vie.
L'ajustement 3 inclut, outre les variables de l'ajustement 2, l'usage de cannabis ou d'autres drogues au cours des 12 derniers mois pour les agressions des 12 derniers mois et l'usage de cannabis ou d'autres drogues au cours de la vie en ce qui concerne les agressions au cours de la vie.

Même si plusieurs études abordent la question des violences envers les femmes selon l'orientation sexuelle, les résultats ne permettent pas de dresser

un tableau précis. La majorité des études récentes traitant des violences en fonction de l'orientation sexuelle s'intéressent soit aux seules lesbiennes (Lesben Informations und Beratungstelle eV, 2001), soit aux différences entre les couples de même sexe et les couples hétérosexuels (Brand et Kidd, 1986), soit entre les couples gays et les couples lesbiens (Burke et Follingstad, 1999), soit ne concernent que les violences physiques chez les jeunes des deux sexes. Ainsi, dans un large échantillon de jeunes lycéens et étudiants américains en 1995, les violences dans le cadre scolaire (menaces ou blessures par arme, détérioration volontaire des affaires personnelles) subies 10 fois ou plus au cours de l'année écoulée concernent 10% des étudiantes homosexuelles (définies à partir des pratiques sexuelles et de l'auto-identification) au lieu de 1% des autres femmes (Bontempo et D'Augelli, 2002). Toutefois, l'enquête sur la santé des femmes de Chicago, "The Chicago Women's Health Survey" montre que la fréquence des violences physiques est voisine que les femmes soient lesbiennes (définies par l'auto-identification, l'attirance et le comportement sexuels actuels) ou hétérosexuelles (Hughes, *et al*., 1997; Matthews *et al*, 2002).

IX - État de santé et consommation de soins

La perception de l'état de santé n'est pas différente pour les trois groupes de femmes: environ 4% des femmes de l'échantillon évaluent leur état de santé comme "médiocre "ou "franchement mauvais", compte tenu de leur âge (*tableau 8*). En revanche, les femmes hétérosexuelles attirées par les femmes présentent plus souvent un niveau élevé de détresse psychologique, 23% au lieu de 12% pour les femmes attirées uniquement par des hommes[12]. La tendance est moindre et non significative pour les femmes ayant eu des rapports homosexuels. Ces dernières ainsi que les femmes attirées par les femmes ont un indice de stress plus élevé[13]. La littérature sur la santé psychique des femmes homosexuelles est nuancée: certaines études observent des fréquences plus élevées de dépression ou d'anxiété (Valanis *et al*., 2000) alors que d'autres ne trouvent pas de différences (Bernhard, 2001; Roberts, 2001).

La consommation régulière de médicaments psychotropes au cours des 12 derniers mois est plus fréquente pour les femmes attirées par les femmes, 17% au lieu de 10%, de même que la consommation occasionnelle, 19% au lieu de 12%. La différence est de même ampleur, bien que non significative, pour les femmes ayant eu des rapports homosexuels.

---

[12] La détresse psychologique était mesurée par une échelle standardisée en 12 items, le *General Health Questionnaire* et le niveau élevé correspond à plus de 5 items "positifs" (c'est-à-dire évoquant un état de malaise) sur les 12.

[13] Cet indice a été construit à partir de la fréquence de trois symptômes au cours des 12 derniers mois: anxiété, cauchemars et crise de panique, mesurée par des questions spécifiques à cette enquête.

Au cours des 12 derniers mois, le nombre de consultations auprès d'un généraliste ou d'un gynécologue n'est pas différent quelle que soit l'orientation sexuelle. Par contre, les femmes ayant eu des rapports homosexuels et, particulièrement, celles attirées par les femmes ont plus souvent consulté un spécialiste de la santé mentale: respectivement 14% et 18% au lieu de 7% des femmes attirées par les hommes, résultat en concordance avec la littérature (Bernhard, 2001; Roberts, 2001).

La fréquence des tentatives de suicide est plus beaucoup importante pour les femmes ayant eu des rapports homosexuels, aussi bien au cours des 12 derniers mois qu'au cours de la vie entière. Ainsi, un quart d'entre elles ont tenté de se suicider au cours de leur vie au lieu de 6% des femmes attirées uniquement par les hommes. Le risque de tentatives de suicide au cours de la vie est également plus élevé pour les femmes hétérosexuelles attirées par les femmes tandis que la différence ne s'observe pas pour les tentatives au cours des 12 derniers mois.

Tableau 8

État de santé selon l'attirance et les rapports homosexuels

	Femmes qui ont eu des rapports homosexuels	**Femmes hétérosexuelles attirées par les femmes**	**Femmes hétérosexuelles attirées uniquement par les hommes**		
	N=78	***N=160***	***N=6172***	***S1***	***S2***
Etat de santé perçue					
- très bon ou bon	83,4	75,0	79,1		
- moyen	13,3	18,5	16,5	ns	ns
- mauvais ou très mauvais	3,3	6,5	4,4		
Détresse psychologique*					
- faible	65,6	58,5	70,2		
- modérée	19,0	18,7	18,0	ns	p<0,001
- élevée	15,4	22,8	11,8		
Indice de stress**					
- faible	42,5	39,2	56,8		
- modéré	48,4	54,2	37,1	p<0,05	p<0,001
- élevé	9,1	6,6	6,1		
Consommation de psychotropes,12 derniers mois					
- jamais	66,9	63,8	77,1		
- occasionnelle	17,0	19,4	12,4	ns	p<0,001
- régulière	16,1	16,8	10,5		
Consultation auprès d'un généraliste, 12 derniers mois					
- aucune	20,7	13,4	17,5		
- 1 à 4	55,7	59,5	57,1	ns	ns
- 5 ou plus	23,6	27,1	25,4		
Consultation auprès d'un gynécologue, 12 derniers mois					
- aucune	35,6	29,1	30,8		
- 1 à 4	58,0	66,0	62,6	ns	ns
- 5 ou plus	6,4	4,8	6,6		
Consultation auprès d'un psychiatre, psychothérapeute, 12 derniers mois	13,5	22,0	7,0	p<0,05	p<0,001
Tentative de suicide					
- au cours des 12 derniers mois	7,5	0,6	0,3	p<0,001	ns
- au cours de la vie	25,2	13,9	6,4	p<0,001	p<0,001

* La détresse psychologique était mesurée à l'aide d'une échelle standardisée – le *General Health Questionnaire* – en 12 items; un niveau faible correspondait à 2 items positifs ou moins, un niveau modéré entre 3 et 5 items positifs et un niveau élevée à 6 items positifs ou plus.

** L'indice de stress est calculé à partir de la fréquence des trois symptômes suivants au cours des 12 derniers mois: cauchemars, état d'anxiété et crises de panique.

S1 indique la comparaison statistique entre le groupe des femmes qui ont eu des rapports sexuels avec des femmes et celui des femmes hétérosexuelles attirées uniquement par les hommes, 1ère et 3ème colonnes.

S2 indique la comparaison statistique entre le groupe des femmes attirées par les femmes et celui des femmes hétérosexuelles attirées uniquement par les hommes, 2ème et 3ème colonnes.

Cet excès de risque de tentatives de suicide est très significatif même si l'on prend en compte l'âge des femmes, leur niveau d'études, leur statut matrimonial et la taille de l'agglomération où elles résident (*tableau 9*). Une

part de cet excès de risque est expliquée par les violences qu'elle subissent: ainsi la prise en compte des agressions physiques ou sexuelles subies au cours des douze derniers mois réduit assez nettement les *odds ratios* de tentatives de suicides de l'année écoulée. Néanmoins, les violences ne sont pas explicatives de la totalité de cet excès de risque et, même parmi les femmes ne déclarant pas de violences, les tentatives de suicide sont plus fréquentes pour les femmes ayant des pratiques ou une attirance homosexuelles.

Tableau 9

Associations entre les tentatives de suicide et les pratiques et attirance sexuelles: *odds ratios* bruts et ajustés.

	Femmes qui ont eu des rapports homosexuels		**Femmes hétérosexuelles attirées par les femmes**		**Femmes hétérosexuelles attirées uniquement par les hommes**
Tentatives de suicide au cours des 12 derniers mois					
Bruts	25,2	(9,5-66,6)	1,8	(0,2-15,7)	1
Ajustement 1	23,0	(7,9-66,8)	2,2	(0,2-19,1)	1
Ajustement 2	11,5	(3,6-36,5)	1,6	(0,2-14,1)	1
Ajustement 3	6,4	(1,8-23,2)	1,2	(0,1-10,9)	1
Tentatives de suicide au cours de la vie					
Bruts	4,9	(2,9-8,4)	2,4	(1,5-3,8)	1
Ajustement 1	4,8	(2,8-8,4)	2,6	(1,6-4,3)	1
Ajustement 2	3,3	(1,8-5,9)	2,0	(1,2-3,3)	1
Ajustement 3	2,5	(1,4-4,6)	1,7	(1,0-2,8)	1

L'ajustement 1 inclut l'âge des femmes, leur niveau d'études, leur statut matrimonial et la taille de l'agglomération où elles résident.
L'ajustement 2 inclut, outre les variables de l'ajustement 1, le fait d'avoir subi des violences physiques ou sexuelles au cours des 12 derniers mois pour les tentatives de suicide des 12 derniers mois et le fait d'avoir subi des violences physiques ou sexuelles au cours de la vie pour les tentatives de suicide au cours de la vie.
L'ajustement 3 inclut, outre les variables de l'ajustement 2, l'usage de cannabis ou d'autres drogues au cours des 12 derniers mois pour les tentatives de suicide des 12 derniers mois et l'usage de cannabis ou d'autres drogues au cours de la vie en ce qui concerne les tentatives de suicide au cours de la vie.

De même, la prise en compte de la consommation de drogues illicites, au cours de la vie ou des douze derniers mois, ne permet pas d'expliquer ce risque plus élevé, même si elle le réduit. Ce risque accru de tentatives de suicide est rapporté par plusieurs auteurs (Hughes *et al*., 1997, Matthews *et al*., 2002), y compris chez les jeunes (Bontempo et D'Augelli, 2002, Fergusson *et al*., 1999). Toutefois, contrairement à nos données, Garofalo et coll. observent qu'après la prise en compte des violences subies et de la consommation de drogues illicites, le risque de tentatives de suicide au cours des douze derniers mois n'est pas significativement plus élevé pour les jeunes femmes homosexuelles que pour les hétérosexuelles, alors que la différence demeure importante pour les jeunes

hommes (Garofalo *et al*., 1999). De même, à partir d'un échantillon représentatif de la population âgée de 15 à 54 ans aux États-Unis, Gilman et coll. ne retrouvent pas un excès de risque significatif de tentative de suicide pour les femmes ayant eu des rapports homosexuels alors que la différence est plus importante et significative pour les hommes (Gilman *et al*., 2001). En Australie, Jorm et coll. montrent que des pensées et des actions suicidaires sont plus fréquentes parmi les personnes homosexuelles ou bisexuelles que parmi les hétérosexuelles; les résultats ne sont pas distingués selon le sexe (Jorm *et al*., 2002).

Globalement alors que plusieurs indicateurs de santé psychique (détresse psychologique, stress, consommation de psychotropes, consultation d'un psychiatre) montrent que les femmes attirées par les femmes témoignent un peu plus souvent d'un malaise psychologique que les femmes ayant eu des rapports homosexuels, ces dernières sont néanmoins plus nombreuses à tenter de mettre fin à leurs jours.

CONCLUSION

Cette étude a l'intérêt de montrer des résultats originaux, issus de données récentes sur un grand échantillon représentatif de femmes adultes en France. Le fait de considérer deux indicateurs "d'homosexualité", l'un concernant des attitudes ou des sentiments, l'autre des comportements, indicateurs pour lesquels on retrouve des tendances similaires, renforce la validité de nos résultats. En deçà des pratiques homosexuelles, le simple fait d'être attirées par des femmes et de le reconnaître dans une enquête de ce type est un élément qui, inscrit dans une organisation complexe des histoires de vie, est lié au fait, par exemple, d'avoir subi plus fréquemment certaines violences.

Néanmoins, la façon de définir l'homosexualité (comme l'hétérosexualité), ou ses différentes dimensions, reste partielle et sans doute floue. L'absence d'informations sur l'auto-identification, ainsi que l'impossibilité de prendre en compte de manière fine les différents temps de la vie amoureuse et sexuelle, leur imbrication et leur succession, limitent notre analyse. De plus, malgré la taille, pourtant importante, de l'échantillon, il ne nous est pas possible d'isoler un groupe de femmes, que nous pourrions qualifier de lesbiennes ou d'homosexuelles, sur la base de leurs comportements actuels.

Pourtant, ces femmes ayant eu des relations sexuelles avec des femmes ou même simplement attirées par des femmes tout en ayant eu uniquement des rapports hétérosexuels, se différencient sur un certain nombre de plans des femmes hétérosexuelles, uniquement attirées par les hommes. Elles se situent plutôt dans les catégories plus favorisées sur le plan social, vivant dans les grandes agglomérations. Plus souvent célibataires, elles ont eu une vie sexuelle plus diversifiée, commencée plus tôt, avec plus de partenaires. Leur sociabilité est aussi plus variée. Leur consommation de substances psychoactives, légales

ou illégales, est plus forte. Elles ont plus souvent fait une tentative de suicide, récemment ou non, qui signale un mal-être psychologique plus fréquent. L'ensemble de ces facteurs est surtout visible pour les femmes ayant eu des rapports homosexuels, les femmes attirées par les femmes se situant d'une certaine manière comme un groupe intermédiaire entre celles pour lesquelles l'homosexualité a été agie et celles dont l'hétérosexualité est affirmée dans les attirances comme dans les pratiques. On pourrait dire que les femmes qui ont eu des rapports homosexuels ont pu bénéficier d'une plus grande liberté, mais aussi que leurs choix les placent dans une forme de marginalité sociale ou du moins dans une situation, actuelle ou passée, moins normée, sujette à d'éventuelles stigmatisations ou discriminations. Les violences que les hommes exercent à l'encontre des femmes sont un des outils du contrôle social des femmes (Hanmer, 1977). On peut faire l'hypothèse que le contrôle social s'exerce de manière plus forte sur celles qui dérogent plus largement aux obligations faites à leur sexe, et que la conjugaison d'attitudes ou de comportements "déviants", dont l'échappée, même temporaire, hors de l'hétérosexualité est un élément, est alors sanctionnée par des violences plus fréquentes, tant dans la sphère publique que privée. Les violences seraient une tentative de remise au pas. On peut aussi penser que la perception des violences subies est plus aiguë chez des femmes qui adhèrent moins aux normes liées à leur statut social de femmes. Ainsi, elles pourraient être plus conscientes du fait qu'il s'agit bien de violences, de l'inacceptable de ces agressions, et ainsi pourraient en parler dans le cadre de l'enquête.

Il faut souligner que les liens décrits dans cet article ne constituent pas des causalités, mais bien des co-occurrences, dont le sens n'est pas déterminé. Ce n'est pas "l'homosexualité "des femmes en soi qui entraînerait d'avoir subi plus de violences, pas plus d'ailleurs qu'aucune autre caractéristique d'un groupe donné. Ce sont les agresseurs, soutenus par une structure sociale qui organise les rapports entre les sexes, dont les hommes comme groupe tirent bénéfice, qui sont la cause première de la violence qu'ils agissent. Mais certaines situations, qui conjuguent indépendance et stigmatisation, autonomie et vulnérabilité, peuvent placer les femmes qui les occupent dans une position d'avoir à faire face à la brutalité du rappel à l'ordre.

Il est important de développer et d'approfondir les connaissances sur ce sujet, ce qui signifie aussi recueillir des données empiriques. Pour ce faire, il est nécessaire de mettre en place des programmes spécifiques de recherche et aussi de poser l'ensemble des questions sur l'orientation sexuelle dans les grandes enquêtes sociologiques et épidémiologiques, en France. De plus, des travaux qualitatifs permettraient d'éclairer et de mieux comprendre les liaisons observées. Par ailleurs, ces résultats attirent aussi l'attention sur des moyens de prévention à mettre en œuvre, compte tenu des risques observés en ce qui concerne les violences et les tentatives de suicide. En ce sens, il est nécessaire de développer l'information et la sensibilisation des professionnels de santé,

souvent ignorants ou aveugles, comme bon nombre de chercheurs, aux questions de l'orientation sexuelle.

Références bibliographiques

AARON D.J., MARKOVIC N., DANIELSON M.E., *et al.* (2001) Behavioral risk factors for disease and preventive health practices among lesbians. *American Journal of Public Health* 91: 6, 972-975.

BELL A.P. & WEINBERG M.S. (1980) *Homosexualités*. Paris: Albin Michel.

BERNHARD L.A. (2001) Lesbian health and health care. *Annual Review of Nursing Research* 19, 145-77.

BONTEMPO D.E., D'AUGELLI A.R. (2002) Effects of at-school victimization and sexual orientation on lesbian, gay, or bisexual youths' health risk behavior. *Journal of Adolescent Health* 30: 5, 364-374.

BOZON M. (1993) L'entrée dans la sexualité: le premier rapport et ses suites. Du calendrier aux attitudes. *Population* 5, 1317-1352.

BRAND P.A., KIDD A.H. (1986) Frequency of physical aggression in heterosexual and female homosexual dyads. *Psychological Report* 59: 3, 1307al-1313.

BURKE L.K., FOLLINGSTAD D.R. (1999) Violence in lesbian and gay relationships: theory, prevalence, and correlational factors. *Clinical Psychology Review* 19: 5, 487-512.

CAVAILHES J., DUTEY P., BACH-IGNASSE G. (1984) *Rapport Gai: enquête sur les modes de vie homosexuels*. Paris: Personna.

DIAMANT A.L., SCHUSTER M.A., MCGUIGAN K., *et al.* (1999) Lesbians' sexual history with men: implications for taking a sexual history. *Archives of Internal Medicine* 159: 22, 2730-6.

DIAMANT A.L., WOLD C., SPRITZER K., *et al.* (2000) Health behaviors, health status, and access to and use of health care: a population-based study of lesbian, bisexual, and heterosexual women. *Archives of Family Medicine* 9:10, 1043-51.

FERGUSSON D.M., HORWOOD L.J., BEAUTRAIS A.L. (1999) Is sexual orientation related to mental health problems and suicidality in young people? *Archives of General Psychiatry* 56:10, 876-80.

GAGNON J.H. (1990) Gender preference in erotic relations: the Kinsey scale and sexual scripts. MCWHIRTER, SANDERS, REINISCH, dir. *Homosexuality/ Heterosexuality: Concepts of Sexual Orientation*. New York: Oxford University Press, 177-207.

GAGNON J.H., SIMON W. (1973) *Sexual Conduct: The Social Sources of Human Sexuality*. Chicago: Aldine Pub. Co.

GAROFALO R., WOLF R.C., WISSOW L.S., *et al.* (1999) Sexual orientation and risk of suicide attempts among a representative sample of youth. *Archives of Pediatrics & Adolescent Medicine* 153: 5, 487-93.

GILMAN S.E., COCHRAN S.D., MAYS V.M., *et al.* (2001) Risk of psychiatric disorders among individuals reporting same-sex sexual partners in the National Comorbidity Survey. *American Journal of Public Health* 91: 6, 933-9.

GRUSKIN E.P., HART S., GORDON N., *et al. (*2001) Patterns of cigarette smoking and alcohol use among lesbians and bisexual women enrolled in a large health maintenance organization. *American Journal of Public Health* 91: 6, 976-9.

HANMER J. (1977) Violence et contrôle social des femmes. *Questions féministes* 1, 69-88.

HUGHES T.L., POLLINGER HAAS A., AVERY L. (1997) Lesbians and mental health: preliminary results from the Chicago women's health survey. *Journal of Gay and Lesbian Medical Association* 1: 3, 137-148.

JASPARD M., BROWN E., CONDON S., *et al.* (2003) *Les violences envers les femmes en France: une enquête nationale.* Paris: La Documentation Française.

JORM A.F., KORTEN A.E., RODGERS B., *et al.* (2002) Sexual orientation and mental health: results from a community survey of young and middle-aged adults. *British Journal of Psychiatry* 180, 423-7.

LAGRANGE H., LHOMOND B., dir. (1997) *L'entrée dans la sexualité: le comportement des jeunes dans le contexte du sida.* Paris: La Découverte.

LAUMANN E.O., GAGNON J.H., MICHAEL R.T., *et al. (*1994) *The Social Organization of Sexuality: Sexual Practices in the United States*. Chicago: University of Chicago Press.

LESBEN INFORMATIONS UND BERATUNGSTELLE EV. (2001) *First European Symposium. Violence against Lesbians*. Berlin: Queer Verlag.

LHOMOND B. (1993) Les enquêtes sur les comportements sexuels, de Kinsey au Rapport Gai. POLLAK M., MENDES LEITÉ R., VAN DEM BORGHE J., dir. (1991) *Actes du colloque Homosexualités et sida*. Lille: *Cahiers Gai Kitsch Camp*, 41-51. Republié dans *Sociétés* 39, 29-35.

LHOMOND B., MICHAELS S. (2000) Homosexualité/hétérosexualité: les enquêtes sur les comportements sexuels en France et aux USA. *Journal des anthropologues* 82-83, 91-112.

MATTHEWS A.K., HUGHES T.L., JOHNSON T., *et al.* (2002) Prediction of depressive distress in a community sample of women: the role of sexual orientation. *American Journal of Public Health* 92: 7, 1131-9.

MCKIRNAN D.J., PETERSON P.L. (1989) Alcohol and drug use among homosexual men and women: epidemiology and population characteristics. *Addictive Behaviors* 14: 5, 545-53.

ROBERTS S.J. (2001) Lesbian health research: a review and recommendations for future research. *Health Care for Women International* 22: 6, 537-52.

ROBERTS S.J., SORENSEN L. (1999) Prevalence of childhood sexual abuse and related sequelae in a lesbian population. *Journal of Gay and Lesbian Medical Association* 3: 1, 11-19.

RYAN H., WORTLEY P.M., EASTON A., *et al.* (2001) Smoking among lesbians, gays, and bisexuals: a review of the literature. *American Journal of Preventive Medicine* 21: 2, 142-9.

SANDFORT T. (1998) Homosexual and bisexual behavior in European countries. HUBERT M., BAJOS N., SANFORT T., eds. *Sexual Behavior and HIV/AIDS in Europe: Comparisons of National Surveys.* London: UCL Press, 68-105.

SPIRA A., BAJOS N., ET LE GROUPE ACSF. (1993) *Les comportements sexuels en France: rapport au Ministre de la recherche et de l'espace*. Paris: La Documentation Française.

VALANIS B.G., BOWEN D.J., BASSFORD T., *et al.* (2000) Sexual orientation and health: comparisons in the women's health initiative sample. *Archives of Family Medicine* 9: 9, 843-53.

Débat

Elsa Dorlin

Dans tes entretiens, as-tu entendu des femmes qui disaient ne pas avoir peur et pourquoi ? Qui étaient-elles et qu'est-ce qu'elles faisaient pour ne pas avoir peur, etc. ?

Marylène Lieber

Les femmes qui disent qu'elles n'ont pas peur, en général c'est parce qu'elles connaissent bien un lieu ou qu'elles connaissent bien leur quartier, par exemple. Et donc, en fait, c'est une question de connaissance, ce sont celles qui sortent le plus qui disent le moins avoir peur. Mais en même temps, toutes ces femmes disent quand même ce que je disais tout à l'heure, c'est-à-dire: "oui, mais je prends les précautions d'usage"; "quand même, c'est évident qu'une femme ne fait pas ceci ou ne fait pas cela". Donc c'est assez paradoxal: en même temps elles disent qu'elles n'ont pas peur, mais elles ont complètement intégré les stratégies qui révèlent que l'espace public n'est pas complètement libre pour les femmes.

Françoise Picq

Je voudrais demander une précision sur la façon de lire les pourcentages. Par exemple les chiffres sur les catégories socioprofessionnelles (CSP), sont-ils rapportés au nombre total d'agressions ou est-ce un pourcentage d'agression dans chaque CSP?

Florence Maillochon

Oui. Ça Par exemple, parmi les artisanes/commerçantes et chefs d'entreprises, il y en a 2,6% qui ont été agressées alors que dans l'ensemble de la population, il n'y en a que 1,5%. Donc ça veut dire que les femmes de cette catégorie socioprofessionnelle sont plus souvent agressées physiquement que la moyenne des femmes.

Muriel Andriocci

On a vu que la majorité des violences faites aux femmes était le fait d'hommes, mais les violences entre femmes existent aussi et je voulais savoir si vous aviez des informations là-dessus. Se déroulent-elles plutôt dans l'espace privé ou plutôt dans l'espace public? Avez-vous des données sur ce point?

Florence Maillochon

Oui et non, en fait. Là, je ne parle que des violences dans l'espace public, donc les femmes qui sont agressées par des femmes ont subi surtout des insultes et puis après, il suffit de reprendre le tableau 2 qui présente les violences commises par les hommes. Si vous faites le complémentaire à 100%, vous avez

le pourcentage de femmes qui ont été agressées par d'autres femmes. Donc pour les insultes, il y a à peu près 25% de femmes agressées par des femmes, pour les brutalités physiques, 20% et pour les menaces avec une arme, 15%, etc. En revanche, pour tout ce qui est des atteintes sexuelles, vous voyez que ce sont surtout des hommes. Je ne réponds ici qu'au titre de l'espace public, mais nous avons ce genre d'information sur les autres espaces. De fait, il y a peu de femmes dans cette enquête qui ont été agressées par d'autres femmes. Il faudrait en parler avec les autres membres de l'équipe ou lire l'excellent ouvrage qui va sortir.

Christelle Hamel

Je suis parfaitement d'accord sur tout ce que tu dis, Marylène, concernant l'usage politique qui a été fait de la dénonciation des violences envers les femmes dans les banlieues ces derniers temps. Et tu as raison de dire que les jeunes issus de l'immigration, et notamment de l'immigration maghrébine, ont été présentés comme la nouvelle figure du violeur en France aujourd'hui, alors que les données de l'enquête ENVEFF nous permettent vraiment de montrer qu'on ne peut tenir un tel propos. Sur la question des viols collectifs, l'enquête montre que les faits de viols collectifs ne concernent que 6% des femmes violées. Donc là, il y a vraiment quelque chose contre quoi il faut lutter. On voit clairement qu'aujourd'hui en France la rhétorique raciste se sert de la question des violences pour stigmatiser un groupe social qui l'est déjà. Et par exemple, j'ai cherché sur Internet ce qui pouvait se dire sur les viols collectifs et je suis tombée sur des sites de mouvements d'extrême droite qui présentent les viols collectifs comme des viols racistes anti-blancs, commis par les enfants d'immigrés sur des jeunes femmes françaises. Il y a donc vraiment une nécessité de lutter à la fois contre le racisme et contre le sexisme, mais il faut impérativement le faire en même temps. Sinon, compte tenu du contexte anti-arabe actuel, on donne du grain à moudre aux rhétoriques racistes et je ne suis pas certaine que la répression des violences sexistes avance mieux.

De plus, il y a dans l'enquête ENVEFF et dans d'autres enquêtes, des éléments qui montrent que les femmes immigrées et issues de l'immigration sont plus confrontées que les autres aux questions de violences. Pour ce qui est des violences conjugales, la variable religion a été prise en compte et il s'avère que les femmes qui évoluent dans un environnement familial où la religion est importante sont plus souvent victimes de violences. Or, les femmes musulmanes déclarent plus souvent être dans un environnement où la religion est importante ou très importante que les autres femmes. Ensuite, l'enquête montre aussi, vous me rectifiez si je dis des erreurs parce que je n'ai plus les chiffres exacts en tête. Pour ce qui est du chômage, le fait d'être au chômage fait légèrement augmenter la fréquence des violences conjugales. Et quand on regarde un peu ce qu'il en est des enquêtes sur les discriminations racistes et l'emploi, on s'aperçoit que les femmes immigrées et issues de l'immigration, ainsi que les hommes, sont

beaucoup plus souvent au chômage que les autres. Par exemple, l'enquête de Michèle Tribalat (*Faire France, les immigrés et leurs enfants*, publiée en 1995), montre que parmi les jeunes âgés de 19 à 29 ans, possédant un CAP ou un BEP, dont les parents sont de nationalité algérienne, 39% des garçons sont au chômage contre 10% des garçons dont les parents ont la nationalité française. Et pour les filles, ces chiffres sont respectivement de 36% pour les filles dont un ou deux parents sont algériens, et de 20% pour les filles dont les parents sont de nationalité française. Donc, ces personnes sont plus souvent confrontées au chômage que les autres.

Et puis, au niveau géographique les violences sont plus fréquentes dans les zones urbaines et la population immigrée et issue de l'immigration en France est essentiellement concentrée dans les zones urbaines et très peu dans les zones rurales. Donc je pense qu'on a quand même des éléments qui permettent de nuancer les choses, de dire que ces femmes sont plus souvent confrontées à des violences, sans pour autant rapporter cela à l'origine culturelle des personnes mais plutôt à leur position sociale dans les rapports sociaux de classe et de race dans la société française. Cela montre que le racisme et les discriminations racistes induisent sans doute des violences plus fréquentes pour ces femmes.

Juste une dernière chose. Hier j'étais à un débat sur la mixité à Mantes-la-Jolie et il y avait une femme de la Marche des quartiers. Et je voudrais dire combien elles sont accusées de trahir les gens des cités en général, comment elles sont accusées d'être "à la solde du pouvoir des blancs". C'est ce qui a été dit hier, et je pense qu'il faut qu'on les soutienne. Là, il y a un véritable enjeu pour le féminisme, à mon sens. Je pense que toutes les données qui ont été présentées doivent permettre de les soutenir, parce que vraiment c'était d'une violence inouïe.

Marylène Lieber

Oui, tu as absolument raison et je vais tout à fait dans ton sens. Le thème de mon intervention concernait seulement l'instrumentalisation qui en était faite et je n'ai pas de données ou quoi que ce soit pour pouvoir documenter les violences faites aux femmes dans les "quartiers"; par exemple je n'ai pas interviewé moi-même des femmes ou des jeunes femmes qui habitent dans les cités. J'aurais peut-être dû le dire tout à l'heure. Comme je me suis restreinte à la question des violences dans l'espace public et de la peur des violences dans l'espace public, il y a tout le volet des violences domestiques qui disparaît, à tort ou à raison, je ne sais pas. Mais en fait, l'important, me semblait-il, était de montrer comment l'idéologie raciste (je n'ai pas utilisé ce terme-là mais c'est ce que je pense) évolue en se basant sur les rapports sociaux de sexe ou en dénonçant les discrimination sexistes.

Ce qui est dommage en revanche, c'est que, dans l'enquête ENVEFF, il semblerait qu'on n'ait pas de données non plus concernant les agresseurs, concernant leur provenance culturelle, ethnique. En français, on ne sait jamais

comment dire parce que parler de rapports sociaux de races c'est aussi gênant mais, enfin, je me permets de l'utiliser au sens américain du terme.

Annik Houel

J'étais aussi dans l'enquête ENVEFF. Donc pour intervenir dans ce débat sans savoir si on peut parler en termes de rapports sociaux de races ou non, il y a l'aspect religion, je dirais, qui est peut être une façon d'attaquer le problème pour essayer de dégager en touche. Donc l'aspect religion, dans l'enquête ENVEFF, vous me corrigerez sur les chiffres parce que je ne les ai pas, mais du côté des femmes, quand elles déclarent être très pratiquantes d'une religion quelconque, qu'importe de savoir si on est catholique ou musulmane, en tout cas quand on croit à une religion, quand on dit croire à une religion, quand on est une femme, on déclare plus de violence. On peut faire l'hypothèse, ce qu'on en concluait dans l'ENVEFF, c'est que du coup, elles sont prises dans des stéréotypes, qui font que peut-être leur niveau de tolérance aux violences masculines est plus élevé que pour des moins pratiquantes. Du côté hommes, ils sont dans les mêmes stéréotypes de sexe, donc éventuellement plus violents.

Marie-Josèphe Saurel

Je voudrais revenir sur l'intervention sur les jeunes. Je suis très sensible aux jeunes femmes et aux jeunes hommes qui vivent dans des quartiers difficiles. Dans l'enquête ENVEFF, nous n'avions pas beaucoup d'informations sur les agresseurs. Mais vous comprenez bien que dans une enquête de ce format-là, on ne peut pas avoir tout ce qu'on voudrait et c'est bien la frustration collective que l'on vit en ce moment. C'est pourquoi il faut en parler et en débattre.

On ne peut pas répondre directement à ce qu'Annik Houel introduisait tout de suite. Mais on a quand même, les unes et les autres, de nombreuses données théoriques dans la tête et on sait bien que les groupes se retrouvent homogènes à un certain moment. Je crois que l'enquête montre bien que dans ces groupes homogènes à un certain moment, ce sont quand même les femmes et particulièrement les jeunes femmes – je suis très attachée au problème des femmes au-delà de 60 ans, parce qu'en termes de santé publique c'est très important, mais on ne les avait pas dans l'enquête – qui sont victimes de violences et que ces violences sont très, très majoritairement commises par des hommes, quel que soit leur âge. C'est ça la synthèse.

Marylène Lieber

Vous n'avez pas parlé des agresseurs. Est-ce que vous avez traité ces données? Est-ce que vous pouvez en parler rapidement?

Nadja Ringart

Je n'ai pas participé à l'enquête ENVEFF, mais je travaille depuis vingt ans dans les banlieues, en particulier dans les quartiers qu'on appelle "en difficulté" ou "sensibles" (il serait d'ailleurs intéressant d'analyser comment leur appellation évolue). Je pense que nous devrions faire collectivement l'analyse de ce qui a évolué dans ce pays en une vingtaine d'années et le faire avec des outils rigoureux et non pas avec une volonté de démonstration idéologique. Depuis ce matin, il me semble que vous avez oublié qu'en sociologie nous avons à notre disposition la notion de culture. Les cultures évoluent toutes mais elles ne le font pas au même rythme. Nous ne pouvons ni ne voulons parler de race, mais en tant que chercheuses et féministes, nous devons admettre qu'il y a des différences culturelles qui ont des conséquences importantes sur beaucoup de domaines de la vie quotidienne et tout particulièrement sur le sort fait aux femmes.

Nous serions bien avisées d'analyser la situation faite aux femmes en termes de cultures, c'est-à-dire ni en termes de races, ni en termes de religion. Depuis une dizaine d'années le phénomène religieux a pris une place énorme dans les discours et dans les attitudes mais nous devons être attentives à laisser la sphère religieuse à sa place, c'est-à-dire celle d'une idéologie venue se superposer à des cultures préexistantes, venue les justifier et les renforcer. Quand il s'agit du débat sur le voile on parle surtout de la laïcité et pas suffisamment du fait qu'il s'agit, derrière la question religieuse, du statut assigné traditionnellement aux femmes. Quand on parle de la laïcité, on parle de la croix, de la kippa et du foulard et on oublie que ce n'est pas la même chose: garçons et filles peuvent porter une croix alors que le voile symbolise l'assignation des femmes a une certaine place. Nous avons lutté contre les discriminations raciales et nous luttons encore; il ne faut pas que cela nous empêche de voir que nous avons affaire à des cultures qui imposent un statut inférieur aux femmes. Et ce n'est pas raciste de le dire. Le statut des femmes est particulièrement bas dans certaines cultures. L'endogamie ou l'exogamie ont aussi des conséquences sur l'intégration des différentes populations accueillies. Ne pas oser dire que les cultures se définissent de façon centrale par la place particulière qu'elles réservent aux femmes, c'est s'interdire de comprendre l'évolution des sociétés. Toutes les cultures ont assigné les femmes a un statut inférieur mais la société française, qui est la société d'accueil, a évolué sur ce plan. Beaucoup de choses ont changé. Les hommes n'élèvent pas leurs enfants comme ils les élevaient il y a vingt ans, beaucoup de papas s'occupent des bébés (*réactions dans la salle*). Mais bien sûr que si, les choses ont changé, surtout dans les jeunes générations: il y a, par exemple, davantage de communication entre les pères et les enfants. Alors que dans d'autres cultures, dans lesquelles on impose aux femmes une place particulièrement défavorisée, les pères n'ont pas même l'habitude de parler avec les enfants. On pourrait discuter longuement de l'éducation et de son évolution, ce n'est qu'un exemple de différences

culturelles qu'il ne faut pas nier, si on ne veut pas s'interdire de comprendre ce qui est à l'œuvre dans certaines formes de violence à l'encontre des femmes. Je voudrais qu'on aborde vraiment les problèmes de front sans penser qu'il ne s'agit que de stéréotypes. Alors oui, il faut aller sur le terrain et il faut écouter. Les jeunes femmes dont il était question à l'instant, celles qui se font attaquer dans les réunions publiques, on leur dit: "Vous discriminez les cités et les garçons. Non seulement on était considérés comme des voleurs, mais maintenant, à cause de vous on est traités de violeurs." C'est vrai qu'elles subissent ces critiques, mais il faut dire aussi comment elles réagissent. Elles regardent les garçons qui leurs font ces reproches droit dans les yeux et elles leur disent: "Mais tu sais bien que c'est vrai, que je dis la vérité!" Voilà ce qui se passe dans les débats. Il faut reconnaître les problèmes. Si ce ne sont pas les féministes qui disent: "Attention, il y a de l'insécurité, pour les femmes et en particulier pour les jeunes femmes, ce n'est pas seulement un sentiment d'insécurité, l'insécurité existe et elle a augmenté de façon effrayante dans certaines cités", qui va le dire? Si ce ne sont pas les féministes qui dénoncent, par exemple, la violence destructrice des rumeurs contre beaucoup de jeunes femmes des quartiers les plus défavorisés ou encore les mariages forcés et leur recrudescence, qui va le faire? Qui, si ce n'est pas nous? Ça s'est aggravé dans certains quartiers plus encore que dans d'autres. Pourquoi? Si on n'attaque pas ce problème de front, qui va le faire? Et pourquoi est-ce qu'on le ne fait pas? Qu'est-ce qui est en jeu dans notre discours contre les discriminations pour que nous n'ayons pas vu ou pas voulu voir l'évolution de ces dernières années? C'est plutôt le débat prévu pour cet après-midi, mais je voudrais qu'on le reprenne en essayant de ne pas avoir un discours simplement dirigé contre les médias et qu'on aborde les questions de front et sans tabou.

Brigitte Lhomond

Oui, nous sommes allées un petit peu vite dans les présentations. On ne peut pas avoir des éléments sur les agresseurs de manière aussi détaillée que sur les femmes interrogées dans un échantillon de près de 7 000 femmes. Si on regarde, par exemple, les violences dans les douze derniers mois, on se rend compte en examinant les cadres de vie dans lesquels ces violences ont eu lieu que les agressions physiques dans l'espace public, ne sont pas significativement différentes selon l'orientation sexuelle, contrairement aux atteintes sexuelles. Par contre, dans le cadre du travail, pour les agressions physiques comme pour les avances sexuelles non désirées, les femmes qui déclarent avoir eu des partenaires femmes au cours de leur vie ont plus souvent que les autres femmes été agressées. Dans le cadre du couple, toujours dans les douze derniers mois, les femmes qui ont eu des rapports homosexuels subissent plus d'agressions physiques, 12% au lieu de 2%. Et les agressions sexuelles sont aussi plus élevées. On retrouve le même phénomène quand on analyse les violences au cours de la vie: dans les espaces publics et dans le couple il y a une sur-

représentation, parmi les femmes victimes de violences des femmes, qui ont déclaré des rapports homosexuels.

Dans le cas des agressions sexuelles subies avant quinze ans, qui sont majoritairement des attouchements commis sur de très jeunes filles par des hommes de la famille ou proches, les femmes ayant eu des rapports homosexuels n'en sont pas plus victimes que les autres femmes. Par contre, il y a une sur-représentation des femmes qui déclarent une attirance pour les femmes. Ce sont des premiers résultats. Je pense qu'il va falloir approfondir l'analyse pour mieux comprendre ces différences.

Nos données ne valident pas la vulgate qui serait: "On a des relations sexuelles avec une femme parce qu'on a été maltraitée sexuellement par un homme, donc du coup on n'aime pas les hommes". D'autre part, une des choses qui me semble importante quand on regarde les éléments exposés dans les contextes du couple et de l'espace public, deux des lieux les plus importants pour les agressions sexuelles, c'est d'insister sur le fait que chez ces femmes qui ont eu des rapports homosexuels, qui sont à la fois dans une situation éventuellement plus autonome mais aussi dans une situation de plus grande discrimination, la violence des hommes est très présente. L'expression du contrôle social est l'expression de la remise au pas des femmes. La violence est là un outil et je pense que ça l'est d'une manière générale. C'est ce que Jalna Hanmer a développé dès la fin des années 60. Ce sous-groupe de femmes, défini par les indicateurs d'orientation sexuelle, mais aussi particulier dans l'ensemble des éléments de leur mode de vie, comme leur consommation de drogues illégales, sont dans des situations où elles dévient des normes attendues socialement, et elles sont de ce fait soumises à un beaucoup plus grand risque de remise au pas.

Hélène Rouch

Je ne suis pas sociologue et ma question va sans doute vous sembler primaire. J'ai vu que la première catégorie disait sur-consommer de l'alcool, du tabac, pas des psychotropes, à moins que je ne me sois trompée, ni des visites aux psychiatres, ce qui, de ce que je peux en connaître, m'a un peu étonnée. Mais ma question est celle-ci: est-ce que ces femmes ne disent pas davantage la "vérité" sur leur consommation d'alcool, de tabac, surtout d'alcool, que les femmes de la troisième catégorie, totalement dans la norme, qui savent bien que, surtout si elles sont jeunes mères, ce n'est pas bien de consommer de l'alcool et de fumer, et qui auraient donc plus ou moins volontairement tendance à sous-estimer leur consommation?

Un deuxième point sur les attouchements sexuels de la part de proches et moins proches. Je me demande si les femmes de la première catégorie qui, parce qu'elles ont moins intériorisé et accepté la norme de l'hétérosexualité que celles de la troisième catégorie, ne reconnaissent pas plus facilement la réalité de ces attouchements sexuels, quitte d'ailleurs à l'exagérer; surtout quand ils sont

produits dans la famille, pour quelqu'une qui a intégré complètement la norme hétérosexuelle et ce qui va avec: c'est perturbant, ça fait tache, on peut essayer, et réussir, à oublier. Donc de ce côté-là aussi n'a-t-on pas des renseignements plus proches de la réalité dans la 1ère catégorie que dans la deuxième ou troisième? Comment faites-vous pour évaluer les sur- et sous-estimations dans les déclarations qui sont faites?

Brigitte Lhomond

Je vais répondre sur le deuxième point. Je laisserai la parole à Marie-Jo Saurel sur le premier. Certains éléments, comme le nombre de partenaires sexuels et le nombre d'unions de plus de six mois augmentent le risque de violence au cours de la vie pour toutes les femmes. Ce ne sont pas des éléments en général sur-déclarés dans les enquêtes. Ces femmes qui ont eu des rapports homosexuels cumulent plusieurs facteurs. Leur situation sociale, l'ensemble des éléments socio-démographiques qu'on a vus, facilite sans doute le fait qu'elles disent un certain nombre de choses lors de l'entretien, voire qu'elles reconnaissent comme violences des choses qui, pour d'autres, sont éventuellement pensées comme un "destin" ou quelque chose d'inévitable. C'est une hypothèse qu'on ne peut pas ne pas faire. Je pense néanmoins que ce n'est pas suffisant pour expliquer les écarts de pourcentage et le fait qu'on les retrouve sur un très grand nombre d'indicateurs. Par exemple, les agressions sexuelles avant quinze ans sont un des cas où il n'y a pas de sur-représentation des femmes qui ont des rapports homosexuels, donc pas d'effet possible de sur-déclaration. Pour ces femmes, ce sont les agressions sexuelles à l'âge adulte, c'est-à-dire après dix-huit ans, qui sont plus fréquentes que pour les femmes hétérosexuelles.

Marie-Josèphe Saurel

Oui, je suis d'accord. Sur l'alcool ou de manière générale les consommations de tabac, d'alcool, de médicaments, on complexifie chaque fois les discussions, les hypothèses, et donc les réponses. Parlons plutôt alcool et tabac puisqu'on a commencé ainsi. La première réponse c'est qu'à partir du moment où on a une enquête de ce type-là, toutes les femmes interrogées sont à égalité dans la modalité d'interrogation. C'est-à-dire que les trois colonnes (*référence à la présentation*) et les femmes qui composent les trois colonnes ont reçu les mêmes questions et donc ce que vous soulevez comme problème c'est comment elles les ont entendues et comment, du coup, elles ont été armées pour y répondre par tout ce qui s'est passé avant qu'on les interroge.

Pour la consommation de tabac et la consommation d'alcool, les épidémiologistes qui s'intéressent à ces questions savent bien à quel point il est difficile d'avoir des informations valides sur ces consommations. Mais il y a l'expérience antérieure sur quels outils il faut développer, quels questionnaires il faut passer, comment il faut les passer, par téléphone, face à face, par la poste.

Mais il y a eu du travail de nombreux groupes différents avant d'arriver à ce questionnaire ENVEFF. Les trois questions qu'on a présentées ce matin pour l'alcool, "boire beaucoup à l'occasion d'une fête", "boire beaucoup à l'occasion de moments difficiles", il est évident que ces deux comportements, pour un psychiatre, ne veulent pas dire du tout la même chose,. "Avoir ressenti le besoin de diminuer sa consommation d'alcool", ça ne veut pas dire non plus la même chose par rapport à ce qu'on sait, ce qu'on ressent vis-à-vis de l'alcool. Il est intéressant pour nous de montrer qu'avec des modalités différentes de poser des questions, de contourner cette difficulté, on a des différences entre les trois groupes qui sont importantes, significatives et qui sont concordantes.

Alors comment les comprendre et les interpréter? C'est une autre paire de manches. On peut répondre pour l'analyse statistique qui a été faite jusqu'à présent, qu'en prenant en compte ce qu'on sait être le plus associé aux différentes formes de consommations d'alcool et si on disposait de l'information dans l'enquête, même si on le prend en compte, il reste alors des sur-déclarations de consommation d'alcool importantes pour les femmes qui ont eu des rapports homosexuels et aussi pour les femmes attirées par les femmes. L'amplitude de la différence est très forte.

Brigitte Lhomond

Il faut rajouter que les quelques enquêtes, (parce qu'il commence quand même à y en avoir, majoritairement nord-américaines) qui interrogent soit des échantillons de lesbiennes, soit des échantillons plus ou moins représentatifs de femmes et qui essayent de comparer des groupes selon l'orientation sexuelle, présentent des résultats sur ces questions proches de ceux de l'enquête ENVEFF.

Elsa Dorlin

Je voudrais revenir sur les stratégies d'appropriation de l'espace public dont on n'a pas beaucoup parlé et notamment sur les stratégies d'appropriation collective de cet espace public: je pense, par exemple, à des expériences de manifs de nuit menées par des groupes de femmes au Canada. Il me semble intéressant qu'elles travaillent sur la nuit, sur l'éclairage, sur les parkings etc., alors qu'au fond, quand on regarde les chiffres, on s'aperçoit que ce ne sont pas ces endroits qui sont les plus dangereux Ce sont ceux qui nous font peur, mais ce n'est pas là où on est le plus agressé-es. Comment pourrait-on penser d'autres stratégies qui pourraient être à la fois des stratégies ou des techniques de gestion de la peur, mais aussi des actions collectives sur la réappropriation de ces multiples espaces publics (et pas forcément ceux caractéristiques de la nuit, comme les parkings)?

Marylène Lieber

En effet, en tout cas au Canada, ont été initiées des marches dites exploratoires. Ça avait commencé dans les années 80, parce qu'il y avait eu plusieurs viols dans le métro de Toronto (et avant, il y avait eu des actions comme "Take back the night" aux États-Unis, etc.). Et donc des femmes féministes ont créé une association qui s'appelle METRAC et leur idée était de faire en sorte que les femmes interviennent dans l'environnement urbain, c'est-à-dire faire de petits groupes qui se promènent et qui commencent à dire: "Bon, tel endroit c'est pas rassurant parce qu'il y a des recoins, il y a quelqu'un qui peut se cacher; moi je ne passe jamais par là parce qu'après une certaine heure je trouve que c'est complètement angoissant parce qu'il n'y a personne". Et donc, elles ont fait des rapports qu'elles ont envoyés à la municipalité, etc. Et elles ont réussi à avoir relativement gain de cause parce que dans certains réaménagements du territoire, réaménagements du métro, etc., elles ont eu leur mot à dire. Ensuite ça a été repris très largement à Montréal, dans les années 90, où un groupe qui s'appelle CAFSU (Comité d'Action pour les Femmes et la Sécurité Urbaine) pose ces questions.

Elles disent qu'il y a un décalage complet, comme je le disais tout à l'heure, entre la peur des agressions et la réalité des agressions. En tous les cas, ce qui est quand même intéressant, c'est leur idée de dire: "il faut que les femmes s'approprient l'espace public". C'est aussi en connaissant l'espace public qu'elles se rendent compte qu'elles peuvent faire des choses qu'elles ne feraient pas, parce qu'il y a quand même une certaine idéologie qu'on nous ressasse et qui permet simplement de reconstruire le fait que les femmes devraient être à la maison et que les hommes peuvent aller dehors, etc. Et donc c'est sur ça qu'elles misent.

Maintenant, à Paris, elles ont essayé de le mettre en place l'année passée et ça n'a absolument pas marché. Ça a été considéré comme un petit outil, un gadget des féministes parce que, selon les personnes chargées de fixer les priorités, il n'y avait pas vraiment de problèmes, l'espace public est neutre et ces questions féministes-là ne sont pas extrêmement intéressantes. Je pense quand même que ces marches exploratoires à Montréal, pour les avoir faites, sont un bon outil. C'est extrêmement intéressant de voir ces femmes qui ne sortent pas d'habitude, sortir et dire ce qu'elles ont à dire. Mais ce n'est pas suffisant. Il y a beaucoup d'entraves : ce n'est pas parce qu'elles ont fait un rapport qu'elles ont envoyé à la municipalité que ça va être pris en compte directement. Néanmoins il y a eu des aménagements du territoire, notamment pour les stations de métro. Des actions qui ont été menées: maintenant le bus s'arrête entre deux arrêts après une certaine heure pour permettre aux femmes de rentrer plus près de chez elles ou par un lieu qui est plus agréable; il y a une réflexion aussi sur le fait qu'il faut savoir où on est, donc peut-être faire en sorte que les noms des rues soient bien notés, bien clairs, etc.

C'est parti de ça, elles en ont fait dans les années 90. Maintenant elles font ces marches exploratoires, par groupes beaucoup plus petits, cinq ou six femmes. Ce qui est intéressant c'est que c'est aussi dans une idée de participation démocratique, c'est-à-dire qu'il y a un policier qui vient, il y a normalement quelqu'un de la municipalité, (ce qui après dans les pratiques n'est pas toujours le cas) et donc ça permet aussi à ces femmes de participer à l'espace public au sens plus "habermasien" du terme aussi, c'est-à-dire d'avoir des incidences sur les politiques. `

Françoise Picq

Moi, je suis tout à fait fascinée par ce que j'entends ce matin. Cela me fait revenir des souvenirs et me donne des éléments de comparaisons. Dans les années 70 – très exactement 1975-76 – quand la question du viol a émergé dans le mouvement des femmes, nous avons eu des discussions sans fin autour des viols que certaines évoquaient et des risques qu'on prenait. On sortait de là complètement terrifiées parce qu'il fallait qu'on rentre chez soi. Alors qu'avant on n'avait pas forcément l'habitude de rentrer seule au milieu de la nuit, la menace était devenue quelque chose de très, très pesant. Je me souviens qu'à cette époque on avait l'impression qu'il y avait deux catégories de femmes parmi nous. Il y avait celles qui avaient été violées et il y avait celles qui ne l'avaient pas été, mais qui pour ne pas l'être s'étaient interdit toutes sortes de choses. C'était le cas aussi pour d'autres types d'agression. Il y avait des copines qui se faisaient agresser régulièrement, celles qui, par exemple, allaient se promener seules sur la lande bretonne, ce qui pour moi était une espèce de rêve complètement fou, que je ne me serais jamais autorisé; ou qui, dans des espaces publics, ayant été insultées, avaient répondu et qui avaient pris une main sur la figure. Il y avait les femmes qui se faisaient violer et les femmes qui s'auto-censuraient par peur du viol, ce qui d'ailleurs ne les protégeait pas totalement.

Je trouve cela assez formidable de retrouver, dans une étude scientifique, des intuitions que nous avons eues à l'époque.

Il y a autre chose qui m'intéresse dans cette enquête, c'est la comparaison avec l'enquête que nous avons faite, Nadja Ringart, Liliane Kandel et moi sur les féministes, c'est-à-dire celles qui étaient là dans les premières années du mouvement de libération des femmes. Cela nous permet de mesurer ce qui distingue cette population de celle qu'on trouve dans l'enquête ENVEFF. Par exemple, sur l'homosexualité, on savait bien que les féministes n'étaient pas représentatives de l'ensemble de la société, mais on n'avait pas de chiffres qu'on puisse comparer. On a comparé le nombre de mariages, le nombre d'enfants par femme, l'âge au premier enfant. Sur bien des points il apparaissait que les féministes, tout en se distinguant de l'ensemble des femmes avaient anticipé des évolutions qui par la suite sont apparues dans les statistiques. Un autre exemple, le "couple non cohabitant": c'est un mode de vie qui apparaissait dans notre échantillon, et qui n'avait pas encore émergé dans les chiffres.

Denise Côté, de l'Université du Québec en Outaouais

Je veux juste ajouter quelques éléments d'information à ce qui a été dit. En fait, les éléments d'information, je les tiens beaucoup plus de mes militances que de mon travail comme sociologue. Les manifestations "Les femmes, la nuit sans peur?" continuent. Elles sont assez intéressantes parce qu'elles s'intéressent directement à la question du viol plutôt qu'à la question de l'aménagement urbain. Par contre ce que je voulais ajouter, c'est le fait qu'on travaille de plus en plus à convaincre la population et nos dirigeants locaux et régionaux plutôt que ceux qui sont chargés de l'aménagement urbain et de l'aménagement du territoire, que la question des violences faites aux femmes est une question qui concerne l'ensemble de la société, tout comme les solutions qui sont trouvées. Par exemple, l'arrêt des bus la nuit peut servir aux personnes âgées, femmes comme hommes, qui vivent certaines craintes, aux enfants, aux pré-adolescents, enfin ça sert à tout le monde, ce n'est pas quelque chose qui vise uniquement les femmes et c'est donc un argument convaincant. Quand on a convaincu les autorités de passer certains règlements, on arrive à convaincre qu'il ne s'agit pas de mesures qui visent seulement les femmes. Ce sont les groupes de femmes qui poussent pour les avoir, mais c'est quelque chose qui contribue au mieux-être de l'ensemble de la collectivité.

De plus nous travaillons, et je travaille personnellement, dans mes recherches et mes interventions, la question de l'espace public, de la territorialisation, ce qu'on appelle chez nous la localisation du mouvement des femmes, c'est-à-dire le rapport des femmes avec la décentralisation. Les autorités locales sont de plus en plus responsables des secteurs qui sont traditionnellement concernés par la question des femmes, des violences faites aux femmes en particulier. Et nous avons des modes de gestion qui appellent à la participation de la société civile. Donc les groupes de femmes interviennent de plus en plus dans un espace de politique publique et essaient d'intervenir sur d'autres politiques publiques que celles concernant spécifiquement les femmes, en particulier en insérant la question des violences faites aux femmes dans l'espace public. Je tenais à le dire parce qu'on a souvent, au Québec, le don d'élaborer des pratiques et de ne pas écrire sur celles-ci. Par exemple, dans ma région, en Outaouais, on a des pratiques établies depuis nombre d'années par les CALACS (les Centres d'Aide et de Lutte contre les Agressions Sexuelles). Ce sont des associations féministes créées il y a 25 ans à peu près et qui travaillent en concertation avec les autorités policières et médicales au niveau de l'aide et au soutien aux femmes victimes de viols et d'inceste. Il existe donc des concertations qui se font et il y a de plus en plus d'interventions. Je ne veux pas peindre un portrait tout rose, mais il y a quand même une avancée au niveau de ce type de concertation qui est important de souligner. On arrive à une conception de l'intervention dans le domaine public qui est une conception beaucoup plus large, c'est-à-dire qui postule que les groupes de femmes doivent

être présents et proactifs dans des domaines qui ne concernent pas toujours nécessairement directement la question des violences, mais qui y sont liés ou qui sont liés à leurs intérêts. Ça peut vouloir dire être présentes dans des débats au niveau municipal autour de ce qu'on appelle chez nous les camps de jour, c'est-à-dire des activités organisées publiquement pour les enfants l'été pendant les vacances scolaires. Ça peut être des questions d'accès à ces camps de jour. Il y a une nouvelle génération d'interventions qui est en voie de se développer sur laquelle peu a été écrit. Il y a des avancées et des reculs et je me questionne tout particulièrement sur les reculs parce qu'il y a très certainement un recul du discours.

Caroline Dumonteil

D'abord, je voudrais rappeler une expérience qui a été faite en Amérique Latine. Il y a eu une soirée réservée aux femmes, où il était interdit aux hommes de sortir, puis l'inverse: les femmes n'avaient pas le droit de sortir. Le soir des femmes, elles sont sorties, ont fait la fête, ont eu du plaisir et en ont gardé un très bon souvenir. La soirée des hommes a été moins réussie car ils se sont ennuyés, privés de leur plaisir préféré: la chasse aux femmes.

Ensuite, j'ai connaissance de deux rapports sur les viols collectifs en France et sur la nature des agresseurs: ils appartiennent à plusieurs ethnies. Les études menées en Afrique du Sud où il y a énormément de viols collectifs pourraient laisser croire qu'il s'agit d'une pratique particulièrement répandue parmi les hommes de race noire, et qui serait la conséquence de leur absence de pouvoir social. Mais, en fait, le viol collectif concerne toutes les ethnies, c'est un comportement masculin général. Et le seul pays où le viol collectif est considéré comme s'expliquant par des causes sociales est la France. Je trouve que cette exception devrait faire réfléchir. Je pense qu'il faut faire appel à d'autres hypothèses que l'on récuse généralement en France. En Angleterre et dans les pays anglo-saxons, on travaille à partir d'un autre paradigme, qui s'inscrit dans un courant qui s'appelle "psychologie évolutionniste" qui permet d'intégrer des données sociologiques et psychologiques à la théorie de l'évolution. Mais cette théorie est très mal acceptée en France où tout ce qui concerne l'évolution ou la sociobiologie est considérée comme beaucoup trop déterministe, et notamment parce qu'elles réaffirment la différence des sexes, différence comportementale et psychologique. Certes, il peut y avoir des dérapages, il y a des utilisations peu pertinentes et peu probantes, mais cela reste une théorie explicative puissante qui a, de plus, l'avantage de permettre d'élaborer des actions et des réponses sociales concrètes. C'est en cela que je la trouve intéressante. Car en France, ce que vous avez, ce sont des statistiques qui vous permettent de dresser un constat terrible mais c'est tout. Et on ne peut pas aller très loin avec ça.

Dominique Fougeyrollas

Concernant les données sur les viols collectifs, je laisserai la parole à Brigitte. Concernant les données statistiques en général, celles du Ministère de la Justice (données sur les diverses infractions et condamnations), du Ministère de l'Intérieur et des services de la gendarmerie (données sur les dépôts de plaintes, etc.), si leurs principales publications donnent de nombreux détails sur la nature des infractions, elles ne différencient pas le sexe des victimes et leur âge – à l'exception, bien sûr de la distinction des infractions envers les mineurs, qui permet de différencier mineurs et majeurs. On ne sait pas si les victimes sont des hommes ou des femmes, mais les auteurs d'infractions sont identifiés par diverses caractéristiques. Il y a eu une étude fondée sur les statistiques du Ministère de la Justice et, si ma mémoire ne me trompe pas, c'est un rapport paru en 1994. Il reprenait les dossiers de condamnation des auteurs de viols en France, plus précisément les condamnations pour infractions aux mœurs, comme il était dit avant la refonte du Code pénal en 1994. Ce rapport donne des résultats en différenciant les auteurs selon leur nationalité. Et ces données-là soulignaient à quel point, en matière de condamnation pour viols en France, les étrangers n'étaient pas une population particulière; au contraire les étrangers figuraient dans une proportion plus faible que pour d'autres infractions. Ceci pour donner une indication, pour souligner l'intérêt des statistiques.

Brigitte Lhomond

Oui, comme l'a rappelé Christelle Hamel, sur les 3% de femmes (n=200) qui déclarent dans l'enquête ENVEFF avoir subi au cours de leur vie un viol, 6% d'entre elles déclarent que ce viol a été commis par plusieurs hommes. Néanmoins, par rapport à tous les débats sur cette question, on a essayé de voir s'il y avait une évolution dans le temps. C'est quelque chose de difficile à faire dans des enquêtes de ce type avec un large échantillon, car il faut reconstruire des cohortes d'âge, en rapport avec l'âge auquel ça leur est arrivé. On ne voit pas dans nos données d'évolution dans le temps du nombre de viols collectifs selon les générations de femmes interrogées. Je crois, par contre, qu'il y a une nette évolution des plaintes et il y a visiblement aussi une nette évolution du discours social, soit sur les plaintes soit sur des faits qui ont été amenés à la connaissance publique. Cela ne veut pas dire que les données de l'enquête ENVEFF sont absolument justes là-dessus. Notre échantillon ne permet pas de cerner complètement ce phénomène, mais ce sont sûrement, sur cette question-là, les données les plus fiables qui existent à l'heure actuelle en France. Je pense que c'est quand même important de distinguer ces trois aspects. Je pense qu'on peut se réjouir des deux derniers, l'évolution du nombre de plaintes et la visibilité sociale du phénomène, en faisant attention de ne pas le confondre avec le premier, l'augmentation éventuelle du nombre de viols collectifs.

Nicole Mosconi

Je voudrais enchaîner sur ce que vient de dire Brigitte. Quand les premiers résultats de l'enquête ENVEFF ont été connus, j'en ai parlé avec une collègue québécoise qui travaille aussi sur ces questions. Elle a été très étonnée et pensait que c'était très sous-estimé par rapport à la réalité. Mais comment a-t-on les moyens de le savoir? Pour elle, une femme sur cinq victime de violences de nature très, très diverse, lui paraissait vraiment tout à fait sous-estimé par rapport à la société française. Mais bon, elle est québécoise.

Brigitte Lhomond

Alors là, on rentre dans un débat qui est extrêmement complexe. D'abord, qu'est-ce qu'on définit comme violence, qu'est-ce qu'on prend en compte quand on dit "femmes victimes de violences". Dans les comparaisons internationales, on se trouve avec des questionnaires qui éventuellement sont proches, mais aussi souvent très différents. Nous avons, bien sûr, travaillé sur les enquêtes antérieures à celle de l'ENVEFF, menées au Canada, en Suisse, en Finlande, en Nouvelle-Zélande. On s'est rendu compte que les manières de poser les questions étaient parfois différentes et aussi que l'ensemble des items collationnés entre eux pour compter les violences n'étaient pas les mêmes. Je citerai un seul exemple. Dans l'enquête de Statistiques Canada, un des premiers comptes rendus de l'enquête disait que 50% des femmes au Canada ont été victimes de violences au cours de leur vie, en additionnant l'ensemble des réponses positives aux divers faits de violence décrits dans l'enquête. Nous n'avons pas voulu faire le même type de comptage qui regroupe des faits de nature très différente. De plus, ce ne sont pas toujours les mêmes types de faits qui ont été investigués, selon les mêmes périodes de temps, dans les deux enquêtes. Donc, la notion de sous-estimation est compliquée à analyser car elle renvoie à des mécanismes multiples: la construction du questionnaire pour faciliter la parole, la construction de l'échantillon et ses éventuels manques ou biais (par exemple dans notre enquête les femmes qui vivent en institution et celles qui n'ont pas de téléphone fixe n'ont pu être interrogées), l'acception par les femmes de répondre à l'enquête, l'interaction entre l'interviewée et l'enquêtrice et, ce qui est sans doute un point non négligeable mais on n'a aucune manière de le mesurer, le refus éventuel de rentrer dans la remémoration des violences. Plusieurs femmes, quand on suivait les entretiens téléphoniques, disaient combien cela était difficile. Par exemple une femme victime plusieurs fois dans sa vie de violences graves nous a dit en fin d'entretien: "Moi ça va, je suis solide, mais vous vous rendez pas compte (je crois qu'on s'en rendait compte) ce que vous nous faites revivre en nous demandant de raconter ça ?" Je pense qu'il y a sans doute eu sous-déclaration, mais où? Et quelle est et comment se mesure la réalité de la situation en France? Je dirais quand même que 11% de femmes victimes au cours de leur vie de violence sexuelle, c'est plus d'une femme sur dix; 17% de femmes victimes au cours de leur vie de

violence physique, c'est non négligeable et il est à peu près sûr que ces chiffres sont un minimum.

Maryse Jaspard

Je suis tout à fait d'accord avec ce que Brigitte vient de dire sur l'impossible comparaison des données internationales. Il faudrait, pour établir des comparaisons, travailler sur les bases de données brutes. La notion de sous-déclaration ne me paraît pas pertinente à ce niveau-là. Tout dépend, dans l'approche statistique, du contenu des indicateurs, ou des taux utilisés qui sont forcément un regroupement des réponses à plusieurs items. Dans les publications étrangères disponibles, seuls des taux globaux de violences sexuelles sont produits. Or, par exemple, dans les enquêtes finlandaise (1997) et suédoise (2001), sont incluses dans les violences sexuelles depuis l'âge de quinze ans, la réponse positive à une question libellée ainsi: "Un homme […] vous a-t-il touchée sexuellement contre votre volonté (en vous tenant ou en vous embrassant)"?, ce que nous avons appelé pelotage dans l'enquête ENVEFF et que nous n'avons pas pris en compte sur la vie entière. Avec cette définition très extensive, il n'est pas étonnant qu'une femme sur deux soit concernée.

Je prenais la parole pour donner un contre exemple qui indiquerait que les violences sexuelles sont sur-déclarées dans l'enquête ENVEFF. Je m'intéresse maintenant aux violences sexuelles au cours des douze derniers mois. L'enquête de victimation Île-de-France (Idf 2000), réalisée par le CESDIP (Centre de recherche sur le droit et les institutions pénales) estime à 0,16 % par an le taux de viols et tentatives de viols subis en un an, soit trois fois moins que l'enquête ENVEFF (0,5 %). Mais, comme le notent les auteurs, "cette mesure donne le même ordre de grandeur que celui qui ressort des statistiques de police, une fois pris en compte le taux de plaintes et de multivictimation", écrit Hugues Lagrange (2002). De là à penser que le questionnement d'ENVEFF surévalue les violences sexuelles, le cheminement est rapide! De plus, cette même enquête (Idf 2000) indique que le taux de plaintes pour viol est de 32 %; dans ENVEFF ce taux est de l'ordre de 5%. De plus, les deux-tiers des femmes victimes de viols n'en avaient jamais parlé avant qu'on les ait interrogées. À partir des résultats d'ENVEFF, le nombre annuel de femmes de 20 à 59 ans victimes de viols est estimé à environ 50 000, ce qui pourrait faire 120 000, tous âges confondus (estimation proposée par H. Lagrange, à partir d'ENVEFF).

Alors on sous-estime pour les militantes, on surestime pour les statisticiens institutionnels, on peut seulement penser qu'on s'est rapprochées de la réalité. Y-a-t-il besoin de faire de la surenchère, pour faire avancer une cause ? 120 000 femmes violées annuellement, ça suffit!

Je voudrais ajouter que tous les tableaux inclus dans le rapport de cette enquête de victimation ne prennent pas en compte le sexe des victimes. Il y a encore du chemin à parcourir pour avoir des statistiques sexuées de victimation. De toutes façons, les statistiques de la police et de la gendarmerie ne sont

toujours pas présentées par sexe. Or, lorsque nous avons commencé la recherche ENVEFF, des discussions étaient en cours avec le Service des droits des femmes de l'époque pour obtenir des ministères concernés des statistiques sexuées.

Les violences envers les femmes, comme toutes les luttes féministes c'est: "Trois pas en avant, deux pas en arrière".

2ème partie

Dominique Poggi
Sociologue, consultante en sciences humaines

VIOLENCES SEXUÉES ET APPROPRIATION DES ESPACES PUBLICS[1]

Genèse et méthodologie

L'histoire commence il y a trois ans, dans l'Est du Val d'Oise, quand des responsables associatives font un double constat:
1. la paupérisation et le décrochage des quartiers touche particulièrement les femmes et leur condition se détériore;
2. les décideurs institutionnels et politiques ne semblent pas prendre en compte leurs difficultés, la lutte contre les discriminations n'intègre pas la variable genre et, d'autre part la richesse des apports des femmes n'est pas reconnue; ce sont pourtant elles qui, à travers des activités bénévoles, assurent la cohésion sociale dans ces villes.

Trois responsables associatives décident de lancer une recherche-action: *Accueil et Culture* est une association militante visant l'insertion sociale, professionnelle et citoyenne des habitants); *Du côté des femmes* est une association féministe gérant une maison des femmes et deux centres d'hébergement pour femmes victimes de violences conjugales; le *Pôle de ressources départemental ville et développement social* a pour mission la qualification et la mise en réseau des acteurs de la politique de la ville.

Trois thèmes sont retenus pour la recherche-action: l'emploi des femmes, leur participation à la vie locale et l'avenir des jeunes filles. C'est la genèse de l'expérience.

Pour mobiliser habitantes et acteurs locaux et produire une analyse sociologique à partir de regards croisés, une démarche participative est mise en place: une vingtaine de femmes, habitantes et professionnelles, se constituent en équipe, bénéficient d'une formation aux méthodes sociologiques et deviennent les animatrices de la recherche-action. Elles sont formées et accompagnées par une sociologue.

Pour réaliser le diagnostic local, les animatrices jouent la démultiplication: elles réunissent des groupes de femmes et de jeunes filles, 86 femmes et jeunes filles sont concernées, chaque groupe se réunit trois fois. Tout au long du processus, les animatrices appliquent le principe de validation; les comptes rendus des réunions de travail sont systématiquement présentés aux femmes afin qu'elles vérifient que leur parole a bien été entendue et prise en compte.

[1] Cette intervention reprend, avec l'autorisation de l'éditeur, des éléments de l'ouvrage *Droit de Cité pour les femmes*, écrit par C. Bulot et D. Poggi, Éditions de l'Atelier, 2004.

Enfin, pour que la démarche participative soit appliquée à l'ensemble du processus, ce sont les femmes elles-mêmes qui présentent les résultats, en tribune, lors des journées de restitution.

Les résultats de la recherche-action

Plusieurs thématiques ont émergé spontanément à l'occasion du diagnostic local:

- la parfaite inadéquation des systèmes de transports collectifs,
- l'insuffisance et l'inadaptation des modes de garde,
- la pauvreté grandissante sur le territoire,
- les violences subies par les jeunes femmes et les jeunes filles dans les espaces publics.

Ces questions n'étaient pas induites, ni dans les guides d'animation, ni dans les guides d'entretien et, si elles ont émergé spontanément et de façon récurrente tant dans les groupes de diagnostic que dans les entretiens individuels, c'est parce qu'elles sont cruciales dans le vécu et la condition sociale des femmes de ces quartiers.

Voyons maintenant les principaux résultats concernant les jeunes filles.

Pour beaucoup de jeunes filles, l'accès à l'espace public, à la rue, paraît, sinon totalement interdit, du moins fortement contrôlé et soumis à condition.

La répartition des rôles au sein de la cellule familiale tend à les retenir dans l'espace privé: elles doivent participer aux tâches domestiques et prendre soin de leurs frères et sœurs.

Elles peuvent sortir, certes, mais à certaines heures et sous certaines conditions. Le soir l'espace public leur est interdit, ce sont les parents qui posent ces règles, mais ce sont les garçons, frères et/ou copains des frères, qui les font appliquer.

L'analyse du vécu des jeunes filles et des jeunes femmes révèle clairement la manière dont les interdits s'articulent entre la sphère privée et les espaces publics. En effet, le système de contrôle s'exerçant dans la cité et celui qui se joue au sein de la famille se renforcent mutuellement; le dedans et le dehors renvoient en permanence les jeunes filles à des assignations de place et de rôle.

Certes, les jeunes garçons vivent des difficultés liées à la mauvaise réputation qui les stigmatise en tant que jeunes, d'origine étrangère, habitant des quartiers défavorisés. Ils sont parfois relégués sur un territoire restreint, ont du mal à occuper les espaces urbains des centres villes et risquent des bagarres s'ils fréquentent d'autres cités. Ils sont souvent amenés à rester en groupe pour se protéger; la loi du groupe les enferme eux aussi. Toutefois, ils bénéficient d'une beaucoup plus grande marge de manœuvre que les filles, ils s'approprient des espaces publics, ils sont plus libres de leur temps et de leurs mouvements que les jeunes filles.

Car, même dans la journée, la liberté de mouvement des jeunes filles dans les espaces publics est très conditionnelle: elles ont largement décrit la manière dont elles se sentent en permanence surveillées et jugées.

En fait, on observe que toute une série d'interdits pèse sur les jeunes filles et que des groupes de garçons sanctionnent systématiquement la transgression de ces interdits; interdits qui concernent le maquillage, les tenues vestimentaires et plus globalement les marqueurs sociaux de la féminité contemporaine, les signes d'appartenance au genre féminin.

Cette question des rumeurs et de la réputation est centrale: c'est un puissant mécanisme de contrôle que la communauté juvénile masculine exerce sur les jeunes filles et sur les jeunes femmes. Dès qu'une jeune fille transgresse les normes, en occupant l'espace public ou en ne dissimulant pas son corps, les stigmates de pute ou de salope sont activés par des groupes de garçons.

Il y a une élaboration collective des normes de respectabilité et d'irrespectabilité, et les transgressions de ces normes sont principalement sanctionnées par la communauté des garçons.

Mais ils ne sont pas les seuls à stigmatiser les transgressions. Certaines jeunes filles intériorisent ces normes, *et al*imentent ces rumeurs en critiquant le port des jupes. Elles aussi sont stigmatisantes. D'autres protestent contre le système qui les opprime et soutiennent les conduites de résistance.

L'intériorisation, par le groupe dominé, des valeurs et des conduites imposées par le groupe dominant est un processus bien connu en sociologie. Il contribue à la reproduction du système de domination et au maintien des inégalités. On l'observe entre les classes sociales, entre les classes de race ainsi qu'entre les classes d'âge.

En tous cas, cette menace de lancer des rumeurs de fausse réputation est un moyen particulièrement efficace pour dominer la vie affective et la sexualité des jeunes filles.

Ce système de contrôle rend les relations amicales ou amoureuses particulièrement difficiles; dès l'adolescence, les relations entre garçons et filles se compliquent. Cette situation n'est évidemment pas spécifique à l'Est du Val d'Oise, d'autres recherches attestent de ces phénomènes; ainsi, l'article de Caroline Vaissière[2] montre comment les jugements collectifs et les codes sexuels des garçons conduisent à une bipartition sexuée de l'espace dans les quartiers dits sensibles et rendent le flirt impossible.

Pour revenir aux effets de la réputation. Quand une jeune fille est stigmatisée, elle court tous les risques: on peut l'insulter, la traiter en objet sexuel, lui mettre la main aux fesses et même lui faire subir un viol qui constitue une sorte de sanction finale.

---

[2] Vaissiere Caroline, "Les sociabilités adolescentes dans les quartiers difficiles", *VEI enjeux* 128, " Rapports de sexe, rapports de genre", mars 2002.

Les jeunes filles pointent que la mauvaise réputation sert d'argument justifiant, *a posteriori*, des viols collectifs, elles épinglent également les médias qui parfois contribuent à justifier ces pratiques.

Des femmes adultes dénoncent aussi le fait d'être considérées comme des "objets", que ce soit à la télévision ou à la radio, dans les films pornographiques et dans certains clips de rap américains.

Elles évoquent aussi l'impact des guerres récentes et la banalisation par les médias des viols comme arme de guerre.

Dans les échanges qui ont eu lieu au cours des groupes de diagnostic, les jeunes filles protestaient de façon assez virulente et se confortaient mutuellement. Mais l'interview d'une psychologue intervenant dans une mission locale alerte sur d'autres réactions: elle reçoit, en entretien individuel, des jeunes filles qui ont subi des viols collectifs et paraissent résignées à subir ces pratiques. Il y a là un processus de fatalisation particulièrement inquiétant. Cette intervenante, consciente de la gravité des viols collectifs, questionne le silence et l'inaction des adultes et des professionnels qui "légitiment" ces pratiques.

La question des mariages forcés a été également abordée: "les jeunes filles ont peur de dire non à un fiancé imposé" car elles risquent de devenir "la honte de la famille". Dans ce contexte, on constate une recrudescence des violences, "des cas de femmes violentées qui ne sont pas soignées, des hommes semblant vouloir leur mort".

D'autres formes d'extrême violence existent dans les familles, droit de vie et de mort sur des jeunes filles infidèles, cas "des jeunes filles battues par leurs frères car elles refusaient de les servir comme une bonne", etc.

Même quand des acteurs institutionnels connaissent et reconnaissent l'existence de violences, ils n'ont pas mis en place de réponses. Ainsi, différentes formes de violences sont connues (violences conjugales, sexuelles, violences sur les jeunes filles, viols, etc.) mais ces représentants institutionnels déplorent qu'il n'y ait pas de vision globale, pas de diagnostic, ni de prévention.

En fin de compte, personne ne nie le phénomène, mais il y a un réel déficit d'action publique, en termes de diagnostic, de réflexion, de prévention, d'actions et de perspectives. Cet état de fait laisse les coudées franches aux auteurs de violences à l'encontre des filles et au développement de pratiques patriarcales régressives.

Finalement, le système de contrôle est bien bouclé: on est en pleine ségrégation spatiale et enfermement des femmes. Les garçons contrôlent les filles dans l'espace public (menaces, réputation, etc.). Ils les mettent en danger, puis ils se positionnent en protecteur. Ils convainquent facilement les parents d'interdire aux filles de sortir sous prétexte que c'est risqué, pour leur honneur et pour leur intégrité corporelle.

Les jeunes filles expriment des positions ambivalentes face à ces attitudes des grands frères: certaines légitiment cette protection et la vivent comme une forme de reconnaissance dont elles sont fières. D'autres, semblent nettement

moins convaincues de la bonne intention des protecteurs, elles dénoncent ce contrôle qui les met sous tutelle et par lequel elles se sentent quadrillées.

Les stratégies de survie mises en place par les jeunes filles

Comment les jeunes filles se positionnent-elles face à ces situations? Quels comportements développent-elles?

Quand des jeunes filles se maquillent, s'habillent de façon "féminine" ou sortent le soir, elles risquent de "se faire taper", elles sont donc obligées de mentir ou de se cacher, avec tout l'inconfort et les risques que cela comporte.

Certaines adoptent des tenues vestimentaires qui les mettent à l'abri des agressions, vêtements amples, ou bien si elles portent des jupes, elles les mettent par-dessus un pantalon, elles essaient de passer inaperçues, de faire "garçon manqué".

D'autres se mettent à porter le voile, en disant que c'est pour elles une façon d'affirmer leur identité et de protéger leur image.

Cette question du voile a fait débat comme elle fait débat partout en France ces derniers temps. Dans les groupes de diagnostic, il y avait des jeunes femmes portant le voile, les autres les ont questionnées sur la signification de ce choix. Pour certaines jeunes filles, le port du voile et le retour à la tradition apparaissent comme un moyen de s'affirmer, de protéger leur image et d'inviter "à regarder au-delà de l'apparence extérieure".

Dans les groupes de parole, les jeunes filles ne sont pas unanimes par rapport à cette stratégie; certaines insistent sur la pression exercée par les hommes: le voile est alors associé à une forme de soumission.

D'autres jeunes filles adoptent une stratégie offensive, devenant chefs de bandes. Il se crée, semblerait-il, des bandes de filles très violentes.

Ce phénomène, relevé par des jeunes filles, est confirmé par des acteurs institutionnels.

D'autres encore recherchent l'excellence scolaire et la performance pour prendre confiance.

Mais ces stratégies rencontrent des freins. En effet, certaines familles retirent leurs filles de l'école dès l'âge de seize ans, (âge qui marque la fin de l'obligation scolaire) pour diverses raisons: aide aux tâches ménagères et à l'éducation des frères et des sœurs, mariage.

De plus, des familles interdisent à leurs filles de participer à certains cours, par exemple les cours d'anatomie ou sur la reproduction.

Des jeunes filles rencontrent aussi des freins dus au manque de soutien des institutions.

D'autres jeunes filles appellent à la résistance à ces violences; elles développent des attitudes solidaires et veulent mettre collectivement des limites à toutes les formes de violence.

Enfin, des jeunes filles attendent de la société adulte (des parents, de l'Éducation nationale, des pouvoirs publics) qu'elle rappelle la loi et qu'elle mette un terme à ces violences et à ces maltraitances.

Hélène Orain
Sociologue

"Ni putes ni soumises!" Les rapports sociaux de genre dans la ville[1]

Pendant très longtemps en France, les sciences humaines ont abordé la ville comme une organisation spatiale résultant de la lutte des classes ou dans ses aspects morphologiques censés traduire la division du travail. Ce n'est que dans les années 80 que d'autres recherches, plus originales, se sont développées dans des perspectives interculturelles, historiques, interactionnistes, etc.

Si l'on considère uniquement les trente dernières années, d'innombrables recherches ont été consacrées aux quartiers d'habitat populaire, aux conditions de vie des ouvriers, aux grands ensembles ou, au contraire, à l'habitat pavillonnaire, à la violence dans les banlieues, à la montée du sentiment d'insécurité, aux transports, à la densité urbaine.[2] À partir des années 80, le thème de la crise urbaine a fortement émergé dans le champ politique et médiatique, suscitant recherches et enquêtes dans le sillon de la politique de la ville. Du côté des politiques comme pour les chercheurs, ces thématiques ont toutefois été fortement orientées sur les deux grandes questions sociales de la fin des années 80: l'exclusion sociale d'une part, l'intégration des jeunes issus de l'immigration d'autre part.

L'abondance des travaux a pourtant occulté les deux évolutions majeures de la fin du siècle dernier: le décrochage économique et social des zones urbaines sensibles et la dégradation des conditions de vie des femmes habitant ces quartiers. Ce n'est qu'en 2001, à la suite du retraitement des résultats du recensement de 1999 sur les ZUS (zones urbaines sensibles) effectué par la Délégation interministérielle à la ville, que de rares spécialistes ont commencé à prendre la mesure du phénomène. Restait à compléter l'analyse et à proposer des explications. Comme souvent, les premières pistes n'ont pas été élaborées par des chercheurs mais au sein du mouvement social avec la naissance de "Ni putes ni soumises!". À travers les questions et les débats que soulève ce mouvement, en effet, la perspective des rapports sociaux de genre, trop rare dans la sociologie urbaine française[3], apparaît

---

[1] Ce texte a été en partie déjà présenté lors d'une séance du séminaire du CEDREF (Université Paris 7 – Denis Diderot) le 15 janvier 2004.

[2] Sur l'ensemble de ces thèmes, l'ouvrage de C. Bachmann et N. Leguennec *Violence urbaines, 50 ans de politique de la ville,* Albin Michel, 1996, offre un éclairage historique particulièrement intéressant.

[3] À titre d'exemple, on se reportera au dernier ouvrage de M. Kokoref, *La force des quartiers*, Fayot, 2003, qui, bien que décrivant très précisément un certain nombre de ces évolutions, n'aborde pratiquement pas cette thématique.

clairement comme un angle d'explication riche et heuristique de la dérive des quartiers populaires.

Les mots d'ordre mis en avant depuis deux ans par cette association ne sont pas sans conséquences politiques et intellectuelles. La question posée ici est celle de la nature de ce mouvement: les combats qu'il mène sont-ils d'abord sociaux (lutte contre la précarité, la ghettoïsation, etc.) ou bien transversaux (lutte pour les droits des femmes)? On trouvera sans doute cette présentation caricaturale. Théoriquement, les luttes transversales sont aussi des luttes sociales; le féminisme l'a prouvé depuis longtemps. Pour autant, bien des débats qui ont traversé ou qui entourent "Ni putes ni soumises!" relèvent de cette césure. Il est donc essentiel de rappeler quelques éléments de la courte histoire de cette association pour éclairer les controverses et comprendre l'originalité de ce mouvement dans le paysage militant actuel.

L'histoire de "Ni putes ni soumises!" peut être découpée en trois phases successives. De l'été 2001 à janvier 2002, un petit groupe de militantes lance l'idée d'une campagne centrée sur la condition des femmes dans les quartiers qui débouchera sur l'organisation des États généraux des femmes des quartiers. C'est la phase de prise de conscience. Quelques mois plus tard, un premier appel est lancé et l'idée d'une marche des femmes est décidée. À partir de l'assassinat de Sohane Benziane, immolée par le feu à Vitry-sur-Seine en octobre 2002, jusqu'à la manifestation du 8 mars 2003, le mouvement se crée formellement et fait ses premières apparitions dans le paysage militant et médiatique. Depuis, il s'y est installé et a pu récemment prouver ses capacités de mobilisation lors de la dernière manifestation de la journée internationale des femmes le 6 mars 2004.

1. Été 2001 – janvier 2002: la prise de conscience

"Ni putes ni soumises!" est née presque par hasard, dans les locaux d'un réseau d'associations de quartiers à Paris au cours de l'été 2001: la Fédération nationale des Maisons des Potes. Cette association avait été créée au début des années 90 dans la mouvance de SOS Racisme, après une campagne, l'"Opération Banlieues Unies" qui avait débouché sur l'idée d'un nécessaire regroupement des initiatives locales. Pendant dix ans, la FNMDP travaillera avec son réseau, tentera de développer des actions culturelles, créera un journal "potes à potes", mènera quelques campagnes avec des succès plus ou moins avérés. Les thématiques et les actions sont celles de l'antiracisme: actions culturelles et éducatives, soutien aux sans-papiers, lutte contre les discriminations, dénonciation des violences, etc.

Pourtant, dans le courant de l'année 2000, la fédération est saisie de demandes nouvelles émanant de son réseau: les victimes de viols appellent à l'aide, les signalements de mariages forcés augmentent, de même que les demandes d'hébergement d'urgence émanant de jeunes femmes victimes de violences

familiales, etc. Dès lors, s'il apparaît nécessaire de répondre, au cas par cas, à ces sollicitations, l'idée que la situation des femmes est en train de se dégrader commence à émerger parmi quelques militantes de ce réseau. Il existait bien, ça et là, quelques commissions femmes dans des associations locales du réseau, dont certaines étaient d'ailleurs très actives, comme à Clermont-Ferrand, mais l'action restait circonscrite à quelques initiatives éparses et limitées. Au printemps, la direction de la fédération décide d'organiser un week-end de formation, ouvert aux militant/es du réseau sur l'actualité du féminisme. La réunion se passe mal. Entre femmes et hommes, qu'il s'agisse d'aborder l'histoire du féminisme ou la situation des femmes, les débats sont houleux. Les militantes présentes disent ne pas se reconnaître dans le féminisme dont les combats semblent lointains. Les garçons dénonceront pêle-mêle les caricatures médiatiques, les provocations des filles, les revendications d'égalité. Bien sûr, ils condamnent les violences contre les femmes mais… Le déroulement de cette première rencontre est, pour les militantes de la FNMDP, la preuve qu'il faut mener campagne sur ce thème en prenant le temps d'analyser la situation.

Le bilan du séminaire débouchera, durant l'été, sur la décision d'organiser, partout au sein du réseau, des débats sur la situation des femmes dans les quartiers pour déboucher ensuite sur des états généraux des femmes des quartiers à Paris. Cette fois-ci, les débats ne seront pas mixtes; il s'agit en effet de faciliter la prise de parole et la prise de conscience, rendues impossibles dans l'environnement des cités et en présence des garçons. Dès les premiers débats, la peur, quotidienne, banale, routinière, éprouvée par les filles, se dégage des rencontres.

Parallèlement, les organisatrices des états généraux décident de lancer une enquête dont les résultats devront servir de base aux états généraux. Elle s'est déroulée entre l'été 2001 et l'automne 2002. Elle a comporté deux phases. Dans un premier temps, un questionnaire établi par des bénévoles de cette association a été diffusé au sein du réseau des associations de quartier. 450 questionnaires ont été collectés, environs 200 ont pu être en partie exploités[4]. Les résultats de cette première phase sont décevants: réponses fantaisistes ou contradictoires. On peut aisément expliquer ces incohérences par la construction même du questionnaire: on ne s'improvise pas enquêteur, surtout quand on pose des questions sur des sujets intimes et complexes tels que les violences physiques ou symboliques subies par les femmes, les discriminations ou la pauvreté. Quelques thèmes paraissaient toutefois intéressants à approfondir: la misère sexuelle, les conditions de travail et de vie, les problèmes d'éducation.

Très vite, il est donc apparu nécessaire de prolonger l'enquête par des entretiens biographiques auprès de jeunes filles et de femmes qui ont été

[4] Une présentation plus détaillée figure en annexe.

contactées, soit par le biais d'associations locales soit directement par les enquêteurs. Une trentaine d'entretiens ont été réalisés, principalement auprès de jeunes filles. L'échantillon n'est évidemment pas représentatif de la population des femmes qui vivent dans ces ZUS – rappelons que sept millions de personnes vivent dans ces quartiers soit 12% de la population française.

À partir des résultats, un premier texte d'analyse est rédigé d'une trentaine de pages; il porte le titre "Ni putes ni soumises". Les états généraux de janvier 2002 sont un succès: 250 femmes seront présentes à la Sorbonne et débattront pendant deux jours, à huis clos, de leur situation. Les échanges sont parfois vifs: à cette jeune femme qui s'interroge sur la responsabilité des mères dans la soumission de leurs filles, une femme répond avec émotion qu'elle a tout ignoré de son corps et des moyens de contraception jusqu'à l'âge de 45 ans! Certaines de ces femmes sont restées silencieuses quand d'autres ont osé, souvent pour la première fois, prendre la parole sur des sujets aussi sensibles que la sexualité, le respect, le poids des traditions, les violences ou l'éducation. Ces rencontres ont été l'occasion d'une véritable prise de conscience pour celles qui ont pu y participer: prise de conscience, d'abord, du caractère intolérable des dominations, de la soumission et de "l'enfermement" dont elles étaient victimes; prise de conscience également de la ressemblance de leurs vies; prise de conscience enfin, que la dénonciation est un premier acte de libération. L'atomisation est l'une des caractéristiques les plus flagrantes de la domination des femmes; le sentiment d'être seules responsables des violences subies se retrouvait souvent. Réunir ces femmes n'a pourtant pas été facile. Il aura fallu parfois que des militantes locales demandent l'autorisation aux maris, pour que leurs épouses leurs soient confiées du "lever au coucher du soleil". À l'issue des états généraux, un appel est publié, des revendications prioritaires sont désormais affichées. Le succès est encourageant malgré l'immensité de la tâche à accomplir.

L'un des problèmes qui se pose alors à ces militantes est celui du positionnement de leur appel: doit-il mettre en avant le combat contre la ghettoïsation et se situer résolument dans le champ des luttes sociales, antiracistes et urbaines ou bien au contraire se rapprocher des thématiques du féminisme? La question fut âprement débattue et tranchée de manière ambiguë. L'appel s'en ressent (voir *Annexe 2*): l'ennemi des femmes c'est le ghetto, les traditions patriarcales, la précarité; mais, si le registre rappelle celui des féministes, celles-ci sont clairement accusées d'avoir déserté les quartiers populaires. Ce non-choix engendrera des réactions parfois vives tant du côté de l'antiracisme que du côté du féminisme. Comme d'autres avant lui, ce mouvement naissant sera parfois accusé de pousser à la désunion, même si tout le monde reconnaît le bien-fondé d'une campagne de mobilisation et de conscientisation dans les quartiers. Il faut souligner le caractère doublement original et novateur de la thématique du ghetto. Les

processus d'enfermement, en effet, ne peuvent véritablement se comprendre qu'à la lumière de la situation des femmes. De la même manière, la dérive communautaire n'est perceptible qu'à l'aune du contrôle social exercé sur les femmes. En posant clairement les liens entre oppression et ghettoïsation, les "Ni putes ni soumises!" ont sans doute contribué à installer la thématique du genre dans la réflexion urbaine et ouvert aussi une piste nouvelle de réflexion pour les féministes comme pour les antiracistes.

Quelques semaines plus tard, la présidente de la Fédération nationale des Maisons des Potes annonce qu'une marche sera organisée l'année suivante, un peu sur le même modèle que celui de la marche des beurs qui avait, en 1984, attiré l'attention du grand public et des politiques sur les revendications des jeunes de la deuxième génération. À partir de l'été, l'organisation prend forme peu à peu mais dans une certaine indifférence.

2. Printemps 2002 – mars 2003: la naissance d'un mouvement

Tout bascule début octobre 2002. La mort de Sohane Benziane en sera le catalyseur. Brusquement, les signatures de l'appel affluent, de très nombreuses personnalités se proposent de parrainer la marche, les militantes vont d'interview en colloques pour tenter d'expliquer la situation. L'assassinat de cette jeune femme relance brusquement les débats et les interrogations sur les cités. Pour une fois, la question de la situation des femmes est clairement posée, celle de la dégradation de leurs conditions de vie et du machisme des garçons apparaît comme un thème nouveau des débats médiatiques.

Incontestablement, cet événement dramatique va accélérer et faciliter l'organisation de la marche. Le slogan choisi est fédérateur: "Pour l'égalité, contre le ghetto". La marche démarre logiquement à Vitry-sur-seine le 1er février, en hommage à Sohane dont la plaque commémorative vient, une fois de plus, d'être profanée. C'est à ce moment que les statuts du mouvement "Ni putes ni soumises!" sont formellement déposés. Pendant un mois, une vingtaine d'étapes ont été organisées un peu partout en France. À chaque fois, les débats et les diverses manifestations réunissent plusieurs centaines de personnes. Les marcheuses, au nombre de sept, se relaient pour les animer. Tout comme lors des états généraux, les débats sont animés, les témoignages très émouvants, les discussions riches et porteuses d'espoir. Contrairement toutefois à ce qui s'était passé lors des états généraux, les débats sont ouverts et ne réunissent pas seulement des femmes des quartiers. D'autres personnes, habitant les centre- villes, participeront aux réunions. Elles aussi témoigneront de leurs difficultés, de leurs doutes, etc. Aux dires mêmes des marcheuses, ces échanges entre femmes de milieux parfois très différents compteront parmi les plus intéressants de la marche. Ces moments ont été essentiels pour la prise de conscience des jeunes filles. Pour elles, qui ont

l'habitude de diviser la société en deux – eux (les bourgeois, les Gaulois) et nous, la rencontre avec d'autres femmes a été le moyen de comprendre que partout les femmes sont victimes d'oppression, même si la nature des violences ou les formes de la domination peuvent varier d'un contexte à l'autre. Dans une vingtaine de ces villes, la marche a pu déboucher sur la création de comités "Ni putes ni soumises!" qui ne sont pas simplement des associations limitées au quartier mais des groupes plus ouverts.

La présence parfois des garçons a pu rendre certaines rencontres très tendues. Ce fut le cas à Asnières dans les Hauts de Seine, où un appel "Ni proxos ni machos" avait opportunément été diffusé quelques jours avant l'étape. La proximité de Paris, la date (le mardi précédent la grande manifestation parisienne du 8 mars) ont contribué à envenimer les choses. Au-delà de l'anecdote, il faut pourtant reconnaître que nombre de garçons des cités se sont, par la suite, identifiés à ce slogan. La plupart en effet, condamnent les violences les plus graves. Bien sûr, ils sont contre les viols et les agressions. Mais comprennent-ils réellement que leurs discours sur le contrôle des filles, leurs tenues vestimentaires, leurs fréquentations ou leurs devoirs sont l'expression même du machisme?

À l'évidence, la marche n'a pas atteint les garçons qui se sont le plus souvent sentis agressés et stigmatisés lors des débats. Ce thème est d'ailleurs revenu comme après les états généraux sous forme de critique de certains antiracistes à "Ni putes ni soumises!": en dénonçant le machisme et le sexisme, ce mouvement contribuerait une fois encore à jeter l'opprobre sur des jeunes qui n'avaient pas besoin de ça. Ces critiques sont bien connues des féministes. Déjà dans les années 60, des militants avaient reproché aux femmes de contribuer à la désunion du mouvement ouvrier.

La marche s'achève à Paris le 8 mars 2003 pour la Journée internationale des femmes. Les marcheuses sont d'abord reçues à Matignon par le Premier Ministre qui s'engage sur un certain nombre de propositions: création dès 2003 de 100 appartements d'hébergement d'urgence avec suivi socio-éducatif des jeunes femmes, création de cellules spécialisées dans certains commissariats de police pour l'accueil des victimes de viol, campagne de promotion de la validation des acquis de l'expérience en direction des femmes des quartiers et mises en place de conventions ciblées, édition d'un guide du respect et de l'égalité pour les élèves de l'éducation prioritaire, etc. Mais toutes n'ont pas été mises en œuvre: le dossier de l'hébergement d'urgence confié au Ministère de la ville a débouché, celui de l'accueil des victimes a été confié dans un premier temps au Ministère de l'Intérieur puis plus récemment à la Ministre aux droits des victimes. Si certaines de ces cellules ont été effectivement créées, leur nombre reste bien insuffisant au regard des besoins. Le petit groupe a rejoint ensuite la manifestation des femmes en début d'après-midi. Elle connaîtra une affluence record: 30 000 personnes ont

défilé ce jour-là entre République et Nation. Parmi elles, beaucoup étaient venues des cités de la banlieue parisienne et manifestaient pour la première fois.

3. Mars 2003 – printemps 2004: l'installation du mouvement

Une des questions qui pouvait légitimement se poser après la manifestation était celle de la durabilité de l'association. S'agissait-il d'un "coup" médiatique réussi ou d'un mouvement destiné à s'installer durablement dans le paysage? Très rapidement après la marche, une petite vingtaine de comités locaux se montent dans les villes où des militantes du réseau de la Fédération des Maisons des Potes étaient déjà présentes et pouvaient s'appuyer sur les commissions femmes existantes depuis la préparation des états généraux. Certains de ces comités ont choisi de rester non-mixtes, d'autres ont voulu s'ouvrir plus largement. Des comités ont continué à se créer régulièrement tout au long de l'année 2003 (on en compte une petite cinquantaine aujourd'hui). S'ils s'appuient également sur des structures associatives existantes, leurs membres sont plus jeunes et moins expérimentés.

Confrontées à un développement rapide, les dirigeantes nationales du mouvement ont réagi en organisant des rencontres inter-comités et une université de formation qui s'est déroulée en octobre 2003 dans la région parisienne. Cette première réunion nationale a pu réunir près de trois cents personnes qui ont assisté aux trois jours de débats et de formation. Les discussions ne furent pas toujours consensuelles. La question, en particulier, de la position du mouvement par rapport au débat sur le voile a fait l'objet de vifs échanges et a fini par aboutir, quelques semaines plus tard, sur un soutien "mou" à la proposition d'interdire les signes religieux à l'école mais insistant sur les incohérences prévisibles d'une telle loi réduisant une fois de plus la laïcité à la seule dimension scolaire. Les difficultés de la mixité filles-garçons à l'école, comme dans les espaces publics, ont également été abordées ainsi que la responsabilité des pouvoirs publics et des politiques dans la dérive des quartiers. Cette première université des femmes de quartiers a permis de mettre en avant trois thématiques fortes qui constituent les piliers d'action du mouvement: la mixité (filles-garçons), la laïcité, l'égalité (lutte contre les ghettos et les discriminations).

Le choix de ces trois axes se comprend aisément à la lumière du contexte de création de l'association et de la volonté de ses militantes de ne pas se couper du mouvement antiraciste tout en cherchant à clarifier certains vieux débats. Ainsi, le thème de la laïcité était-il déjà en germe dans l'appel issu des états généraux. Il dénonçait l'oppression issue des traditions et justifiée par un "prétendu droit à la différence". C'est, sans doute, ce qui explique le soutien à la loi sur le voile malgré un scepticisme affirmé sur son efficacité et sa portée. Dès la rédaction du livre blanc, il était apparu que le port du voile correspondait rarement à l'affirmation d'un islam prosélyte et radical. Il avait au contraire montré la diversité des raisons

qui conduisent une jeune fille à faire ce “choix”, notamment contraint par la nécessité de préserver sa réputation. De nombreuses jeunes femmes avaient d’ailleurs témoigné de leur aversion pour cette pratique et du prix à payer pour son refus. Comme sur d’autres sujets, “Ni putes ni soumises!” a adopté une position médiane qui ne satisfait pas toujours mais paraît plus proche de l’état de conscience des femmes des quartiers, mais aussi d’une grande partie de la société française aux valeurs majoritairement républicaines. La volonté clairement affichée des dirigeantes de construire un mouvement de masse explique cette posture.

L’association cherche donc logiquement à mettre en avant des slogans fédérateurs. Cette attitude a eu et aura sans doute encore des conséquences paradoxales quant aux relations avec les autres organisations du mouvement social. L’organisation de la manifestation du 6 mars 2004 pour la Journée internationale des femmes l’a illustré. “Ni putes ni soumises!” ne pouvait signer l’appel du collectif des organisateurs, non seulement à cause des désaccords sur le voile mais aussi du fait de son positionnement résolument antigouvernemental. Ce faisant, l’association ne cherchait pas à nier l’effet dévastateur pour les quartiers des choix politiques de la droite en matière sociale, mais à réaffirmer que la ghettoïsation n’est pas apparue après le 21 avril 2002. Le 6 mars, les manifestantes venues des quartiers n’auraient sans doute pas suivi l’association “Ni putes ni soumises!” sur un terrain aussi ouvertement électoraliste[5]. Elles défilèrent donc à part, sous une banderole appelant à l’égalité, la mixité et la laïcité. Mais elles rassemblèrent autant sinon plus que toutes les autres organisations présentes. Les slogans fédérateurs ne font pas toujours bon ménage avec l’unité. En l’occurrence, il leur fut reproché par certaines féministes de n’être pas assez proches des luttes sociales. La critique était probablement légitime. Elle ne tient cependant pas compte de l’opinion des femmes des quartiers. Si la prise de conscience de la réalité de l’oppression paraît acquise y compris dans ses liens avec la ghettoïsation et donc les politiques sociales, elle n’implique nullement pour l’heure des formes de mobilisation “militante” classiques contre lesdites politiques. La conscientisation est un processus long dont on ne peut pas “sauter” les étapes.

Cette anecdote illustre une fois encore les ambiguïtés du positionnement des “Ni putes ni soumises!” qui rappelle, à bien des égards, les difficultés qu’a connu le mouvement antiraciste au cours des années 90. Mais il ne doit pas faire oublier l’originalité de son combat qui relève au moins autant des luttes sociales que du féminisme et de l’antiracisme. La thématique du ghetto apparaît ainsi comme étant extrêmement intéressante à creuser tant elle fournit un cadre explicatif à la fois riche et fédérateur en même temps que des possibilités d’action diverses. C’est bien

[5] La manifestation en effet, avait lieu deux semaines avant le premier tour des élections régionales.

l'existence de ghettos qui remet en cause l'égalité et la mixité dans ces quartiers et engendre des dérives communautaires.

Le mouvement "Ni putes ni soumises!" a donc contribué à un certain renouvellement des perspectives d'analyse de l'urbanité et de l'antiracisme. Il a, de ce fait, permis à de nouvelles générations de militantes d'émerger dans le paysage et de s'y installer. Reste à savoir si la "méfiance" à son endroit et le scepticisme des femmes des quartiers à l'égard du féminisme disparaîtront avec le temps pour permettre des rapprochements et des liens plus forts. Il se trouve aujourd'hui, au fond, dans une position inconfortable qui caractérise presque toujours les luttes transversales, d'hésitation entre des aspirations spécifiques aux quartiers et la nécessité de s'ouvrir à des mots d'ordre majoritaires.

Annexe 1

Le livre blanc des femmes des quartiers

L'enquête dont nous présentons ici quelques-uns uns des résultats s'est déroulée entre l'été 2001 et l'automne 2002. L'objectif était de réaliser un état des lieux des conditions de vie et une analyse fine de la situation des femmes habitant l'un des 750 quartiers classés en ZUS par le Ministère de la ville. Compte tenu des matériaux disponibles (essentiellement des entretiens biographiques), il a été nécessaire d'utiliser de nombreuses sources. Par ailleurs, depuis la fin 2002, notamment à la suite de la marche des femmes de mars 2003, un certain nombre de choses ont pu évoluer, notamment en ce qui concerne la conscientisation des filles ou les taux de chômage, sans compter que certaines questions posées alors ont pu se déplacer ou se trouver occultées sous l'effet de décisions politiques. La réapparition du débat sur le voile au printemps 2003 en est l'illustration parfaite. Il reste qu'un certain nombre de résultats sont suffisamment importants même s'il faut sans doute les considérer avec prudence. Quatre thèmes sont ici abordés: celui des conditions de vie, celui de la "loi des cités", celui de la réaction des filles, celui de la ghettoïsation.

1. Les conditions de vie: insécurité et violences au quotidien

En matière de conditions de vie, on pense évidemment d'abord à la précarité du travail et au chômage des femmes des catégories populaires. Ces phénomènes sont bien connus; inutile donc d'insister. La surprise est plutôt venue de l'ampleur des constats et des évolutions rapides depuis dix ans:

- 47% des femmes de moins de 25 ans habitant une ZUS étaient au chômage au moment du recensement de 1999 contre 35% pour les garçons.
- Celles qui occupaient un emploi étaient très majoritairement dans une situation précaire. Selon ces mêmes sources, 68% des actives occupées au moment de l'enquête avaient un contrat de travail instable (CDD, travail aidé, etc.). Leur salaire moyen atteignait à peine 800€ par mois contre 920€, à qualification égale, pour les hommes.

On peut parler d'une véritable insécurité sociale des femmes qui s'est beaucoup aggravée au cours des dix dernières années: la comparaison des résultats des recensements de 1989 et de 1999 est, de ce point de vue, très claire: tous les indicateurs économiques et sociaux concernant les femmes montrent une nette dégradation et un décrochage. Ces données sont également confirmées par l'enquête Génération 98 du CEREQ qui montre que, trois ans après la sortie du système éducatif, les jeunes femmes faiblement qualifiées sont aussi faiblement insérées; leurs difficultés d'emploi tendent à rejoindre celles des non- diplômés. Cette paupérisation généralisée des femmes, peu propice à la conquête de leur

autonomie, apparaît bien comme l'une des évolutions majeures de la situation des quartiers populaires. Elle est par ailleurs renforcée par d'autres sources d'insécurité et de violences.

Au cours des cinq dernières années, la question sociale a "avantageusement" glissé de l'exclusion sociale aux violences urbaines et à l'insécurité. Ce glissement sémantique et politique masque la réalité: ce sont les femmes des quartiers qui sont les premières victimes de toutes les formes de violence qui peuvent exister dans les espaces publics des banlieues (insultes, petites agressions répétées, violences sexistes). Une femme ne peut plus circuler librement dans la rue, les centres commerciaux ou les transports en commun. Un rapport de mars 2001[1] commandé par le Ministère de l'Intérieur sur la délinquance des mineurs, mettait déjà très clairement en lumière le rapport entre la petite délinquance qui existe dans les quartiers et les comportements "machistes" de ceux qui la commettent. Les écoles ne sont pas non plus épargnées, comme a pu le montrer une enquête de victimation réalisée par l'Observatoire européen de la violence scolaire entre 1995 et 1999 auprès de 33 000 élèves. Dans les établissements de l'éducation prioritaire, 60% disent se sentir en insécurité, les filles étant particulièrement exposées.

La surveillance des filles et les violences intra-familiales sont un autre aspect de ce climat délétère: même à la maison, les filles ne sont pas véritablement en sécurité, elles doivent en permanence subir la surveillance des grands frères. Leurs sorties du domicile sont étroitement contrôlées, tout comme leurs vêtements ou leurs fréquentations. Partout en France les signalements de violences intra-familiales sur les adolescentes sont en recrudescence, de même que les mariages forcés ou arrangés.

Au total, il apparaît que l'insécurité et la violence dominent entièrement la vie des femmes des quartiers, au point d'ailleurs de devenir imperceptibles et normales à leurs yeux.

2. La loi des cités

Dans tous les entretiens, la loi des cités revient comme un leitmotiv. À elle seule elle mériterait une enquête approfondie tant elle est, en fait, complexe. On peut cependant en présenter quelques caractéristiques.

Elle est d'abord une loi du plus fort, c'est-à-dire, au sens plein du terme, une forme de régulation de la sociabilité adolescente fondée sur la force. Il y a une hiérarchie au sein des groupes de pairs qui est fondée sur l'imposition du pouvoir par la force virile. Elle repose donc essentiellement sur l'établissement d'une frontière nette entre ceux qui ont la force, les garçons les plus âgés, les plus

[1] Eric Debarbieux, *La délinquance des mineurs*, Paris: IHESI, 2002.

courageux et celles et ceux qui ne l'ont pas, les filles, les homosexuels, les plus jeunes, etc.

Elle est aussi une loi orale[2] qui repose en grande partie sur la réputation. Pour imposer sa force, il ne suffit pas de se bagarrer. Il faut encore pouvoir conserver son emprise au moyen de l'entretien de sa réputation. Mais l'importance de la réputation ne concerne pas seulement les garçons. Les filles sont également en première ligne parce que, selon ce code, ce sont les filles qui portent l'honneur de la cité, de la famille, du groupe de pairs, etc. D'où les efforts quotidiens que les adolescentes doivent fournir pour conserver une bonne image, éviter de donner prise aux rumeurs. Les rumeurs jouent donc un rôle pivot dans la conservation et la diffusion des réputations. Ce phénomène n'est pas inconnu des sociologues: Norbert Elias avait fort bien montré comment les commérages permettent aux "*established*" de Winston Pava de stigmatiser les "*outsiders*"[3]. L'oralité est d'ailleurs aussi une caractéristique des solidarités populaires. C'est pourquoi il faut se garder d'une lecture trop "ethniciste" de la loi des cités. Les filles qui sont victimes de ce contrôle social ne sont pas nécessairement toutes issues de l'immigration maghrébine.

Elle est enfin une loi de solidarité exclusive: elle protège tous ceux qui s'y soumettent; elle exclut tous les autres. Elle peut avoir des tas de côtés "sympathiques": amitiés très fortes, échanges multiples de services divers selon le modèle du don/contre don, résistance au sentiment d'échec. Mais elle est, en même temps, prompte à exclure tout contrevenant ayant perdu sa réputation.

3. L'autodéfense réactive des filles

Le climat de violence, la loi des cités ont fini par "atomiser" les jeunes femmes, désormais persuadées de ne pouvoir compter sur elles-mêmes. Dans les cités, de multiples histoires circulent à propos de filles "perdues" à qui plus personne n'adresse la parole parce qu'elles ont accepté (*sic*) de "tourner". La peur est aussi un puissant moyen de conservation de l'ordre établi. Progressivement, en réaction, les filles se sont trouvées contraintes d'adopter certaines attitudes qui constituent des moyens "autodéfense" et de préservation.

Trois portraits réactifs types ressortent de l'enquête.

- La "fille de bonne famille", soumise et parfois voilée. Elle limite ses déplacements aux trajets école-domicile et s'occupe "bien" de la fratrie. En toute circonstance, elle doit faire bonne figure, elle a des devoirs plutôt que des droits.

---

[2] Pour un éclairage approfondi : David Lepoutre, *Cœur de Banlieue, codes rites et langage*, Paris: Odile Jacob, 1997.

[3] Norbert Elias, *Les logiques de l'exclusion*, Paris: Fayard, 1999.

- La “louvoyeuse” qui tente de composer entre son désir d’être une adolescente comme les autres (flirts, sorties, etc.) et la nécessité de préserver une fragile réputation. Comme beaucoup d’adolescentes, elle ment et cache ses activités ou ses fréquentations, mais sa double vie peut la mettre en danger si elle est découverte, ce qui arrive assez fréquemment.
- La “crapuleuse” qui adopte tous les attributs du comportement et de l’apparence masculine pour se faire respecter: hyper-agressivité physique et verbale, attributs vestimentaires masculins.

Ces idéaux types ne sont pas exclusifs: la plupart des filles ont un peu des trois à la fois. Ils ont en commun de reposer sur la négation de l’identité féminine à un âge ou elle est justement en pleine construction et sur l’atomisation des femmes. Dans ces attitudes, il n’y a pas de place pour un destin ou une action collective qui permettrait de se construire, ici et maintenant, un avenir et de faire des choix libres.

4. La ghettoïsation

Comment en est-on arrivé là? Comment expliquer une telle dégradation en moins d’une décennie? Reste à caractériser ces ghettos à la française qui en aucun cas ne ressemblent aux ghettos ethniques des pays anglo-saxons. Notre enquête a permis de déterminer trois caractéristiques d’identification d’un ghetto.

- Il faut d’abord constater un décrochage économique et social. Il serait dangereux de ce point de vue de prétendre que toutes les ZUS sont des ghettos, de même qu’il serait faux de considérer que ces ghettos n’existent que dans les banlieues des trois ou quatre grosses agglomérations françaises. La nouveauté est peut-être bien aussi dans le constat que même des petites villes provinciales ont désormais leurs ghettos.
- Une analyse fine des phénomènes d’insécurité révèle également le renversement de la violence. Durant les années 80, la violence dominante dans les quartiers était destinée à l’interpellation des autorités locales. Les émeutes urbaines appartiennent incontestablement à ce registre. Une partie de ce qui a été décrit plus haut en ce qui concerne les rapports hommes-femmes existait aussi mais de manière plus insidieuse et sans doute limité par les revendications d’égalité et de liberté issues de l’adhésion des jeunes à l’antiracisme. Aujourd’hui cependant, la violence est devenue clairement autodestructrice. Elle ne vise plus seulement des biens matériels mais elle s’exerce souvent contre des personnes, et surtout des femmes, parfois avec une extrême brutalité, comme à Vitry-sur-Seine. Ce renversement de la violence, parce qu’il contribue à couper le quartier du reste de la ville en construisant des frontières infranchissables pour tout étranger au quartier (y compris médecins, pompiers, etc.), contribue à la ghettoïsation. Il est en partie la conséquence du décrochage: des formes variables de l’économie parallèle permettent de pallier en partie la survie des habitants ou de certains d’entre eux,

mais il faut bien, pour l'installer, s'assurer le silence complice des habitants au moyen de la peur des représailles[4].

- Une des caractéristiques anciennes des quartiers d'habitat populaire est la solidarité qui règne entre voisins. La sociologie de la pauvreté l'a souvent décrite en montrant que ces circuits d'échanges non marchands reposent sur un système complexe d'obligations réciproques (donner, rendre, recevoir). Par la force des choses, ces solidarités se sont trouvées renforcées en même temps que se développaient la pauvreté et l'économie parallèle. Mais, parce que le système d'obligation lié au don est en grande partie moral, il engendre à son tour un renforcement du contrôle social; d'où l'importance des rumeurs, de la définition des rôles sexués, notamment pour tout ce qui concerne le travail domestique, des valeurs du patriarcat mais aussi de la réputation des habitants. Par nature, ces solidarités sont donc communautaires, non pas au sens ethnique du terme, mais en ce qu'elles définissent le groupe des bénéficiaires (les habitants) par tout ce qu'ils ne sont pas. Ils ne sont pas gaulois, ils ne sont pas bourgeois, ils ne sont pas pédés, ils ne sont pas faibles, etc. De ce fait, ces solidarités définissent, au sein de la communauté, un système hiérarchique de domination très complexe qui, encore une fois, ne repose pas exclusivement sur la force physique mais sur une codification des rapports sociaux de genre.

Cette caractérisation, on l'aura compris, éloigne des représentations "ethnicistes" et des lectures religieuses couramment admises en politique. Si des variables culturelles interviennent dans ces phénomènes, ce n'est finalement que marginalement et en dernière analyse. Cela ne signifie nullement que l'islam radical n'est pas un problème sérieux pour les femmes. Mais sa diffusion actuelle n'est qu'une conséquence de la ghettoïsation et non sa cause. Politiquement, cette analyse permet aussi de réfuter les discours sur l'absence d'intégration des familles issues de l'immigration. À vrai dire, il est fort probable que des formes analogues d'oppression des femmes pourraient être constatées dans des ghettos exclusivement peuplés de "gaulois".

Conclusion

Cette approche du ghetto place le genre au cœur de l'analyse de la crise urbaine. Cette perspective est suffisamment originale pour devoir être soulignée; car la ville et sa morphologie deviennent à leur tour des variables des rapports sociaux de genre. Incontestablement, ce sont là des pistes nouvelles de réflexion, de recherche et d'action qu'il faudra approfondir.

---

[4] Eric Debarbieux (*op. cit.*) émet, de ce point de vue, une hypothèse intéressante sur la petite délinquance. Elle permet aux caïds de s'approprier les espaces publics faisant harceler tous ceux qui pourraient les utiliser par d'autres jeunes cherchant à trouver grâce à leurs yeux : les squares seront donc fuis par les mères de famille, de même que les cages d'escaliers, les bancs, etc.

Annexe 2

L'appel de janvier 2002

Nous, femmes vivant dans les quartiers de banlieues, issues de toutes origines, croyantes ou non, lançons cet appel pour nos droits à la liberté et à l'émancipation.

Oppressées socialement par une société qui nous enferme dans les ghettos où s'accumulent misère et exclusion.

Étouffées par le machisme des hommes de nos quartiers qui au nom d'une "tradition" nient nos droits les plus élémentaires.

Nous affirmons ici réunies pour les premiers "Etats Généraux des femmes des Quartiers", notre volonté de conquérir nos droits, notre liberté, notre féminité. Nous refusons d'être contraintes au faux choix, d'être soumises au carcan des traditions ou vendre notre corps à la société marchande.

- *Assez de leçons de morale: notre condition s'est dégradée. Les médias, les politiques n'ont rien fait pour nous ou si peu.*

- *Assez de misérabilisme. Marre qu'on parle à notre place, qu'on nous traite avec mépris.*

- *Assez de justifications de notre oppression au nom du droit à la différence et du respect de ceux qui nous imposent de baisser la tête.*

- *Assez de silence, dans les débats publics, sur les violences, la précarité, les discriminations.*

Le mouvement féministe a déserté les quartiers. Il y a urgence et nous avons décidé d'agir.

Pour nous, la lutte contre le racisme, l'exclusion et celle pour notre liberté et notre émancipation sont un seul et même combat. Personne ne nous libèrera de cette double oppression si ce n'est nous-mêmes.

Nous prenons la parole et lançons cet appel pour que dans chaque cité de France, nos sœurs, nos mères entendent ce cri de liberté et rejoignent notre combat pour mieux vivre dans nos quartiers.

Marie Fabre & Daniel Roques

Présentation de l'association Mix-cité Toulouse

Dans un premier temps, je vais vous exposer les objectifs et fondements de Mix-cité, ainsi que le fonctionnement de Mix-cité Toulouse. Puis, Daniel présentera nos différentes actions.

Mix-cité a été créée en 1997 à Paris en réaction aux mannequins vivants des Galeries La Fayette. Dans plusieurs autres villes, une volonté féministe s'est dégagée et a permis la création de différentse Mix-cité. Il s'agit de Marseille, Paris, Orléans et Toulouse.

Ces différentes Mix-cité sont fondées sur les mêmes principes que j'expliciterai ultérieurement dans mon exposé.

Les Mix-cité ne constituent pas une fédération. Chacune est autonome et indépendante dans ses actions. Nous sommes cependant liées par une Charte inter-Mix-cité qui définit les principes fondamentaux de nos actions et fonctionnement.

Objectifs et fondements

Mix-cité se veut être *un espace de débat féministe, mixte, anti-sexiste et tourné vers la jeunesse.*

Une association féministe

Mix-cité a pour objectif principal de réanimer le combat féministe en menant la vie dure aux stéréotypes. Nous militons pour créer de nouveaux rapports entre hommes et femmes. Nous ne voulons plus d'une société fondée sur des rôles sexués figés mais sur un principe d'égalité. En ce sens, nous nous définissons comme culturalistes et universalistes.

Une association anti-sexiste

Ainsi, nous considérons qu'il faut lutter contre toute discrimination fondée sur le sexe et ce dans tous les domaines.

Une association mixte

Nous avons ensuite comme principe fondateur la mixité. Nous ne souhaitons pas rompre avec le mouvement non-mixte issu des années 70 mais nous pensons indispensable de transformer la société tou-te-s ensemble. Les rôles sociaux doivent être déconstruits, tant les rôles fondés sur le féminin que sur le masculin.

Une association tournée vers la jeunesse

Enfin nous sommes tournées vers la jeunesse pour montrer que le féminisme n'est pas un concept et une théorie périmés. Les inégalités entre hommes et femmes sont encore fortes aujourd'hui et nous ne devons pas les reproduire dans nos vies et celles des générations à venir. Afin de lutter contre le sexisme, il faut agir sur les jeunes qui formeront la société adulte de demain, qui seront donc alors à même de ne plus aller dans le sens d'une société sexiste. Nous considérons que l'éducation permettra de faire évoluer notre société dans le sens d'une société juste et égalitaire.

Fonctionnement

Basée sur ces principes et volontés, Mix-cité Toulouse existe depuis quatre ans (date de création: 1999). Une quinzaine de militant-e-s, farouchement décidé-e-s à faire évoluer notre société travaillent ensemble au quotidien en raison de plusieurs réunions par mois par différents moyens et actions.

Les moyens nous permettent d'œuvrer seul-e-s ou par le bais d'un réseau militant localement sur Toulouse.

Notre fonctionnement est basé sur la volonté de chacun-e de s'investir dans telle ou telle action. Chaque militant-e a une place identique dans notre association et peut s'investir dans le projet qu'il ou elle décide de porter dès lors que cette action a été acceptée par toutes et tous.

Voilà les grandes lignes de notre association et je vais laisser la parole à Daniel qui va maintenant vous présenter nos différentes actions.

Nos actions

Comme vient de le dire Marie, les différentes Mix-cité fonctionnent de manière autonome les unes par rapport aux autres; nos relations se situent actuellement plus au niveau de l'échange d'informations que d'une réelle coordination (en construction).

Les actions sont donc décidées par chaque Mix-cité en fonction des réalités locales, des orientations choisies, des compétences présentes et aussi des envies des militantEs.

Pour Mix-cité Toulouse, les actions peuvent être classées en trois grandes catégories, répondant chacune à une préoccupation spécifique.

Tout d'abord, il y a *les actions de dénonciation et de visibilité* afin de ré-occuper l'espace public, remettre à l'ordre du jour les questions féministes, si possible avec des formes un peu innovantes.

Cela peut prendre la forme d'actions ponctuelles et simples, comme le recouvrement de publicités sexistes, ou d'actions plus préparées, comme le fait de rebaptiser les noms de rues et de places avec des noms de femmes (sur le thème:

“Pourquoi femme publique n’est pas l’équivalent d’homme public?”), en passant par des rassemblements devant un fast-food contre son sandwich “Supermacho” ou devant une boîte de nuit contre sa soirée costumée “Putes et macs”.

Une action d’ampleur, co-organisée avec un collectif d’artistes (Mix’Art-Myrys), a consisté à exposer le 8 mars de l’année dernière 400 silhouettes de femmes taille réelle, peintes plus ou moins artistiquement, tout autour et sur la place du Capitole (place centrale de Toulouse), afin de pointer le problème social des violences conjugales.

Nous participons aussi, le plus possible, aux manifestations et actions unitaires comme la Marche mondiale des femmes, les initiatives autour du 8 mars, l’accueil de la marche “Ni putes ni soumises!” ou encore les manifestations antifascistes.

Ensuite, comme deuxième type d’action, nous *organisons des débats publics et des formations*, entre autres dans le but de faire le lien entre théorie et pratique (Mix-cité Toulouse a été créée par des militantEs et des étudiantEs en rapports sociaux de sexes).

D’une part, cela passe par des formations semi-publiques (ouvertes à touTEs les sympathisantEs), sur des thèmes d’actualité ou de recherche, ou des rencontres avec d’autres féministes en fonction de l’actualité (ex: approche abolitionniste de la prostitution).

D’autre part, toujours dans l’idée de (ré-)occupation, nous essayons aussi d’amener des débats sur la place publique. Ainsi nous avons invité (au tout début de Mix-cité Toulouse) les organisations politiques de jeunesse de gauche à répondre à la question “La gauche est-elle féministe?” Notre réponse à la suite du débat: il reste du travail à faire. Dans le cadre des dernières élections municipales, nous avons convié, le soir du 8 mars, toutes les listes en présence à débattre d’une “politique antisexiste pour Toulouse”: un réel succès avec une Bourse du Travail pleine et toutes les forces de gauche présentes. Lors de la préparation, nous avions interviewé toutes les têtes de liste (à l’exclusion de l’extrême droite) afin de réaliser un quatre-pages et l’actuel maire Philippe Douste-Blazy s’y est dit féministe. Nous contrôlerons cela.

Enfin, nous essayons de mener *des actions pédagogiques, “à visée éducative”*, pour lutter contre les stéréotypes et participer à la déconstruction des rapports hommes/femmes.

D’un côté, nous voulons développer des actions en direction des structures d’éducation et de loisirs. Parfois nous intervenons directement auprès du public: nous l’avons fait dans une classe de primaire, sur la question des tâches domestiques et celle de la publicité et de la violence faite aux femmes, ou encore par une participation à un débat en lycée, sur “femmes et travail”, et nous prévoyons de le faire sur un groupe de pré-adolescentEs en centre de loisirs, sur le harcèlement entre pairs. Mais l’idée principale est de favoriser la formation des

enseignantEs et intervenantEs sur la question du sexisme et du féminisme: que ce soit par des formations directes, comme à l'IUFM (ce que nous avons fait une fois), ou par le développement de matériel pédagogique (par exemple en lien avec Mix-cité Paris qui travaille sur une mallette pédagogique pour l'Education nationale).

De l'autre côté, nous nous adressons, encore une fois, au grand public. Ainsi, nous menons depuis quelques années une action autour des jouets de Noël et des stéréotypes sexistes qui sont – encore – véhiculés dans les catalogues, que ce soit par une mise en scène du résultat en termes de tâches domestiques de tels schémas ou par un spectacle de marionnettes avec la "fée-ministe". Notre dernière action d'ampleur – toute fraîche – a consisté à mettre en place, dans un parc fréquenté du centre-ville, un jeu de l'oie géant ("52 semaines de sexisme, 365 jours de lutte") de 52 cases, dont certaines interactives, représentant des exemples et tous les domaines du sexisme quotidien: un succès auprès du public.

Débat

Nadja Ringart

J'ai travaillé un certain temps à Sarcelles et j'ai été impressionnée par la richesse du tissu associatif et en particulier par le rôle de médiation de certaines associations. J'imagine donc qu'au moment où vous êtes arrivées avec ce projet, cette démarche a permis de mettre ces associations en synergie. C'est un mot qui est très à la mode, mais, en l'occurrence, le tissu associatif est très actif et plusieurs structures font de l'alphabétisation et de la médiation. Leur travail s'étend sur de très, très longues durées et il me paraît intéressant que ce type d'événement leur permette d'être visibles et valorisées. C'est quelque chose qui compte beaucoup, dans l'est du Val d'Oise en particulier.

Dominique Poggi

Quand la démarche a commencé, il y avait un risque de repli communautaire. Les associations de femmes d'africaines, antillaises, maghrébines, etc., ne se rencontraient plus beaucoup entre elles, il y avait un risque de morcellement. La recherche-action a contribué à recréer des liens et à fédérer ces associations.

Monique Minaca, *co-auteure de "La femme des chartes dans la Cité"*

Quelles étaient les personnes qui intervenaient? Des jeunes, des jeunes mamans, était-ce mélangé? Quel était l'échantillon des personnes qui ont choisi d'intervenir, de travailler avec vous? Sur le terrain, les femmes du terrain, qui étaient-elles? Souvent, quand on recherche la participation des habitants et quand on s'attache à ce que ce soit des habitantes, ce n'est pas tout le monde qui vient.

Dominique Poggi

Au début, on a commencé par constituer un réseau avec les femmes qui étaient déjà les plus impliquées, les femmes qui étaient dans des associations de femmes africaines, très dynamiques dans le Val d'Oise, des femmes qui fréquentaient "Accueil et Culture" qui est une association très conviviale et très en prise sur le terrain. Et puis on a fonctionné sur le mode de la démultiplication, en leur demandant de sensibiliser d'autres femmes autour d'elles: "Parlez-en, parlez-en à vos voisines. Demandez l'avis de vos voisines sur les thèmes sur lesquels vous travaillez." Et c'est ainsi que 140 habitantes sont venues à la journée de restitution des résultats de la recherche-action. On a, en quelque sorte, fonctionné par cercles concentriques qui s'élargissaient en tache d'huile.

Denyse Côté

Ma question porte sur l'effet de cette démarche sur les élus locaux, les responsables locaux. Vous avez parlé de subventions, ça arrive souvent par la bande, mais est-ce qu'au niveau des discours, au niveau de leurs prises de position publiques, vous avez senti des effets?

Dominique Poggi

Il s'est passé plusieurs choses. D'une part, un certain nombre d'élues locales ont été interviewées au cours de la recherche-action et ont apporté leurs analyses, leurs pièces de puzzle, puisque nous avons travaillé en regards croisés pour réaliser le diagnostic. Mais elles se sont mises aussi à parler d'elles, à exprimer toute la difficulté d'être une élue, minoritaire. L'une d'entre elles disait: "Quand on est femme élue et qu'on veut quelque chose, il faut être pit-bull, il faut mordre et ne pas lâcher." Ça, c'est la première chose: elles ont été sensibilisées et se sont mises à parler d'elles. Deuxièmement, certaines ont participé aux tables rondes que nous avons organisées sur les transports et sur l'emploi. Et c'étaient des élues qui, pour certaines, essayaient depuis des années d'agir en faveur des femmes et elles étaient assez contentes qu'on remette l'ouvrage sur le métier. Par exemple, l'une d'entre elles avait, pendant vingt ans, bataillé avec le système de transport public, pour obtenir qu'un bus fasse un petit détour, afin de desservir les immeubles qui étaient tout en haut d'une rue. Sinon c'étaient les femmes qui remontaient à pied cette longue rue avec poussettes et caddies. Et donc, elle était contente que la recherche-action aborde ces questions de transports. Concernant leur implication à venir, les élues vont être interpellées par deux groupes de travail, l'un sur l'emploi, l'autre sur les transports. Ces groupes d'habitantes et de professionnelles vont re-contacter tous les élus des quatre villes et leur demander de s'engager sur des projets concrets. Ce ne sont pas vraiment des groupes de pression, mais ce sont des groupes de propositions, très actifs. Donc je pense que la concertation va continuer, mais de manière plus pointue, sur des projets plus précis.

Nous avons aussi décidé de nous retrouver le 25 avril 2004 pour faire le bilan de ce qui aura été réalisé un an après le diagnostic, c'est une façon de maintenir une pression.

Brigitte Lhomond *(s'adressant à Hélène Orain)*

Oui, je voudrais revenir sur votre question parce que c'était une question finale, comme si la guerre des sexes était quelque chose qui était une menace pour le futur et qui n'était pas de fait déjà en train de se passer. Qu'est-ce qu'on dit quand on parle de guerre des sexes? Est-ce que ça serait soudain une situation où il y aurait des armées de poids – on va continuer la même métaphore – des armées de poids relativement égales, ou est-ce qu'on est en en train de parler de ce que, de

fait, subissent les femmes? Et l'autre question c'est: est-ce réellement un argument qui peut faire peur aux politiques? Ce qui est l'autre versant.

Hélène Orain

C'est une métaphore et, comme toutes les métaphores, elle est plus ou moins mauvaise. En l'occurrence, bien sûr, je suis d'accord avec ce que vous venez de dire. Ce à quoi je pensais c'est aux mécanismes d'autodéfense des jeunes filles qui sont en train de se mettre en place, que je trouve assez catastrophiques parce que je ne crois pas que dans ces mécanismes d'auto-défense, ceux qu'elles mettent en place, elles croient qu'elles sont en train de construire leur libération. Je pense à deux mécanismes d'autodéfense. La violence de certaines jeunes filles à l'égard des garçons elles la disent comme ça: "Dès qu'on chope un mec tout seul, le but, c'est de l'humilier, le but, c'est de le battre, qu'il rentre chez lui en caleçon devant toute la cité". L'autre attitude c'est celle de l'apparence de la soumission: des jeunes filles, pour conserver un espace de liberté, "font semblant" de faire ce qu'on attend d'elles. Aux yeux de leurs pairs, de leurs parents et voisins, elles "jouent" à la "jeune fille de bonne famille". Mais au-delà de ces apparences, elles vont mentir pour pouvoir sortir, elles partent à l'école en survêtement avec une jupe dans leur sac etc.

Je me trompe peut-être, mais je ne suis pas sûre qu'on se construise un équilibre psychoaffectif et une identité de femme libre dans ce type de comportement. De toute façon, c'est violence contre violence. Parce que les violences, qu'elles soient physiques ou symboliques, elles existent. Donc en rajouter une couche dans l'attitude des filles, ça n'est jamais que la continuation d'un même phénomène.

Deuxième phénomène, la violence qui sévit actuellement dans les quartiers, n'a rien à voir avec la violence qu'on a connue il y a quinze ans; qui était une violence de revendication. On cramait des bagnoles, mais c'était pour dire: "Y'en a marre de la galère, nous, on veut comme tout le monde des équipements, des trucs, des machins, on veut partir en vacances." Avec toutes les dérives que ça a donné après, mais c'était au moins une violence de conscience. La violence que l'on constate aujourd'hui dans les quartiers – je crois que les enquêtes d'Eric Debarbieux et de l'observatoire européen de la violence scolaire sont assez claires à ce niveau-là – c'est une violence de ghetto, c'est-à-dire c'est une violence de soi contre soi. C'est le voisin qu'on insulte pour qu'il ne mette pas son nez dehors pour qu'on puisse faire son petit trafic tranquillement en bas de l'immeuble. C'est l'interdiction faite aux femmes, l'interdiction absolue faite aux femmes, de sortir dès qu'il fait nuit, voire dans certains endroits quand il fait jour: les filles sont obligées de faire tout un trajet de contournements assez compliqué pour rentrer chez elles. Ce sont des mères de famille qu'on insulte, c'est tout ça.

Autre système d'autodéfense, malgré tout je ne peux pas ne pas en parler, c'est le voile. Il y a des filles qui portent le voile parce qu'elles auront la paix. C'est aussi simple que ça. Alors on peut enrober ça avec des discours mystiques, métaphysico je ne sais quoi. Mais la réalité, c'est qu'une fille qui porte le voile, on lui fout la paix. Et que la fille qui porte la voile, c'est une fille de bonne famille et sa réputation n'est pas menacée. Là encore, je ne crois pas que ce soit un progrès pour la condition des femmes et des jeunes filles. Et ce qui est en train de se passer est assez surprenant parce qu'autant il y a dix ans, le voile, c'était un peu minoritaire, on sentait confusément, mais quand même un peu, qu'elles étaient assez manipulées par des imams un peu curieux, des pères un peu exaltés par un pèlerinage à La Mecque. Mais là, ce n'est pas ce qui est en train de se passer. Il y a des filles qui portent le voile, mais contre leurs parents, en opposition avec leurs parents. Et le problème, c'est que ça se répand de plus en plus. Dans certains quartiers, je peux le dire, j'ai été vraiment frappée. Ça faisait assez longtemps que j'y n'avais pas mis les pieds, certes, mais quand même et je suis assez surprise par ce phénomène et en même temps extrêmement inquiète. S'auto- défendre en portant le voile, pour moi ce n'est pas un signe de progrès.

Nadja Ringart

J'ai une question précise. J'espère que la réponse va nous réconforter. Est-ce que vous pouvez nous dire un mot sur l'état d'esprit dans les Maisons des Potes et dans SOS Racisme depuis les états généraux?

Hélène Orain

On est à la fois enthousiastes et pessimistes. On est enthousiastes parce qu'on a l'impression d'avoir contribué, même petitement, parce qu'on ne peut pas dire qu'on touche tous les quartiers, ce n'est pas vrai, il reste des quartiers où il n'y a aucun réseau associatif. On essaie petit à petit d'y pénétrer, mais ce n'est pas facile. Donc on a l'impression d'avoir commencé une libération de la parole et ça, c'est très positif et les débats autour de la marche ont été très riches. On a vu également, à l'intérieur des étapes de la marche, beaucoup de militantes féministes qui n'habitaient pas les quartiers, pour la première fois venir discuter avec des femmes des quartiers et faire le pont. Pour nous c'était fabuleux, génial. Quoique, attention, dans les quartiers les filles, le féminisme c'est beurk. Le féminisme c'est la parité, donc c'est une histoire de bourgeoises, ça leur fait autant d'effet que l'annonce des soldes chez Hermès. Il y a ces aspects positifs de débats, de besoin de prise de parole, de besoin de rencontres, de besoin d'échanges, de prise de conscience qu'on n'est pas seules.

Et, en même temps, on est assez pessimistes parce que quand on discute avec les garçons, on s'aperçoit de deux choses. Les garçons, c'est formidable. "Le viol,

ce n'est pas bien, obliger les filles à porter le voile, ah non, non ce n'est pas bien. Agresser ensuite les filles, ce n'est pas bien, ah non vraiment ce n'est pas bien, pas bien du tout. Les discriminations sexistes au travail, ah non vraiment ce n'est pas bien. Les mains au cul, les insultes, non vraiment, vraiment ce n'est pas bien. Mais quand même les filles, elles sont vachement provocantes, avec leurs petites tenues. Quand même, les filles, elles viennent nous chercher. Quand même, les filles, elles sont responsables de ce qu'il leur arrive."

Alors, je m'interroge. Qui sont les filles que ces garçons, tous les garçons me décrivent? Où sont-elles? Jamais, jamais depuis trois ans que j'ai recommencé à militer dans ce réseau, depuis trois ans que je vais dans les quartiers, jamais je n'ai vu une jeune fille en mini-jupe. Jamais je n'ai vu une jeune fille maquillée. Où sont-elles, qui sont-elles, ces jeunes filles provocantes? Je voudrais qu'on me les montre, je voudrais parler avec une jeune fille provocante. Il y a la télé, oui, j'en ai beaucoup parlé avec eux. Ils font quand même sacrément la différence entre la télé, la fiction, la réalité, le cinéma. Donc on a un problème qui est, je crois, que les garçons des classes populaires, aujourd'hui, ils ont appris à "répondre au questionnaire". Ils ont appris les comportements sociaux tolérables. Ils ont appris les codes. Ceci dit, au fond, est-ce qu'ils ont résolu leurs problèmes de sexisme? Je ne crois pas. L'enjeu maintenant c'est de travailler sur la banalité de l'oppression, sur la "routinisation" de l'oppression, sur toutes ces petites choses, ces petits renoncements qui sont, je crois, l'essentiel, le cœur du problème. Mais je n'élimine pas les violences, qui sont au fondement de l'oppression des jeunes filles des quartiers.

Mireille Brioude

Vous avez attisé ma curiosité: la gauche est-elle féministe?

Daniel Roques

Je vais essayer d'être rapide: la gauche se veut féministe. Si toutes les forces qui étaient présentes disaient être féministes, quand on en discute, il peut y avoir des lacunes, même du côté théorique. Ensuite, le féminisme ne se mesurant pas seulement sur la théorie, on peut dire, après discussion avec les militantes présentes, que les organisations de gauche ont encore du chemin à faire pour être réellement féministes. Toutes.

Françoise Picq

Nous avons organisé, il y a quelques années, une journée de l'ANEF sur "Études féministes, militantisme, mouvement des femmes" (supplément au *Bulletin de l'ANEF* 24, printemps 1997). Nous avions invité des jeunes féministes venues de plusieurs endroits: de Lyon, de Paris, de Toulouse. Il y avait une association,

féministe mixte, de Toulouse qui s'appelait Les Mafaldas. J'aurais voulu savoir si vous en avez entendu parler, s'il y avait une filiation, un lien quelconque entre les Mafaldas et Mix-cité Toulouse ou si c'est une nouvelle histoire.

Daniel Roques

Il n'y a pas de filiation entre les deux. Quand j'ai commencé à militer dans ces temps-là, les Mafaldas existaient encore, mais il n'y a pas eu de réelle filiation.

Dans les fondatrices et fondateurs de Mix-cité Toulouse, il y en avait deux (un peu plus vieilles que moi) qui étaient proches des Mafaldas, qui les connaissaient, qui n'ont jamais milité aux Mafaldas, mais il y a eu des contacts.

Les Mafaldas ont disparu avant que Mix-cité 31 ne se crée. Mais à la création de Mix-cité, une des animatrices des Mafaldas, encore présente à Toulouse, a adhéré et nous a soutenus.

Dominique Fougeyrollas

À propos de l'enquête ENVEFF présentée ce matin, est paru dans *Les Temps Modernes* de février-mars-avril un article signé de Marcella Iacub et d'Hervé Le Bras qui s'attachait à démontrer que tout était faux et que ce n'était qu'une machinerie purement idéologique. Je dois vous annoncer que le prochain numéro des *Temps Modernes*, daté juillet-août, contiendra la réponse de l'équipe ENVEFF à cette opération, disons, idéologique. Puisqu'ils nous ont qualifiées d'idéologiques, on peut reprendre le même terme ; il s'agissait surtout d'une entreprise de dénonciation et de volonté de porter atteinte à la crédibilité de notre enquête. C'est également l'objectif de l'ouvrage d'Élisabeth Badinter. Par ailleurs, il y aura également des articles sur le sujet dans le prochain numéro de *Nouvelles Questions Féministes* qui sortira à l'automne. Dernière annonce : pour vous faire votre propre religion sur la question, notre ouvrage va être publié incessamment sous peu, en principe le 20 juin : *Les violences envers les femmes – Une enquête nationale*. Donc vous aurez les 360 pages à lire pour votre été.

Christine Delphy

Ce commentaire s'adresse à Hélène Orain. J'ai remarqué que tu utilisais à la fois le terme de "ghetto" et le terme de "communautarisme". Et il me semble que les deux concepts ne sont pas vraiment conciliables. Alors, je commence avec le terme de communautarisme. Il est utilisé d'une façon très, très idéologique en France pour connoter une démarche qu'auraient des groupes minoritaires, qu'il s'agisse de minorités sexuelles, qu'il s'agisse de minorités dites ethniques, etc. Ce terme est utilisé pour dénoncer une démarche qui serait de leur fait et par laquelle ils se mettent d'eux-mêmes à l'écart de la société globale et font leur petit machin entre eux; le communautarisme des homosexuels, par exemple, a été dénoncé et il y

a toute une frange de l'intelligentsia et aussi du monde politique qui dénonce le communautarisme, qui l'oppose à l'universalisme républicain. Donc, il semblerait, qu'il s'agisse des Noirs, qu'il s'agisse des Beurs, qu'il s'agisse des homosexuels, ce sont eux qui choisissent de rester ensemble au lieu de se mêler joyeusement au reste de la population qui les accueillerait à bras ouverts.

Ceci est typiquement une démarche française, qui décide de se mettre la tête dans le sable et de refuser de voir les processus réels par lesquels cette même société, y compris ces républicains universalistes ou universalistes républicains, a marginalisé ces populations.

Donc je trouve que c'est très dangereux d'utiliser ce terme. D'autant plus que le terme de "ghetto", lui, est tout à fait approprié parce qu'un ghetto, il est rare qu'on y aille de son plein gré. Un ghetto, c'est quelque chose que les dominants ont fait pour vous, dans lequel ils vous enferment. J'ai été étonnée de l'usage de ce terme. Malheureusement, je suis arrivée au milieu de ton intervention, mais il me semble que tu penses que c'est l'effet de la marginalisation, de la discrimination contre ces populations qui dure depuis qu'elles sont arrivées en France, qui se poursuit sur la seconde génération et dont un des effets les plus évidents se trouve dans le langage puisqu'on arrive à parler d'immigrés de la seconde génération, ce qui est quand même un oxymore parce qu'il est rare de voir des fœtus traverser la Méditerranée tout seuls avec leurs petites pattes. On ne voit pas comment on peut être un immigré de la seconde génération. Ce que l'on voit très bien, c'est comment la société dominante continue de les refuser, refuse de les intégrer. Et ce que tu disais à la fin le montrait aussi.

Évidemment la solution n'est pas entre les mains des jeunes filles des quartiers, elle n'est même pas entre les mains des groupes féministes, la solution. Elle est de secouer cette société française et de lui montrer qu'elle est en train de créer une société de castes et qu'il est peut-être même déjà trop tard, à l'heure actuelle. Il est peut-être déjà trop tard. Donc je voulais relever que le mot "communautarisme" est très connoté, très chargé et qu'il signifie d'une certaine façon le contraire de ce que tu veux dire.

Maya Surduts, du Collectif National pour les Droits des Femmes et de la CADAC

Il faut préciser que le Collectif National pour les Droits des Femmes et la CADAC sont deux structures distinctes: la première travaille sur l'ensemble des thèmes relatifs aux droits des femmes, la deuxième sur l'avortement et la contraception. Ce que je tiens à dire, c'est que je suis légèrement gênée, car il me semble extrêmement difficile de poser le problème des jeunes filles dans les banlieues si on fait abstraction de la situation actuelle. On dirait qu'on est sur une autre planète, comme je le disais tout à l'heure en aparté. Il y a un mouvement social, il y a une situation politique, économique et sociale en ce moment, qui a

quand même paralysé ou au moins perturbé la vie de ce pays. Et je pense que tout est lié. Nous avons évidemment soutenu la Marche de “Ni putes ni soumises!” mais je dois dire que, pour ma part, je ne prétends pas être représentative du Collectif ou des associations qui le composent quand je m’exprime comme je vais le faire. Propos que j’assume totalement.

Je pense que, la situation était devenue impossible. C’est pour ça que vous avez fait ce que vous avez fait. Mais aussi, je pense qu’il y a trois ans, quand vous avez mis le processus en marche ou que vous avez tenu les états généraux, il était quand même délicat de dire que les féministes avaient abandonné les femmes des banlieues. D’abord, parce qu’il faut rappeler que s’il y a eu durant les années 70, des groupes de quartier, une certaine implantation féministe locale – j’emploie un jargon un peu archaïque comme vous pouvez le constater –, une certaine pénétration dans les quartiers ou dans les entreprises, ça fait belle lurette que tout cela est fini. Ça n’existe plus, pas seulement pour nous, les féministes mais pour d’autres, en particulier pour le Parti Communiste. Je tenais quand même à rappeler cela. Ensuite, je pense aussi qu’il n’y a pas eu de votre part, une grande volonté d’essayer de travailler avec nous. Et ça peut se comprendre quand on voit l’image du féminisme qui vous est présentée! Tout a été fait, à partir de la fin des années 70, pour le discréditer à jamais. On nous a taxées de lesbiennes, de mal baisées, etc. Nous avons réagi de façon assez imbécile au lieu de dire: “Nous sommes toutes des lesbiennes, des mal baisées”, etc. On n’a pas pu, on n’a pas su.

C’est quelque chose qui est resté dans l’inconscient collectif, partout, ce qui explique le discours: “Je ne suis pas féministe” qui est reproduit par tout le monde. “Je ne suis pas féministe, mais...”. Je peux donc comprendre que, d’une certaine façon, vous considériez que les problèmes sont suffisamment graves et suffisamment difficiles pour ne pas en rajouter d’autres. Mais ceci étant, moi je pense qu’il y a chez vous la volonté de dire: “Les féministes nous ont abandonnées, de toute façon nous sommes obligées de...” et les médias ont embrayé, laissant entendre qu’il n’y aurait de problèmes que dans les banlieues.

Et ça, ce n’est pas possible. Ce n’est pas que dans les banlieues, qu’il y a des violences, qu’il y a des problèmes. Dire cela, c’est ne pas reconnaître qu’il y a un système de domination qui est structurel, et c’est aussi une façon d’ignorer le féminisme, la génération issue de 70, le MLF et la suite. Vous ne pouvez pas balayer tout ça d’un revers de main. Nous le disons, c’est un système patriarcal, c’est un problème structurel qui traverse l’ensemble de la société et qui pose problème dans l’ensemble de la société. Dire: “c’est dans les banlieues que ça se passe,” c’est faire comme s’il n’y avait pas de problèmes ailleurs. Et les féministes, elles ne font rien. Actuellement, on ne sait pas où elles sont: les seules féministes c’est vous. Il est apparu que vous étiez les seules et les bonnes. Les seules et les bonnes et, d’une certaine façon ça l’arrange, ce pouvoir. Le pouvoir en place est le

plus réactionnaire qu'on ait eu depuis la seconde guerre mondiale, c'est un véritable gouvernement de restauration, et c'est de ce point de vue-là qu'il convient de mesurer la gravité de la situation. Ce gouvernement, ça l'arrange de dire que tous les problèmes résident dans les banlieues et nulle part ailleurs, ce gouvernement qui est prêt à remettre en question tous les acquis de notre société. Ce qui se passe dans les banlieues fait partie d'un ensemble. Il y a une façon de découper les choses qui ne permet plus de comprendre très bien de quoi il s'agit, de comprendre le monde dans lequel on vit. De ce point de vue-là, je pense que c'est une erreur politique, et qu'il faudrait beaucoup plus discuter ensemble des priorités, de ce qu'il faudrait faire ensemble, aujourd'hui.

Ghaïs Jasser

Je voulais aborder deux points. Tu as parlé tout à l'heure des problèmes de l'islam. À plusieurs reprises j'ai essayé de faire passer certains messages dans le féminisme étant donné que j'appartiens à deux cultures. Je viens de l'Orient et je suis française. La chose que je n'ai jamais pu faire passer dans le milieu féministe de recherche et autre, c'est qu'on vit actuellement l'islam comme le christianisme, comme l'hindouisme vivent des régressions. Et des régressions dans les pays d'origine, c'est-à-dire il y a des imams qu'on envoie d'Égypte, d'Algérie, et qui viennent ici et qui prêchent une parole régressive, qui n'a rien à voir avec ce qu'était l'islam dans les années 60, 70, dans tous les pays musulmans. Une Iranienne, une Turque, une Pakistanaise, une Indienne peuvent vous tenir le même discours, il y a eu régression. Et cette régression-là n'est pas prise en compte. La régression, pourquoi elle est là? L'analyse politique est extrêmement importante parce que l'islam existe dans des pays où il y a des dictatures et donc la réflexion est impossible. De plus, très souvent, l'islam prend le rôle de l'opposant: les islamistes sont réprimés et par conséquent ils vont faire la révolution (comme la révolution iranienne). Donc tout ça n'est pas pris en compte. Je ne sais pas comment on peut analyser le problème ici de la régression dans les banlieues. C'est impossible. Dans un article que j'avais écrit il y a très longtemps *dans Nouvelles Questions Féministes*, je disais qu'il faut parler à ces filles. Les Nanas Beurs m'ont fait venir dans plusieurs groupes où j'ai pu parler de nos grands-mères qui, dans les années 30 dans les pays d'origine (ça s'est passé en même temps en Iran, en Turquie, dans le Maghreb, en Orient) ont déchiré le foulard et ont marché dessus. Elles ont été vitriolées parce qu'elles avaient fait ça. Ce n'est absolument pas une démarche occidentale. La même chose s'est passée à propos de l'excision. J'ai vu beaucoup de copines féministes françaises qui ont découvert, quand il y a eu le colloque sur l'excision, qu'il y a une lutte contre l'excision africaine d'Africaines qui n'ont jamais mis les pieds en Occident. Donc quand on parle d'universel, c'est ça l'universel. Il y a eu une lutte contre le foulard dans les années 30 et contre le

voile dans tous les pays où la religion musulmane était majoritaire; il y a eu une lutte contre l'excision et cette lutte-là n'est pas prise en compte pour parler avec ces jeunes, ces Nanas Beurs. Je sais qu'en parlant comme ça elles, elles ne m'ont plus parlé de revendication identitaire. Je leur ai dit: "Moi non plus vous ne pouvez pas me déposséder de mon vécu identitaire. J'ai vécu ça aussi, j'ai connu des femmes nées dans les années 20 et qui dans les années 30 ont refusé le foulard et elles ne savaient pas ce que c'était l'Occident, elles le savaient par culture, mais ce n'était pas parce qu'elles étaient occidentalisées qu'elles ont refusé le foulard. Donc je pense que tout ça manque beaucoup à la réflexion féministe.

Hélène Orain

Je vais essayer de répondre de manière succincte. Sur la question des distinctions ou plus exactement de l'emploi du terme de "communautarisme" et de celui de "ghetto", je partage l'avis de Christine Delphy. Mais j'ajouterai que si, en France, il existe des ghettos et des discriminations, c'est d'abord parce qu'on a une société qui refuse de s'accepter telle qu'elle est. Notre société refuse de se considérer comme métissée, multiculturelle, multi-religieuse, etc. C'est absolument évident quand on regarde, par exemple, les discriminations au logement qui constituent quand même un problème assez important. Mais, pour moi, employer le terme de "communautarisme", c'est aussi lâcher un pavé dans la mare parce qu'il est incontestable que les populations dont on parle sont ghettoïsées, discriminées, rejetées, exclues, précaires, etc. En tant que militante, autant je peux comprendre l'attitude des parents de la première génération qui arrivaient de la campagne, qui n'avaient jamais fréquenté l'école, autant j'ai davantage de difficultés avec des familles où l'on garde tout l'argent pour la maison au bled, et qui refusent les dix euros pour la sortie scolaire de fin d'année où tous les gosses de l'école vont passer une journée à la plage. Pour moi, c'est un problème. Ce que je dis est peut-être provocant, mais je pense qu'il reste un travail à mener avec les familles sur un certain nombre de questions comme celle-là. Ces populations sont pour une part exclues de la société française, mais il y a aussi un certain nombre de familles pour lesquelles l'éducation des gosses devrait être plus importante que la maison au bled où l'on va un mois par an "flamber son fric". Et je pense qu'un certain nombre de familles pourraient quitter le ghetto, aller habiter ailleurs mais ne le font pas parce qu'elles préfèrent garder l'argent pour retourner le dépenser au pays. Si, encore une fois, cette attitude peut se comprendre pour les familles de la première génération, elle est moins compréhensible de la part de Français, certes enfants d'étrangers, mais qui ont eux-mêmes des enfants. On n'est plus tout à fait dans les mêmes générations qu'il y a vingt ou trente ans. On a manifestement un travail à mener dans ces familles et ce n'est pas évident.

C'est un des aspects que je voulais souligner en employant ce terme de ghetto. La deuxième idée c'est que, pour moi, le ghetto renvoie à un aspect purement territorial alors que le communautarisme renvoie à un système d'organisation des relations sociales fondé essentiellement sur les solidarités non marchandes, etc. Or, il y a une vision angélique, notamment dans la sociologie et l'anthropologie française maussienne, des solidarités non marchandes. Le don, c'est beau, mais l'envers de la médaille c'est quand même le contrôle social et on n'en parle pas.

Sur les interpellations de Maya, juste deux mots. Évidemment, Maya, je suis d'accord avec tout ce que tu racontes: ce n'est pas pour rien qu'on est en grève depuis plusieurs semaines. Évidemment que dans l'association, les commissions femmes, on essaie de mener des débats comme ça. Et, depuis deux mois, dans les réunions des commissions auxquelles j'ai participé, on a beaucoup parlé de la question des retraites, de la question de la sécu, de la question de la solidarité nationale parce que ça nous permet de rebondir sur les solidarités communautaires face aux solidarités nationales. Donc, ces mouvements sociaux sont un instrument de lutte au quotidien et de conscientisation. Évidemment. Mais sur la "réputation" dans les quartiers des mouvements féministes, il y a ce que tu dis qui existe, tu as raison, mais il faut quand même dire un mot de la manière dont s'est passé le débat sur la parité car il a laissé des traces dans les quartiers. Ce n'est même pas de la haine. Les filles ne disent pas: "Les féministes sont des hystériques mal baisées". Elles disent: "Les féministes sont des bourgeoises qui règlent leurs affaires de bourgeoises entre bourgeoises".

Liliane Kandel

Je voudrais d'abord remercier Ghaïs de nous avoir permis de sortir de la bulle hexagonale où nous étions depuis le début de l'après-midi et situé la question des violences dans un contexte tout à la fois global et historique. Et, aussi, d'avoir prononcé un mot apparemment tabou dans nombre de débats aujourd'hui, parmi nous, ici: le mot "islamisme". Il me semble important de rappeler aujourd'hui, comme elle l'a fait, qu'il existe des violences institutionnalisées, légitimées, des violences d'État (ou d'Église quand les Églises sont au pouvoir), qui sont des violences extrêmes, et dont nous n'avons pas parlé jusqu'à maintenant. Et qu'elles se jouent parfois tout près de nous, aussi: l'islamisme, ce n'est pas seulement en Irak ou en Arabie Saoudite.

Or le retour, ou plus exactement le développement récent et spectaculaire des intégrismes, constitue un fait historique, et un fait de société caractéristique du nouveau millénaire, en France et ailleurs, dont, à quelques exceptions près, les féministes n'ont guère semblé prendre la mesure. Un grand nombre d'entre nous (dans notre expression publique) l'avons tantôt ignoré, tantôt rangé dans la longue, l'interminable série des violences patriarcales contre les femmes. C'est là rater la

nouveauté de la situation géopolitique et donner prise à toutes sortes de distorsions, de perversions de notre discours. Je m'explique: dans les débuts du Mouvement, les années 70, il s'agissait pour nous d'affirmer quelque chose d'inédit et d'inouï pour l'époque: l'oppression des femmes, de toutes les femmes, sous toutes les latitudes, dans tous les moments de l'histoire, dans tous les secteurs de la société. Nous avions raison de le faire – et nous avons du reste largement réussi à faire passer le message (y compris aux niveaux les plus élevés des organisations internationales: à Mexico, à Pékin, à Bruxelles, à Strasbourg). Sauf qu'aujourd'hui le même discours est parfois retourné contre nous. Je pense à un article écrit récemment *dans Le Monde* par un "homme féministe" qui reprenait exactement ces arguments, et qui disait en substance: la France traite mal ses femmes, elles ont eu le droit de vote seulement en 1944 et aujourd'hui il y a la publicité sexiste, le "harcèlement sexuel dans le monde de la mode", la "violence conjugale dans le milieu politique", le peu de femmes cadres ou PDG dans les entreprises privées, à l'Assemblée, dans le corps préfectoral, le fait qu'aucune femme n'ait jamais été ministre des finances. Le catalogue continuait et il était bien entendu interminable[5]. Conclusion: "En termes de *domination masculine*, les halls d'immeuble ne diffèrent pas vraiment des bancs de l'Assemblée ou des fauteuils des conseils d'administration". Je traduis: puisque tout cela est de la domination masculine, pourquoi donc vous mobiliser davantage contre le voile ou les tournantes dans les caves des cités qu'à l'encontre de la pub sexiste, du mal-être des femmes préfets ou de l'absence de parité à l'Assemblée?

Et voilà notre discours féministe des années 70 se trouve là caricaturé en discours victimaire généralisé et, surtout, retourné contre les femmes les plus exposées aujourd'hui à la violence (souvenez-vous de la sœur de Sohane disant le 8 mars dernier chez Raffarin: "Ce n'est pas la même chose de se battre, comme les féministes 'officielles' présentes, pour avoir un siège à l'Assemblée Nationale ou de se battre, comme les filles des cités, pour leur survie".

Le succès même de la notion de "domination masculine" auprès de certains courants politiques devrait nous inciter à réfléchir: dire, répéter comme le fait cet auteur que toutes les femmes sont dominées et opprimées (quel scoop!) peut servir aussi, parfois, à banaliser totalement, et minimiser les situations de violence machiste extrême, ici ou ailleurs, à ne plus faire de distinction entre les divers systèmes idéologiques, religieux, ou politiques qui soutiennent, ou suscitent, ou promeuvent ces dominations.

---

[5] P. Tévanian, "La logique du bouc émissaire", *No Pasaran*, numéro 20, mai 2003. L'auteur est l'initiateur de la pétition. "Oui à la laïcité, non aux lois d'exception" (*Libération*, 20 mai 2003) et il anime aujourd'hui le groupe "Une école pour tous et toutes".

Cela me rappelle irrésistiblement le discours de certaines historiennes féministes qui, dans les années 80, expliquaient que, du "point de vue des femmes" il n'y avait eu guère de différence entre le 3ème Reich d'une part et Weimar, ou les démocraties voisines d'autre part: pour les femmes la vie était déjà très difficile; après 1933 "tout avait continué comme avant". Ces collègues avaient raison à la seule condition, premièrement de gommer dans leur analyse toutes les femmes (communistes, "a-sociales", handicapées, tsiganes ou juives) pour qui après 1933 rien ne pouvait plus continuer comme avant, et deuxièmement de considérer que, "du point de vue des femmes", les différences entre démocratie, et totalitarisme ou terreur, n'ont en fin de compte aucune importance[6].

Les situations sont évidemment différentes, mais pas les rhétoriques utilisées. Et je me demande si nos analyses de l'universalité du patriarcat et de la domination masculine ne nous empêchent pas parfois de saisir des différences, essentielles pourtant, entre systèmes politiques, sociaux, ou idéologiques. Le "patriarcat", la "domination masculine", le "machisme" (ou, pour d'autres, la "misogynie", le "sexisme", ou les "violences") ont été des concepts extraordinairement importants, et performants, de décryptage des situations historiques ou politiques. Ils peuvent être aussi, la discussion d'aujourd'hui le montre, insuffisants, parfois réducteurs, voire non pertinents.

Je me demande souvent comment il se fait que si peu de recherches féministes (ou d'actions militantes) aient été consacrées à la question des totalitarismes.

Florence Montreynaud

Tout à l'heure, j'ai réagi vivement quand Hélène Orain a cité celles qui disent: "Les féministes sont des bourgeoises qui règlent leurs affaires de bourgeoises entre bourgeoises." Cela fait plus d'un siècle que cela nous est envoyé à la figure par des gens qui se prétendent de gauche.

Cela me semble être un argument de type raciste. On n'est pas responsable d'être née dans la bourgeoisie ou ailleurs, tandis qu'être féministe, c'est-à-dire solidaire, est une démarche volontaire, active et personnelle, dont chacune de nous est entièrement responsable. Être féministe, c'est agir pour que hommes et femmes soient égaux en dignité et en droits, et que ces droits soient appliqués. M. Douste-Blazy peut se dire féministe: à nous de lui demander ce que cela signifie pour lui!

Pourquoi certaines devraient-elles se faire pardonner d'avoir reçu des privilèges en naissant? On devrait plutôt admirer les privilégiées qui s'engagent

---

[6] J'ai pris l'exemple des historiennes féministes mais les mêmes critiques ont été formulées en Allemagne à propos de l'école de "l'histoire du quotidien", ou de "l'histoire d'en bas" sous la période nazie: l'étude des politiques *sociales* du Reich (de classe, de genre), avait une curieuse tendance soit à *oublier* ses politiques criminelles soit, encore pire, à tenter de *déduire* celles-ci de celles-là. (cf. L. Kandel, dir: *Féminismes et nazisme*, Paris: Odile Jacob, 2004).

pour l'égalité, quitte à y laisser des plumes et à être critiquées, ce qui est toujours le cas pour les féministes. Il ne s'agit pas seulement de classe sociale ou d'argent. Pensez aux féministes en bonne santé qui s'occupent des droits des femmes infirmes, aux féministes ménopausées qui militent pour l'accès des plus jeunes à la contraception, et à toutes les féministes privilégiées du seul fait d'être instruites, ou non excisées.

Quand des féministes de la fin du 19ème siècle demandaient le droit de vote pour les femmes, des socialistes de cette époque jugeaient qu'il s'agissait d'une revendication bourgeoise. Aujourd'hui, on nous envoie à la figure ce genre de grossièreté au sujet de la parité, que j'ai entendue comparer aux soldes chez Hermès! N'est-ce pas outrecuidant de juger ainsi de la "bonne" hiérarchie des priorités ? Si certaines féministes ont envie de s'engager pour la parité en politique, d'autres pour l'égalité des salaires, d'autres encore pour l'application du droit d'avorter, qui peut se permettre de décider que telle ou telle de ces actions est la plus pertinente et doit donc s'imposer à toutes? Être féministe, c'est penser par soi-même, c'est décider soi-même de sa vie et de ses actions.

Être féministe, c'est aussi avancer et agir avec d'autres. C'est pourquoi je voudrais mettre en question un autre cliché: le jeunisme.

Je suis membre depuis longtemps de l'association Mix-cité, qui a l'image de "jeunes féministes" et qui se présente comme "tournée vers la jeunesse", l'une de nos actions principales étant la dénonciation du sexisme dans les catalogues de jouets. Est-il pertinent de viser les jeunes, qui cesseront de l'être bientôt? N'est-ce pas pratiquer une sorte de racisme anti-vieux?

Dans les mouvements dont je m'occupe, La Meute contre la publicité sexiste, ou le réseau "Encore féministes!", je vois arriver beaucoup de nouveaux et nouvelles féministes, qui ont de 20 à 70 ans et qui sont jeunes dans leur tête parce qu'elles et ils se bougent pour que ce monde machiste change. J'en ai assez d'entendre: "Que faites-vous pour attirer des jeunes?" Ce critère ne me semble pas pertinent: ces personnes nouvelles viennent parce que ces sujets les intéressent, elles arrivent avec leur énergie et leurs idées, et c'est la force de cet engagement qui compte.

La diversité me semble plus importante que l'âge et, de toutes les façons, le féminisme, ça conserve! En outre, les jeunes, les associations le savent bien, ont souvent à gérer des conflits de priorités avec des urgences personnelles ou professionnelles. Des personnes d'âge plus mûr connaissent mieux leurs possibilités, ou savent assumer une disponibilité régulière.

On ne naît pas féministe, on le devient. Pour le devenir, il arrive souvent qu'on ait fait l'expérience de violences machistes, ou qu'on ait pris conscience de l'injustice sexiste, ce que les jeunes n'ont pas toujours fait. Il y a tant de jeunes femmes qui se disent anti-féministes! À la première promotion pour laquelle on

leur préfère un homme, au premier enfant avec le problème du partage des tâches ménagères, elles pourront peut-être devenir féministes, car tout à coup elles se sentiront directement concernées par le machisme.

Odile Merckling

Je voudrais revenir sur ce qu'a dit Maya à propos des enjeux. Il y a des modes d'accès à la vie publique et des modes de représentation politique qui peuvent être en concurrence les uns avec les autres. Se pose notamment la question de l'existence d'un mouvement associatif spécifique aux femmes, qui pourrait être interculturel, mais aussi la question de l'émergence d'une représentation ou de l'existence de communautés culturelles. Mélanger les deux questions risque d'être à l'origine de faux problème. Car il existe aussi bien des associations de femmes qui sont tout à fait interculturelles que des associations "communautaires" qui sont en même temps des associations de femmes. Il faudrait éviter que l'organisation communautaire soit posée comme un préalable à l'expression de certains groupes de population, bien que cela soulève malgré tout un réel problème, parce que les hommes de ces groupes-là s'expriment également très peu dans la vie publique.

Christelle Hamel

Je voudrais revenir sur la question du communautarisme. Il me semble que dans ce que tu décrivais on voit très bien – et globalement c'est la position que, je pense, tu as pu observer – que les jeunes issus de l'immigration, de l'immigration maghrébine et même plus globalement de l'immigration de toutes les anciennes colonies françaises, sont toujours tellement renvoyés à leur différence qu'aujourd'hui cette différence ils la revendiquent et ils la revendiquent comme une identité première par rapport à l'identité française. Mais pour parler de cette revendication identitaire, je ne parle pas de "communautarisme" mais plutôt de "rapports sociaux de races" parce que pour moi cette attitude-là c'est le produit des rapports sociaux de races et je voudrais revenir là-dessus parce ce matin, j'ai utilisé ce concept et je crois qu'il n'a pas été bien compris. Quand je parle de rapports sociaux de races, j'entends par là un rapport de pouvoir entre la société française, blanche dans sa majorité, et des groupes issus de l'immigration qui sont renvoyés à des catégories de races par la majorité blanche. Donc quand je parle de races, je veux dire que c'est une race sociale à laquelle les individus sont renvoyés en permanence. Donc c'est une construction, il ne s'agit pas d'avaliser le terme de race. La race n'existe pas dans la biologie, mais elle existe dans les représentations et les pratiques discriminatoires. J'emploie ce terme de rapports sociaux de races comme je parle aussi de rapports sociaux de sexes. C'est-à-dire que c'est bien un rapport de domination qui crée les catégories de sexes. On dit: "Le genre crée le sexe". Là c'est la même chose. Ce sont les rapports sociaux de races qui créent la

race, la race est toujours sociale, comme le sexe social. Le discours raciste aujourd'hui utilise peu, ou moins, le terme de race, il utilise plutôt les notions de cultures, de différences culturelles mais tout ça c'est des manières euphémisées de parler de la race. Je pense vraiment qu'il y a un enjeu crucial aujourd'hui, il y a un grand enjeu politique aujourd'hui à s'interroger sur les effets du racisme sur les rapports entre les sexes dans les populations qui subissent le racisme. Il est bien évident que les rapports sociaux de sexes traversent toute la société, on l'a bien vu avec l'enquête ENVEFF ce matin, mais je crois que les rapports sociaux de races divisent la catégorie des femmes et rendent ces femmes plus vulnérables. De la même façon on a pu voir ce matin que la contrainte à l'hétérosexualité avait des implications pour les femmes homosexuelles ou qui ont des pratiques avec d'autres femmes.

Donc, je pense qu'il y a vraiment un enjeu politique: il faut prendre en considération les revendications des femmes qui sont plus minoritaires que les femmes en général, c'est-à-dire qui sont dans une position de minorité plus forte, qui sont plus opprimées que les autres, c'est-à-dire d'un côté les lesbiennes, de l'autre côté les femmes racisées. Je pense que là, vraiment, se situent l'enjeu et l'avenir du féminisme qui est en cause parce que sinon, nous allons encore se retrouver avec ces jeunes femmes qui vont nous dire: "Mais on ne veut pas de vous parce que vous êtes des bourgeoises et des blanches". Moi, j'ai été assez durement choquée en faisant mon travail de terrain de voir des jeunes femmes me dire "Ben moi la virginité, je trouve ça super." Mais elles me ne disaient pas ça parce qu'elles considéraient que c'étaient des valeurs morales intéressantes, elles me disaient: "Moi je suis très fière d'être une Arabe et je ne voudrais pas être une Française, parce que les Françaises c'est des filles faciles en général. Et donc je respecte le principe de virginité." C'était une question d'identité, de retrouver la fierté d'être Arabe, de ne plus avoir honte. Alors là, franchement, moi ça m'a interrogée et en plus je me disais, mais elle me dit ça pour me traiter de pute ou quoi? Enfin, c'est quoi ce truc? Et derrière il y avait ça: les Françaises sont des putes. La classe des femmes se trouve vraiment divisée et il faut lutter absolument contre ça et pour lutter contre ça, je pense qu'il faut lutter contre le racisme.

Une dernière question pour Hélène. Comme je disais aussi ce matin, j'ai assisté hier à un débat houleux où il y avait une représentante de la Marche des Femmes et il y avait le fameux Alain Soral, qui est un anti-féministe notoire et c'était terrible, et aussi deux garçons du mouvement "Ni proxos ni machos", je voudrais savoir si tu peux nous en dire un peu plus sur ces hommes-là et comment ils sont financés parce que franchement, ils sont violents.

Hélène Orain

"Ni proxos, ni machos". Pour la petite histoire, on va faire un peu de tambouille politique, pendant une minute. Cette formule, c'est une création du maire d'Asnières qui avait fait parler de lui au moment des arrêtés municipaux de couvre-feu pour les jeunes. On en a la preuve, les fax ont été passés du cabinet du maire. Ça s'est passé lorsque les membres locaux, enfin des élus des Hauts-de-Seine, ont organisé une étape de la marche à Asnières. D'un côté, on a été reçues avec le tapis rouge à Matignon, à l'Assemblée nationale par l'UMP, de l'autre, on nous a retourné cette formule: "Ni proxos, ni machos", qui est une création de l'UMP, financée par eux au niveau d'un réseau national. En soi, ce n'est pas tellement inquiétant, car cela n'a pas forcément d'échos en général, enfin je veux dire tout le monde connaît l'histoire de France et les positions de la droite. Sauf que le problème, c'est que la formule rencontre un écho dans les quartiers auprès des garçons, qui se disent: "Ah, enfin, nous aussi, on va avoir notre truc, les filles s'organisent, elles commencent à monter des associations, des comités, des commissions, mais nous on les emmerde parce qu'on n'est ni proxos, ni machos."

Suit alors un discours un peu compliqué. Au fond, dans les quartiers, on ne sait pas vraiment ce que c'est que "Ni proxos, ni machos". D'ailleurs, la majorité s'en moque, mais ils s'en servent pour nier le travail que nous et d'autres associations locales sont en train de mettre en place. Et c'est dur, je le dis clairement, c'est dur. Car, en plus, ils vont avoir des moyens. Ils vont avoir de l'argent, des permanents, avoir accès aux médias, etc. On connaît bien le processus. Ce n'est pas une surprise, on connaît les méthodes de l'UMP. Et par ailleurs, les militants de ce réseau "Ni proxos, ni machos", tiennent un discours catastrophique, une horreur. Ça peut paraître sympathique, comme ça, si on lit les tracts, ça peut paraître politiquement correct. Dans les faits, on s'est fait copieusement insulter à Asnières. Il y a parmi eux des antisémites notoires, et vont s'y agréger aussi un certain nombre de mouvements intégristes, le "fascisme vert" (le vert de l'islam). Le "fascisme vert" regroupe une grande partie des associations fondamentalistes, qui développent un discours prosélyte, certes, mais surtout politique bien connu: la lutte contre l'impérialisme américain, la défense des palestiniens qui n'en demandaient certainement pas tant, la lutte contre les assassins d'Israël, et bien sûr, la mise en place de la charia. Toutes ces associations, peu ou prou, sont des satellites du wahhabisme, sont dans cette mouvance-là en tout cas, soit via les Frères musulmans, soit via l'UOIF (Union des organisations islamiques de France), soit encore via d'autres organisations. Et ils relèvent typiquement de forme d'organisation fasciste, c'est-à-dire qu'ils ne commencent pas par s'implanter en distribuant des corans. Ils commencent à s'implanter avec des réseaux d'entraide sociaux: entraide scolaire, soutien moral aux familles, soutien aux prisonniers. Dans les quartiers, ce dernier point est sacrément important parce qu'il y a

beaucoup de jeunes, et de moins jeunes d'ailleurs, qui sont en prison. Alors il y a un soutien financier, ils ont des moyens considérables. Parce que c'est l'islam wahhabite et donc l'Arabie Saoudite qui est derrière tout ça.

Je profite de l'occasion pour donner notre position sur le processus de reconnaissance d'une institution soi-disant représentative de l'islam de France. Je parle ici à titre personnel et je parle ici au nom du mouvement: c'est absolument catastrophique. D'abord les élections: il y a eu seulement 4 000 ou 5 000 électeurs. Comment prétendre à un processus démocratique d'élection des représentants des pratiquants, des musulmans de France, sur la base de 5 000 électeurs? Ensuite, on est en train de reconnaître institutionnellement des gens qui sont des fascistes, avant même d'être des religieux. Et enfin, on peut vraiment se demander si l'objectif principal, ce n'est pas de servir de faire-valoir, notamment à Sarkozy, en ayant l'air de poser le débat sur la laïcité, ce qui a l'air comme ça très républicain, mais qui est, en fait, plein d'arrière-pensées très politiciennes. Je pense que le processus est assez catastrophique et va contribuer à provoquer des régressions. D'autant plus que ça arrange bien un certain nombre de maires locaux qui subventionnent des associations en se "voilant" la face et en faisant semblant de ne pas avoir vu qu'ils sont légèrement fascistes et antisémites, parce que c'est une façon pour eux d'acheter la paix sociale dans les quartiers et une façon pour eux de se dédouaner de la responsabilité publique en disant: "Ils font de l'animation scolaire, ils emmènent des gosses en vacances, nous n'en avons pas les moyens alors on va leur donner des subventions, des locaux". Et maintenant, ils se sentent "vachement bien dans leurs baskets" puisque ces associations-là font partie du processus de reconnaissance des institutions musulmanes de France.

Marie Fabre

Je vais reprendre sur la jeunesse. Nous sommes tournées vers la jeunesse, ce qui ne signifie pas que nous ne sommes que des jeunes, pour les jeunes, entre jeunes. Et cela, pas seulement parce que ce serait idiot, mais surtout, pour montrer au plus grand nombre et à travers les médias qu'on peut avoir entre 20 et 30 ans et être féministe, avoir un discours construit, démontrer que le sexisme est encore présent et qu'il faut réfléchir encore aujourd'hui sur les rapports hommes-femmes.

Sur les jouets, il s'agit vraiment d'une action tournée vers la jeunesse dans le sens qu'elle est destinée aux parents, mais par rapport à leurs enfants pour montrer que si, dès le plus jeune âge, ils les mettent dans des rôles sexués aussi clairs, aussi caricaturaux qu'ils apparaissent dans les catalogues de jouets, les rapports entre les sexes ne changeront pas.

Je ne crois pas que les médias nous récupèrent. En tout cas, nous n'avons pas pignon sur rue contre les féministes "historiques". D'autant plus que plusieurs actions ont été faites en réseau unitaire.

Dominique Fougeyrollas

Le débat est ouvert là-dessus. Mais pour ma part, je ne pense pas qu'il y ait opposition par principe selon les générations. Par exemple, précisément à propos des polémiques autour de l'enquête ENVEFF, il y a eu une prise de position dans les journaux de l'association Mix-cité qui s'est sentie concernée : c'est un papier très intéressant. D'autre part, depuis 1992, de nouveaux affrontements sont apparus sur la question de la parité, depuis 1992, jusqu'à la loi de 2000 sur la parité. En définitive – et ce débat n'a-t-il pas été re-mobilisateur du féminisme quelle que soit la position adoptée ? – cette polémique a mis en avant les diverses définitions du féminisme. Au 20ème siècle comme au 19ème siècle on a une diversité des féminismes. Dans un certain nombre de cas, des féministes, à un moment donné, peuvent faire alliance mais il y a aussi des moments où ces féminismes ne sont pas forcément alliés et il faut en prendre toute la mesure.

Dominique Poggi

Je suis bien d'accord avec ce que tu viens de dire. Et en même temps la question qui se pose c'est comment on s'y prend, comment créer des occasions pour croiser nos perceptions? Comment intégrer le multiculturel et le trans-générationnel? Je trouve que ce qui se passe aujourd'hui est très intéressant parce que nous apprenons beaucoup les unes des autres en échangeant. Mais ça serait bien qu'il y ait un équilibre dans ces rencontres, et que soient présentes, par exemple, des associations de femmes africaines, maghrébines, des représentantes des commissions femmes de la fédération de la Maison des Potes. Et qu'on trouve des façons de discuter qui fassent sens pour tout le monde. C'est-à-dire que nous n'imposions pas nos modèles de réflexion, notre langage, et que nous inventions quelque chose à ce niveau-là. Et puis ce serait très intéressant aussi qu'il y ait des apports sur l'histoire des femmes, des cultures du monde. En fait, on a des systèmes de représentation réciproques les unes sur les autres, entre les jeunes femmes des banlieues et les quinqua du féminisme historique, et ces représentations réciproques qui nous clivent font bien le jeu du système machiste. Dans le Val d'Oise, les associations de femmes africaines, maghrébines, sont vraiment féministes, il faut voir comme elles sont vigoureuses. Alors, où les rencontre-t-on? Et quand va-t-on mettre en commun nos approches? Une autre chose que je crois très importante, pour rompre l'isolement dans les quartiers sensibles, c'est de multiplier les occasions de faire du lien entre le local et le mondial car la situation des femmes des quartiers est éclairée par l'articulation entre le local et le mondial. Donc j'ai l'impression qu'aujourd'hui est un premier pas, et je serais très intéressée à ce qu'on développe cette coopération et qu'on l'organise, non pas à notre façon à nous, féministes quinquas, mais en créant des modes de communication, des modes d'analyse, des modes de réflexion qui fassent sens pour tout le monde. Ça voudra

dire qu'on devra se départir de quelque chose, et ça peut être tout à fait intéressant d'arriver à créer des références communes. Souvent un même mot ne prend pas du tout la même signification selon les cultures Comment on fait avec ça? Quand est-ce qu'on le fait? Où on le fait? En tout cas, j'ai l'impression que là, aujourd'hui, il y a un embryon et j'aimerais bien que ça se développe.

Mireille Brioude

Je voulais reprendre rapidement, toujours au sujet de la jeunesse, dont l'association Mix-cité se fait un peu le relais, le porte-parole. Je voudrais apporter mon témoignage en tant qu'enseignante. En tant qu'enseignante du secondaire, je suis confrontée à des jeunes toute la journée. En tant que prof de lettres, j'ai du mal à leur parler féminisme, d'égalité entre les sexes. Et je trouve ces associations qui, comme Mix-cité, font un peu le relais d'une parole très structurée comme la mienne qui, en même temps, n'est pas très crédible et qui, il faut bien le dire, est souvent assez mal reçue par les jeunes. Ces associations font le relais pour diffuser un féminisme nécessaire, un féminisme de base que nous, nous sommes mal placées pour leur inculquer: ce n'est pas notre rôle. Enfin, disons qu'on compte assez souvent sur ce type d'associations pour faire le relais entre les enseignants et les jeunes.

Maya Surduts

Il va y avoir le prochain Forum Social Mondial. Il y a déjà eu trois épisodes. À Porto Alegre, il y a eu un premier forum social européen, puis à Florence et le prochain aura lieu en France à partir du 12 novembre, et il durera trois ou quatre jours. Il doit débuter, on s'est battues pour ça, par une assemblée des femmes. C'est à la fois positif et pas totalement, un peu contradictoire puisqu'il est en amont, il n'est pas totalement intégré. Mais la location est payée par le forum, les conditions matérielles de réalisation aussi. Et c'est donc le 12 novembre. L'objet de cette affaire, c'est son caractère européen, et il faut définir les priorités, ce qu'on doit y faire sur le moment et surtout comment on intervient ensuite dans l'ensemble du Forum Social Européen de façon à donner un aspect transversal à notre intervention. Faire exister la dimension des rapports sociaux de sexes. Pour les Parisiennes, des réunions sont prévues. Celles qui sont intéressées peuvent donner leur mail. L'enjeu est extrêmement important. Il serait regrettable et tout à fait dommageable à tous points de vue, qu'il y ait des militantes, mais peu de chercheuses. Chercheuses, militantes, moins militantes, peu importe, il faut y être. C'est un enjeu politique décisif parce qu'il s'agit de l'Europe qu'on construit. Et comme vous le savez, il y a quelques difficultés avec la constitution, la Charte des droits etc.

Dominique Fougeyrollas

Je vais faire une proposition de conclusion et, bien sûr, rappeler que c'est formel, le débat va se poursuivre. L'intitulé de la journée était "Violences sexuées et appropriation des espaces publics" ; il était important d'aborder la question dans le détail. Comment marcher dans la rue, comment être dans les magasins, ce que représente l'espace public dans sa diversité mais on a vu aussi le lien, assez, comment dirais-je, irréductible avec la prise de parole ; la prise de parole dans les différents lieux intermédiaires que sont les lieux associatifs, syndicaux et politiques. En la matière, l'appropriation de l'espace public n'est possible que par les dimensions politiques de la question, et je crois qu'on a, à juste titre, essayé d'y mettre l'accent. Il n'y a pas de fragmentation à faire de ces questions : l'ensemble des dimensions liées aux rapports de sexe, de race, de classe sont à prendre en compte. Je redonne la parole à chacune et chacun des intervenantes invitées.

Hélène Orain

C'est toujours difficile de conclure. Je voudrais juste dire un mot sur les derniers échanges. Il me semble très important du point de vue de "Ni putes ni soumises!", en tout cas de mon point de vue dans ce mouvement, qu'on arrive les unes et les autres à travailler ensemble davantage. Il y a une méfiance des filles des quartiers à l'égard des féministes. Elles ne se disent pas féministes, même des filles très conscientisées, jusque dans les marcheuses. C'est une vraie question qu'on débat presque à chaque réunion. Je pense qu'il n'y a pas vraiment de solution à ce débat: bourgeoise, pas bourgeoise, lutte des classes, pas lutte des classes. Mais, la question se pose de savoir ce qui est en train de se poser dans ce réseau, dans ces mouvements-là, ça ressemble beaucoup à des choses que vous avez vécues, vous, il y a trente ans, de manière assez claire. Apparemment, on pourrait gagner du temps, nous, parce que si on mène du travail en commun on pourrait imaginer que ces nouvelles générations militantes pourraient être conscientisées plus vite mais, ça c'est le point de vue qu'on peut avoir de l'extérieur sauf que, le processus de conscientisation, personne ne peut le faire à leur place. D'une part, on ne peut pas faire le chemin à leur place et, d'autre part, il y a autre chose qui est très dangereux à faire, c'est leur donner des recettes de cuisine sur "Tu dois faire comme ci, tu dois faire comme ça, voilà comment mener ta lutte, voilà comment devenir libérée". Or cette de prise de conscience, prend beaucoup de temps. En trois ans, j'ai vu des jeunes filles beaucoup changer et ça ne veut pas dire que pour l'instant elles ont véritablement le sentiment d'être libres. Donc, il faut à la fois en arriver à travailler ensemble dans des langages ou sous des formes d'actions communes. Et en même temps, qu'on accepte les unes et les autres qu'il ne faut pas aller trop vite. C'est comme avec la lutte des classes: quand je rencontre une jeune fille des quartiers pour la première fois je ne commence pas par lui expliquer ce que je pense de

l'impérialisme américain. Je ne commence pas par là parce que je pense que ce n'est pas le débat, au départ. La question peut se poser à un moment donné, mais au départ les problèmes sont très concrets. "J'ai besoin d'un logement, j'ai besoin de trouver un travail et je n'y arrive pas parce que je suis pas blanche." "J'ai besoin de trouver un hébergement d'urgence parce que mon père veut me marier." C'est quand même en répondant à ces questions qu'on peut ensuite en aborder d'autres. En même temps, il faut qu'on essaie de profiter de l'expérience, en tout cas la vôtre et celle de tous les réseaux féministes. C'est un peu le même discours que j'ai tenu devant tous les réseaux: que l'on arrive à trouver des formes d'actions communes.

Dominique Poggi

Je pense également qu'on n'a pas à inculquer quoi que ce soit, même si nous avons des connaissances et des analyses qui sont très utiles et peuvent faire gagner du temps. Je crois que c'est vraiment important de se positionner en commençant par écouter, sinon rien ne passe. Et puis, ces jeunes filles, ces jeunes femmes, ces associations de femmes africaines, etc., ont des choses à nous apprendre. Ce n'est pas le même type de savoir, mais elles ont des savoirs d'expérience et des savoirs-être qui peuvent nous être très utiles. Avec cette posture-là, on peut gagner du temps. Et la question, c'est: comment faire pour être en appui réciproque? Je crois que la première chose, c'est d'arrêter de penser qu'on sait pour tout le monde, parce qu'on réfléchit depuis trente ans. Quand je suis arrivée dans l'est du Val d'Oise, bien sûr j'avais toutes mes catégories, mes analyses. Mais je me suis bien gardée de les présenter dans un premier temps. J'ai attendu que les choses émergent; par exemple quand les femmes ont abordé la question des violences subies, je leur ai leur parlé de l'enquête ENVEFF, ou quand les femmes ont parlé du travail domestique, je leur ai parlé du film "Who is Counting?" et là ça passait, ça faisait sens. Donc, c'est bien de proposer à un moment des outils d'analyse, mais je crois qu'il ne faut pas avancer bille en tête pour distiller de la connaissance. Ça, je crois que ça ne marchera pas du tout, entre autres à cause des rapports de classes et des rapports sociaux de races. Au contraire, je crois qu'il faut une certaine humilité et peut-être, alors, on arrivera à coopérer, enfin c'est ce que j'espère.

Marie Fabre

Vous avez un peu dit ce que je souhaitais dire. Je voulais finir sur l'idée qu'il faut faire le lien entre les différentes associations, les différents types de militantisme, différentes localités aussi, entre Paris et les autres villes.

Et je voudrais remercier l'ANEF de nous avoir invitées, d'avoir permis qu'on vienne et qu'on discute, alors qu'on n'est pas de la même ville et que cela aurait peut-être été plus facile de faire venir Mix-cité Paris.

Arriver à faire le lien et d'être dans la pratique du féminisme, c'est ce qui nous

permettra d'avancer.

Hélène Rouch

En réaction à chaud à ce que vient de dire Dominique Poggi, je ne suis pas sûre que l'écoute de l'autre, aussi nécessaire soit-elle, soit suffisante pour éviter les conflits. Ce qu'on mène c'est quand même une lutte politique et il ne faut pas avoir peur du conflit, il ne faut pas avoir peur non plus de créer le conflit et de ne pas s'en sortir tout de suite. Ce dont j'ai peur, c'est des temps hyper-vaseux du consensus et, disons, du consensus mou, celui qui fait régresser plutôt qu'avancer, perdre des repères sans en trouver de nouveaux.

Monique Minaca

Si vous voulez vous intéresser au "public/privé, les femmes dans la ville", n'oubliez pas qu'il y a une charte européenne des femmes dans la Cité qui, d'une manière transversale, tente de prendre tous ces thèmes; c'est une recherche-action européenne.